

**HISTOIRE**  
DE  
**L'EMPIRE D'AUTRICHE.**

---

**CONTINUATION DE LA CINQUIÈME ÉPOQUE.**

HISTOIRE

DE  
L'EMPIRE D'AUTRICHE.

CONTINUATION DE LA CINQUIÈME ÉPOQUE.

## SUITE DE LA TABLE DES MATIÈRES

DE LA CINQUIÈME ÉPOQUE.

---

### CHAPITRE IX.

	Page
Léopold I, de 1657 à 1705 . . . . .	1

### CHAPITRE X.

Joseph I, de 1705 à 1711 . . . . .	110
---------------------------------------	-----

### CHAPITRE XI ET DERNIER.

Charles VI, de 1711 à 1740 . . . . .	132
---	-----

---

## TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LA SIXIÈME ET DERNIÈRE ÉPOQUE.

---

### CHAPITRE I.

Marie - Thérèse et François I, de 1740 à 1780 . . . . .	185
--	-----

VI

CHAPITRE II.

	Page
Joseph II, de 1780 à 1790 . . . . .	294

CHAPITRE III.

Léopold II, de 1790 à 1792 . . . . .	335
---	-----

CHAPITRE IV ET DERNIER.

François I (II <sup>ème</sup> du nom dans la série des empereurs d'Allemagne), premier empereur héréditaire d'Autriche, de 1792 à 1835 . . . . .	361
---	-----

---

Tableau statistique avec la Carte générale de l'empire  
d'Autriche.

## CHAPITRE IX.

Léopold I.

De 1657 à 1705.

À peine ce prince fut-il monté sur le trône, qu'il confirma, le 27 mai 1657, l'alliance avec Jean-Casimir de Pologne, et lui envoya un secours de 16,000 hommes, sous la conduite du général comte Hatzfeld. Les Autrichiens et Polonais réunis conquièrent Cracovie, Posen et Brzesc, et forcèrent le prince transylvain Georges II Rakotzi à se retirer. Le général lithuanien Lubomirsky fit une invasion dans le comitat de Beregh, et ravagea plusieurs centaines de villages. Sapiéha, vayvode de Wilna, et Pototzki, général de la couronne, vainquirent les Transylvains, le 18 juillet, près de Jaboru au-dessus de Jaroslaw, et les poursuivirent jusqu'en Podolie. Rakotzi fut atteint près de Czarny-Ostrov par les Polonais. Le 22 juillet, il signa une convention, par laquelle il s'obligea à bonifier au roi de Pologne et au Kan des Tatars les frais de la guerre, pour autant qu'il les avait occasionnés par son propre envahissement. Le prince même retourna en toute hâte dans son pays; mais son armée, sous Jean Kemeny, fut surprise, le 30 juillet, par le Kan des Tatars, qui avait dressé une embuscade, et pour la plus grande partie faite prisonnière.

Le roi Frédéric III de Danemark avait également déclaré la guerre à la Suède (3 juin 1657). Mais cette guerre prit rapidement un tour fort malheureux pour le

Danemark ; car Charles X Gustave accourut de la Pologne dans l'Allemagne septentrionale, chassa les Danois de Brème, et conquit en peu de semaines le Holstein, Schleswig et le Jutland. Le 19 septembre 1657 à Welau, l'électeur de Brandebourg fit, sous la médiation de l'Autriche, la paix avec Jean-Casimir, et conclut avec lui une alliance contre la Suède. Le monarque polonais confirma l'abolition de la dépendance féodale du duché de Prusse de la Pologne, et la pleine souveraineté de l'électeur dans ce pays. L'électeur signa aussi, le 30 octobre 1657, avec le Danemark, et le 30 janvier 1658 avec l'Autriche une alliance offensive contre la Suède.

Dans le cours du mois d'août de l'année 1657, les princes électeurs s'étaient réunis à Francfort, pour élire un roi des Romains. Les ambassadeurs français proposèrent leur roi Louis XIV pour chef de l'empire d'Allemagne, et ils avaient déjà gagné quelques suffrages en faveur de leur maître. Mais les électeurs protestants se déclarèrent contre la France et firent échouer ce plan. Alors l'électeur Ferdinand de Bavière, plus tard l'archiduc et grand-maître de l'ordre Teutonique Léopold-Guillaume, enfin le comte palatin de Neubourg, furent proposés pour candidats. Cependant, comme ces princes en partie refusèrent eux-mêmes la couronne qu'on leur offrait, et en partie furent abandonnés de leurs adhérents, le roi de Hongrie et de Bohême *Léopold* fut élu, le 18 juillet 1658, d'une voix unanime *roi des Romains* et *empereur d'Allemagne*, et couronné à Francfort, le 1 août de la même année. Le jeune prince avait déjà juré, le jour de son élection, une capitulation qui, outre qu'elle restreignait encore davantage les droits et l'autorité du chef de l'Empire, contenait encore une clause, qui interdisait à l'Empereur la faculté de se mêler dans la guerre entre la France et l'Espagne, tant dans les Pays-Bas qu'en Italie. Mais le

même article stipulait aussi que la France, de son côté, ne pourrait prêter aucun secours aux ennemis de l'Empire germanique et de la Maison d'Autriche.

Charles - Gustave avait été extrêmement favorisé dans ses opérations contre le Danemark par les gelées extraordinaires qu'il y eut dans l'hiver 1657 - 1658. Il passa, en janvier et février, avec son armée les deux Belts sur la glace, la conduisit par les îles en Seeland et marcha sur Copenhague. Frédéric III se vit obligé d'accepter une paix fort dure qui fut signée, le 8 mars 1658 à Roschild, sous la médiation de la France et de l'Angleterre, et dans laquelle il promit de céder plusieurs provinces à la Suède. Comme ces conditions n'étaient pas de nature à pouvoir être accomplies dans l'instant même, les Suédois élevèrent toujours de nouvelles prétentions, et Charles X recommença, au mois d'avril, les hostilités. Il prit Kronembourg et assiégea Copenhague. Cette ville fut défendue par Frédéric III avec le courage le plus intrépide; et une flotte hollandaise, qui s'était frayé, le 9 novembre, un chemin au travers des vaisseaux suédois qui fermaient le Sund, apporta des troupes fraîches et des vivres à la ville. Le roi de Suède alors convertit le siège en blocus.

Les électeurs de Mayence et de Cologne, l'évêque de Munster, le comte palatin de Neubourg, les ducs de Brunswick - Lunebourg, le landgrave de Hesse - Cassel et le roi de Suède lui-même, comme duc de Brème et de Verden, avaient conclu à Francfort, le 14 août 1658, la soi-disant *alliance rhénane*. Le but énoncé de cette union était de tenir une stricte neutralité dans la guerre du Nord, mais de prêter secours au roi de Suède, en cas que les possessions de cette couronne dans les cercles de la basse Saxe et de Westphalie fussent attaquées. Les alliés s'engagèrent aussi à s'assister réciproquement contre

les attaques ennemies et les vexations militaires. Le 15 août, ces princes admirent le roi de France dans cette ligue. Louis XIV promit aux confédérés son appui pour le maintien de la paix de Westphalie ; les princes, en retour, s'obligèrent à ne point permettre le passage par leur territoire aux troupes destinées à agir contre la France et ses alliés, soit dans les Pays-Bas, soit au delà du Rhin. Cette fédération fut dans la suite souvent prolongée, de trois à trois années. Les avantages qui résultaient de cette union pour la Suède furent contre-balancés par d'autres revers. L'électeur de Brandebourg et le général de l'Empereur, comte Montecucoli, chassèrent en octobre 1658 les Suédois du pays de Holstein, et forcèrent le duc Frédéric à la neutralité. Les habitants des pays de Bornholm et de Drontheim expulsèrent leurs garnisons suédoises. Le général impérial de Souches investit Thorn, qui ne se rendit qu'après un long siège. Montecucoli pénétra aussi en Jutland. Mais les attaques qu'on entreprit sur les îles danoises, pour délivrer la ville de Copenhague, n'eurent point le résultat espéré. Dans l'année 1659, l'électeur de Brandebourg conquit, à l'aide des troupes impériales, qui étaient revenues de la Pologne et du pays de Holstein, la plus grande partie de la Poméranie suédoise, à l'exception de Greifswalde, de Stralsund et de Stettin, laquelle dernière ville fut assiégée inutilement. Charles-Gustave avait reçu de Cromwel, protecteur d'Angleterre, une flotte anglaise pour soutien ; mais la mort de ce vile usurpateur changea la face des choses. L'Angleterre et la Hollande insistèrent sur l'accomplissement du traité de Röschild ; comme Charles X n'accepta point leurs propositions, la flotte anglaise retourna dans son pays. Les Hollandais, sous l'amiral Ruyter, soutenaient, au contraire, les Danois avec la plus grande vigueur. Ces derniers, réunis à des troupes impériales,

brandebourgeoises et polonaises, débarquèrent, le 24 novembre 1659, dans l'île de Funen, et en achevèrent la conquête, après avoir vaincu les Suédois près de Nyeborg. Au mois de janvier 1660, les négociations de paix commencèrent, sous la médiation de la France; mais on n'en continua pas moins les hostilités. Charles X Gustave fit assiéger Friedrichshall en Norwège; mais il mourut à Gothenbourg, le 23 février 1660, au milieu des préparatifs qu'il faisait pour pousser vigoureusement la guerre.

Comme Charles XI, successeur au trône, n'était encore âgé que de cinq ans, un Conseil de régence géra l'administration de l'État en Suède. La paix avec la Pologne et ses alliés, l'Empereur et Brandebourg, fut signée au congrès d'Oliva, le 3 mai 1660. Jean-Casimir se désista de toutes ses prétentions sur la couronne de Suède, et céda la plus grande partie de la Livonie à cette Puissance. Le 6 juin de la même année, la paix entre la Suède et le Danemark fut également conclue à Copenhague sur les bases du traité de Roschild. Le Danemark abandonna quatre provinces à la Suède, et confirma à ses vaisseaux l'exemption de péage sur le Sund.

La guerre, commencée depuis l'année 1635 entre l'Espagne et la France, fut enfin terminée par le traité appelé la *paix des Pyrénées*, conclu le 7 novembre 1659, dans l'île des faisans sur la rivière de Bidassoa. La France acquit par ce traité plusieurs villes fortes dans les Pays-Bas, nommément Arras, Landrecies, le Quesnoi, Thionville et autres; et la possession du Roussillon fut confirmée à cette Puissance. Louis XIV épousa l'infante *Marie-Thérèse*, fille aînée du roi Philippe IV d'Espagne, après que cette princesse eut, avant la consommation de son mariage, renoncé par un acte signé de sa main, et par un serment solennel, pour elle et ses descendants à tous ses droits et prétentions possibles sur la succession

d'Espagne et de Bourgogne. En conformité d'une autre condition de la paix, Louis XIV conclut, le 28 février 1661 à Paris, un traité avec le duc Charles de Lorraine, par lequel ce prince fut rétabli dans la plus grande partie de ses États.

Lorsque le prince Georges Rakotzi revint en Transylvanie, humilié par des défaites et déshonoré par le traité honteux qu'il avait conclu, il fut reçu avec mépris et indignation. Bientôt après arriva un envoyé turc avec un firman du Grand-Seigneur, qui déclarait Georges déchu de sa dignité, et ordonnait aux États d'élire un autre prince. En conséquence ils choisirent, le 3 novembre 1657 à Albe-Julie, *François Rhedei* pour leur Souverain. Mais Rakotzi, qui avait rassemblé un corps de troupes dans ses possessions en Hongrie, força, le 25 janvier 1658, les États du pays, réunis à Mediasch, à éloigner Rhedei et à le reconnaître lui-même de nouveau pour leur prince. Le sultan courroucé fit marcher des troupes vers les frontières de la Transylvanie. Rakotzi s'avança vers Jenő, et battit près de Lippa le pacha de Bude. Alors le grand vizir se mit lui-même en mouvement et franchit, conjointement avec le Kan des Tatars et les vayvodes de Moldavie et de Valachie, les frontières de la Transylvanie, dévastant et pillant les terres et les endroits par où il passait. Les États, désolés de ces ravages, députèrent vers le grand vizir pour lui apporter leur soumission. Ils élurent, le 10 octobre 1658, *Achatz Bartsai* pour leur prince et payèrent aux Turcs 500,000 écus, pour les dédommager des frais de la guerre. Le tribut annuel fut fixé à 40,000 ducats. Rakotzi était encore en possession du Grand-Waradin et de beaucoup de châteaux forts dans les contrées occidentales de ses domaines, c'est-à-dire dans les comitats de Szathmar, de Szabolcs &c. Les Turcs insistèrent sur l'évacuation

de ces forteresses, et le nouveau pacha de Bude avait 1659 rassemblé près de Belgrade un corps de troupes, pour s'emparer de ces places par la force des armes. Il ne restait qu'une ressource à Rakotzi, c'était d'implorer la protection de l'empereur Léopold; mais Georges n'ayant pas voulu céder à ce monarque les forteresses et districts hongrois dont il était en possession, contre des terres en Silésie, Léopold lui refusa son assistance, et envoya même un corps d'armée dans la haute Hongrie, pour observer le prince transylvain et menacer les places fortes ci-dessus mentionnées. L'année suivante, Rakotzi pénétra de nouveau en Transylvanie, chassa Bartsai son rival, et contraignit les États à le confirmer encore une fois comme prince de Transylvanie. Il fit alliance avec le prince valaque Michna, et en Moldavie il vint à bout de faire élire Constantin, qui lui était entièrement dévoué. Lorsqu'au mois de novembre 1659 le pacha de Bude s'avança par le Banat, Rakotzi alla résolument à sa rencontre; mais il fut vaincu, le 22 novembre, près de Zaykan et éprouva quelques jours après une nouvelle défaite dans le voisinage de Thorda. Bartsai reprit alors le gouvernement de la Transylvanie. Le pacha lui laissa à Hermanstadt une escorte de 15,000 Turcs, et retourna à Bude. Mais à peine l'armée ottomane s'était éloignée, que Rakotzi marcha sur Hermanstadt qu'il assiégea pendant tout l'hiver. Le pacha vint en 1660 au secours de la place. Les généraux de Rakotzi, qui devaient arrêter la marche des Turcs, prirent la fuite. Le Grand-Waradin et plusieurs autres endroits donnèrent même des troupes auxiliaires au pacha. Le 13 mai, Rakotzi leva le siège d'Hermanstadt et marcha à la rencontre du pacha. Le 2 juin suivant, il fut vaincu près de Clausenbourg et mourut, le 6 du même mois, des suites de ses blessures.

Léopold I, qui ne voyait pas sans dépit le sultan de

Constantinople agir toujours en despote dans la Transylvanie, donner et reprendre cette principauté au gré de ses caprices, résolut de profiter, autant que les circonstances le permettaient, des derniers événements qui avaient eu lieu dans ce pays, sans toutefois enfreindre la paix existante avec la Porte. En attendant, le général de Souches se rendit avec un corps de troupes de la Moravie sur les bords de la Teisse. En partie par des négociations avec la veuve de Rakotzi, en partie par la force, tous les districts, châteaux et forteresses en Hongrie qui étaient encore occupés par les troupes Rakotziennes, ou qui appartenaient à cette famille, furent pourvues de garnisons impériales, entre autres Szathmar, Kallo, Tokai, Etsed &c. Le Grand-Waradin était assiégé par Ali pacha avec 50,000 hommes depuis le 14 juillet 1660. De Souches reçut de l'Empereur l'ordre de dégager cette ville, quand même il en résulterait une guerre avec la Porte. Mais comme ce Général avait mis la plus grande partie de ses troupes en garnison dans les places nouvellement occupées, et que son corps d'armée se trouvait par là réduit à 5000 hommes, il ne pouvait tenter aucune entreprise contre les Turcs, qui étaient dix fois plus forts que lui. La forteresse se rendit, le 28 août 1660. Les Turcs rétablirent encore une fois Achatz Bartsai dans la vayvodie de Transylvanie. Mais les seigneurs du pays et la nation avaient de l'éloignement pour ce prince, les premiers à cause de sa faiblesse, et la dernière à cause des extorsions auxquelles les Turcs le contraignaient. Les mécontents choisirent *Jean Kemeny* pour leur Souverain. Ce nouveau vayvode battit en décembre les troupes et les adhérents de Bartsai qui abdiqua, le dernier jour de l'année. Le 1 janvier 1661 dans la Diète de Szaszregen, Jean Kemeny fut proclamé prince de Transylvanie.

Les Turcs marchèrent, en été 1661, avec de grandes forces vers les frontières de ce pays, pour expulser le prince intrus, et rétablir Achatz Bartsai. Mais avant qu'ils eussent atteint la Transylvanie, ce prince infortuné fut fait prisonnier par Kemeny et mis à mort. L'Empereur résolut de garantir, par son entremise à Constantinople ou par la force des armes, la Transylvanie de toute dévastation ultérieure. Sa médiation ayant échoué, Montecucoli reçut l'ordre de s'avancer avec l'armée impériale, rassemblée près de Comorn, en Transylvanie. A la fin du mois de juin, et en juillet, les Turcs et les Tatars pénétrèrent par différents côtés dans la vallée dite *Hatzegger-Thal*. Kemeny s'était retiré devant les Ottomans à Szathmar. Montecucoli marcha par Leva jusqu'à Tokai (le 18 août). Les Turcs firent élire par une Diète, qu'ils avaient rassemblée par force à Maros - Vasarhély le 14 septembre 1661, *Michel Apaffi* pour prince de Transylvanie. Ali pacha, qui s'était auparavant avancé jusqu'à Husst, se replia à l'approche des Impériaux sur la Transylvanie.

Le 15 septembre, Montecucoli arriva avec le corps impérial près de Clausenbourg; Kemeny s'était joint à lui avec quelques mille hommes. Mais la majeure partie des Transylvains avait pris les armes pour Apaffi, et l'aversion pour Kemeny se prononçait si généralement, que Montecucoli jugea qu'il n'était pas de l'intérêt de l'Empereur de soutenir vigoureusement le dernier des deux princes. Comme d'ailleurs le manque de vivres, le temps pluvieux continuel et les maladies faisaient beaucoup souffrir les troupes, ce Général se détermina à quitter la Transylvanie. Il ne laissa dans Clausenbourg qu'une garnison de 1600 hommes de troupes allemandes et de 600 cavaliers kemenyens, et se mit, le 4 octobre, en marche pour retourner en Hongrie. Les Turcs ravagèrent encore les de-

meures des Szeklers, attachés à Kemeny, et reprirent ensuite également le chemin de leur pays. Montecucoli prit, vers le milieu de novembre, ses quartiers d'hiver près de Cassovie. Au printemps suivant, les troupes furent retirées de la haute Hongrie, et Montecucoli se démit du commandement. Nicolas Zrini, ban de Croatie, avait fait en 1660 une attaque sur Canissa, dont la garnison commettait de fréquents pillages dans les contrées croates voisines. Cette entreprise ayant manqué, Zrini fit bâtir le fort de Neuf-Serinvar (*Neu-Serinvar*), au confluent de la Drave et de la Mur, pour tenir en bride la garnison de Canissa. Les Ottomans se plainquirent de cette construction, qu'ils regardaient comme une violation de la paix.

Kemeny, qui avait obtenu, en partie de Montecucoli, en partie du comte de Wallis, commandant de Szathmar, quelques troupes allemandes, pénétra, le 3 janvier 1662, en Transylvanie. Le pacha de Temesvar et de Jenő, Kudschuck Mehmed, accourut au secours d'Apaffi. Kemeny perdit, le 23 janvier près de Schæsbourg, la bataille et la vie. Dans la Diète, commencée le 1 mai à Presbourg, un parti nombreux se déclara contre une guerre turque. Les Protestants portèrent itérativement plainte au sujet des oppressions qu'exerçaient envers eux les propriétaires de campagne catholiques, et n'ayant pas obtenu une décision satisfaisante, ils s'éloignèrent entièrement des délibérations. Néanmoins, avant de clore sa session, la Diète arrêta que, si une guerre turque venait à éclater, on soutiendrait l'Empereur par l'insurrection et par des contributions extraordinaires.

L'empereur Léopold, voulant éviter, s'il était possible, une rupture ouverte avec la Turquie, fit entamer par ses envoyés à Constantinople des négociations, afin d'arranger les affaires de la Transylvanie d'une manière avantageuse pour la Hongrie. Mais la Porte ayant insisté sur

l'évacuation de toutes les places de la haute Hongrie appartenantes au territoire des princes de Transylvanie, occupées par les Impériaux, à quoi Léopold refusa de consentir, son général Schneidau se mit en marche de Nagybanya et dégagea, le 5 juillet 1662, la ville de Clausenbourg, investie par l'armée ennemie.

Dans le cours de l'hiver suivant, il fut conclu une suspension d'armes par le plénipotentiaire impérial, baron de Goes et le pacha de Temeswar; mais le sultan ne ratifia point cette convention. Vers la fin d'avril 1663, la principale force ottomane se mit en marche de Bude, sous la conduite du grand vizir Achmet Kiuperli, vers le territoire royal de Hongrie. Le 7 août, les Turcs vainquirent le commandant de Neuhæusel, Adam Forgacs, près de Barkany et commencèrent, le 18 du même mois, le siège de cette place. Montecucoli, qui avait été nommé Feldmaréchal et Généralissime de toute l'armée impériale, ne pouvant se maintenir contre les forces supérieures des Ottomans, quitta le camp qu'il occupait près de Lanschitz, et se replia sur Presbourg. Les Turcs prirent Neuhæusel, le 25 septembre, et ensuite Neutra et Leva. Apaffi s'empara de Néograde. Une bande nombreuse de Turcs et de Tatars pénétra en Moravie jusqu'aux portes d'Olmutz et de Brunn, en fit un théâtre d'horreur, et enleva plus de 20,000 habitants. On fait monter l'armée ottomane à 200,000 hommes. À la vérité Montecucoli comptait, à ce qu'on prétend, 50,000 combattants sous ses drapeaux; mais la plupart de ces troupes étaient si peu aguerries et si peu disciplinées, que ce Général n'osa livrer une bataille décisive à un ennemi dont la force était le quadruple de la sienne. Seulement le brave et intrépide Nicolas Zrini, qui avait déjà auparavant battu le corps du pacha de Bosnie qui s'avancait vers l'Autriche, harcela encore en octobre les Turcs lorsqu'ils se retirèrent enfin avec plus de cent

mille prisonniers. En hiver les garnisons de Szekelyhid et de Clausenbourg, ne recevant point de solde, rendirent ces places au prince Apaffi.

La Diète de l'Empire à Ratisbonne, craignant que ce torrent n'allât inonder toute l'Allemagne, si on ne lui opposait des digues puissants, accorda, le 4 février 1664, à l'Empereur qui était présent dans cette assemblée, cinquante mois romains pour faire la guerre aux Turcs. Les Puissances étrangères, de leur côté, commençaient à prévoir que les malheurs de l'Empire pourraient bien refluer vers leurs États. Plusieurs d'entre elles, notamment la Suède, promirent des secours en troupes et en argent à Léopold. Mais la Cour de France, quoique moins menacée que le reste de l'Europe, montra un zèle plus actif pour la cause commune. Louis XIV envoya le comte de Coligny, lieutenant-général, et le marquis de la Feuillade, maréchal de camp, avec deux mille chevaux et quatre mille fantassins. Le pape Alexandre VII paya 700,000 florins d'or, et accorda le dixième des revenus ecclésiastiques en Autriche et en Bohême pour les frais de la guerre. La Diète de l'Empire nomma le margrave Léopold de Bade général en chef de l'armée germanique, et lui donna pour lieutenant-général le comte Georges-Frédéric de Waldeck, et le duc Ulric de Wurtemberg pour général de cavalerie. Les princes, appartenants à l'alliance rhénane déjà mentionnée, mirent sur pied un corps particulier de 6520 hommes, sous les ordres du comte Wolfgang-Jules de Hohenlohe, qui était déjà arrivé en Hongrie pendant l'hiver.

Ce Général et Nicolas Zrini avaient commencé, au mois de janvier 1664, avec environ 25,000 Allemands, Hongrois et Croates, les hostilités et conquis plusieurs endroits sur la Save. Le 29 janvier, le pont turc près d'Essek fut brûlé. Le siège du château de Cinq-Églises échoua, et celui de Canissa fut levé à l'approche du grand

vizir qui vint, le 22 mai, au secours de la place. Les Turcs assiégèrent ensuite Neuf-Serinvar. Le général de Souches s'empara, au mois de mai, de Neutra. Montecucoli s'était porté avec l'armée impériale sur la rive droite de la Mur. Malgré cela, la garnison de Neuf-Serinvar abandonna cette forteresse, et les Turcs firent sauter la place en l'air, le 30 juin. Ensuite ils se mirent en mouvement vers le Raab. L'armée de Montecucoli qui, par l'arrivée des troupes auxiliaires qu'il attendait, se voyait alors à la tête d'une force imposante, choisit, le 24 juillet, une position entre Saint-Godart et Kœrmend. Le 29 du même mois, les généraux de Souches et Heister vainquirent le pacha de Bude près de Leva, et s'emparèrent de cette place. Les Turcs attaquèrent alors (1 août) la position près de Saint-Godart, et franchirent le Raab; mais ils furent repoussés au delà du fleuve, après un combat opiniâtre de sept heures. Les armées, séparées par le Raab, restèrent encore en présence jusqu'au 10 août, où l'ambassadeur impérial Simon Reninger conclut à Vasvar une trêve de vingt ans. Les conditions de cette paix furent : qu'Apaffi resterait prince de Transylvanie, et payerait à la Porte Ottomane un tribut de 60,000 écus; que la Transylvanie serait évacuée tant par les Impériaux, que par les Turcs. La libre élection d'un prince fut confirmée aux États du pays. Il fut encore stipulé, que chacune des parties contractantes resterait en possession de ses conquêtes. Par conséquent les Turcs gardèrent le Grand-Waradin, Néograde et Neuhæusel, et l'Empereur demeura maître des comitats de Szathmar et de Szabolcs, des villes des Heidiques et de toutes les forteresses et endroits que ses troupes avaient conquis dans cette guerre, et qui étaient encore effectivement occupés par elles. L'Empereur notifia officiellement aux Grands et prélats, assemblés à Vienne au commencement de 1665, la conclusion de la paix. Mais

les magnats se montrèrent fort mécontents de ce traité, qui accordait aux Turcs un nouvel accroissement de territoire en Hongrie, et mettait en outre la Transylvanie plus que jamais dans la dépendance de la Porte. Léopold pouvait refuser la ratification du traité de paix, conclu par son ambassadeur; mais le peu de fond qu'il pouvait faire sur une assistance efficace et durable de la part du Corps germanique, sur l'appui des Puissances et sur la coopération des Hongrois mêmes, le délabrement des finances, les querelles toujours renaissantes entre les partis religieux, enfin les symptômes de sédition qui se manifestaient par-ci par-là en Hongrie, engagèrent l'Empereur à sanctionner le traité.

La Diète de Ratisbonne, qui avait déjà ouvert sa session le 20 janvier 1663, tira ses délibérations, surtout au sujet des capitulations d'élection des rois des Romains, tellement en longueur qu'elle se convertit enfin en *Diète permanente*, que Léopold constitua alors dans sa nouvelle forme par des lois organiques. L'Empereur ne prêta aucun secours à l'Espagne dans la guerre qui éclata en 1667 avec la France, après la mort de Philippe IV (17 septembre 1665). La reine douairière, *Anne d'Autriche*, gouverna le royaume comme tutrice de son fils *Charles II*, qui n'était âgé que de quatre ans. Léopold, oncle de *Charles II*, et aussi son beau-frère par son mariage avec *Marguerite-Thérèse*, fille de Philippe IV (12 décembre 1666), sentait l'obligation où il était de soutenir le royal orphelin qui avait besoin de secours, mais en même temps aussi celle de ménager les forces de ses propres États pour les futurs événements. La faiblesse visible de la Monarchie espagnole ne faisait pas entrevoir une heureuse issue de cette guerre, et il était d'ailleurs fort incertain, si l'appui autrichien, quand même il parviendrait à prolonger la lutte, serait en état de la faire tourner à l'avantage de l'Espagne.

Mais il n'y avait nul doute que l'Autriche et l'empire d'Allemagne, une fois que Louis XIV aurait vaincu l'Espagne, seraient également attaqués par ce monarque, et auraient alors à porter seuls tout le fardeau de la guerre. L'Empereur avait encore un autre motif pour ne pas se mêler dans cette guerre, c'était la barrière que la ligue rhénane avait élevée en faveur de la France et qui fermait le passage aux troupes impériales. Après la mort du roi Philippe IV d'Espagne, Louis XIV voulut faire valoir le droit de *dévolution*, usité entre particuliers dans les Pays-Bas, ensuite duquel, après le décès de l'un des conjoints, tous les biens du survivant étaient conservés aux enfants issus du premier mariage, à l'exclusion des enfants du second lit. Il réclama par conséquent pour son épouse l'infante Marie-Thérèse, que le roi Philippe IV avait eue de sa première épouse Élisabeth, fille de Louis XIII, le cercle de Bourgogne ou les Pays-Bas espagnols. Sans avoir aucun égard à l'objection fondée, qu'un droit pratiqué entre familles et sujets n'était pas applicable à la souveraineté des États, et que la reine de France, avant son mariage, avait solennellement renoncé à la succession des pays espagnols, Louis XIV enleva en 1667 plusieurs forteresses frontières des Pays-Bas et s'empara, l'année suivante, de la Franche-Comté. Mais la triple alliance, conclue le 23 janvier 1668, entre l'Angleterre, la Hollande et la Suède, mit un terme à ses conquêtes. Par le traité de paix, fait à Aix-la-Chapelle le 2 mai 1668, Louis XIV se contenta de quatorze forteresses frontières des Pays-Bas, et rendit la Franche-Comté. Les trois Puissances précitées garantirent cette paix par la convention conclue à la-Haye, le 7 mai 1669, et déclarèrent en même temps, qu'elles défendraient l'Espagne en cas que la France attaquât ces pays. Le 9 mai, l'Espagne accéda à ce traité. Cette union, si puissante en ap-

parente, fut dissoute, au bout de peu d'années, par la fine politique du Cabinet français. L'Angleterre fut la première qui se détacha de la ligue et elle conclut, le 10 décembre 1670 à White-Hall, avec la France une alliance offensive contre la Hollande. Encore auparavant, Louis XIV avait aussi contracté une alliance défensive avec l'électeur de Cologne (16 février 1669); il fit plus tard un traité pareil avec l'évêque de Munster (1670), et avec l'évêque d'Osnabruck le 23 octobre 1671. Mais ce qui apporta le plus grand avantage à la France, ce fut le traité d'amitié secret conclu, le 1 novembre 1671, entre Louis XIV et l'Empereur. Léopold promit de ne point s'immiscer dans les rapports de guerre de la France avec l'Angleterre, la Suède et les Pays-Bas, tant qu'ils ne toucheraient point les frontières de l'empire d'Allemagne, comme aussi de ne donner aucun secours aux ennemis de la France. Louis XIV avait donné sa parole, qu'il accomplirait strictement la paix d'Aix-la-Chapelle envers l'Espagne, surtout à l'égard des Pays-Bas.

Le 2 janvier 1672, l'électeur de Cologne conclut, tant en son nom qu'en celui de la ligue rhénane, une alliance offensive de trois ans contre les Hollandais, à laquelle accéda aussi, le 4 du même mois, l'évêque de Munster. Dans ce traité, Louis XIV promit expressément qu'il n'attaquerait ni l'Empereur, ni l'empire d'Allemagne, ni l'Espagne, à moins que cette dernière Puissance ne prêtât secours aux Hollandais. Dans le conseil d'État en Suède les opinions étaient partagées, et le parti antifrançais eut longtemps la supériorité. Cependant, comme la Hollande cessait l'envoi des subsides promis et que la France, au contraire, faisait passer des sommes d'argent notables en Suède, la majorité des conseillers d'État se déclara en faveur de Louis XIV; en sorte qu'on conclut, le 14 avril 1672, une alliance de dix ans avec ce monarque. La Suède

s'engagea, en cas que l'Empereur, l'Empire germanique ou l'Espagne voulussent assister les Hollandais dans la guerre que la France allait avoir avec eux, à en dissuader les susdites Puissances par des représentations et, si celles-ci restaient infructueuses, à les en empêcher par la force des armes. Pour ce dernier cas, il fut convenu, que la Suède tiendrait sur pied un corps de 16,000 hommes dans le pays de Brème et la Poméranie, et que la France payerait à la Suède un subside annuel de 600,000 écus.

Les électeurs de Mayence et de Trèves, ainsi que le duc Charles de Lorraine avaient offert aux Hollandais de lever une armée de 40,000 hommes pour le service de la République, s'ils voulaient se charger des frais de l'enrôlement et de l'entretien de ces troupes. Mais les deux électeurs se laissèrent tellement intimider par les menaces de Louis, qu'ils renoncèrent à toute relation intime avec la Hollande; et le duc de Lorraine fut, dès l'automne 1670, expulsé de son pays. Le gouvernement hollandais, effrayé de l'orage dont il était menacé, chercha inutilement à le détourner par des négociations à Londres et à Paris. Leurs anciens alliés les avaient abandonnés et s'étaient rangés du côté de leurs adversaires. Cependant ils réussirent à conclure, le 17 décembre 1671, avec l'Espagne une alliance offensive et défensive, et avec le Brandebourg (6 mai 1672) une alliance défensive, par laquelle cette dernière Puissance s'obligeait, moyennant certains subsides, à faire marcher une armée de 20,000 hommes pour soutenir la Hollande. Le 25 février 1672, les États-Généraux nommèrent le prince Guillaume d'Orange capitaine-général pour un an. Le 6 avril suivant, l'Angleterre et la France déclarèrent la guerre à la Hollande.

Dans la campagne de 1672, la flotte anglo-française fut battue, le 7 juin devant le port de Solbay, par l'ami-

ral hollandais de Ruyter. Louis XIV commença avec une armée de 140,000 hommes, commandée par Turenne et Condé, la guerre sur le bas Rhin. Il s'empara, au mois de juin, des places fortes occupées par les troupes hollandaises dans l'électorat de Trèves et le duché de Clèves. Le roi avait dans l'entrefaite occupé aussi la province d'Utrecht et quelques villes de Hollande; il conquit, au mois de juillet, Grave, Nimègue, Crevecoeur et toute la Gueldre. Le chef du gouvernement des Pays-Bas unis, Jean de Witt, avait fort négligé les places fortes, et presque dissous l'armée par la réduction des troupes étrangères et le licenciement des officiers orangistes; mais en revanche il avait tenu la marine sur un excellent pied. Comme il s'était flatté d'éviter par des négociations toute guerre continentale, la Hollande n'était aucunement préparée à cette attaque inopinée; et pour surcroît de disgrâce, l'extrême sécheresse avait si fort affaibli les principaux boulevards, consistant dans les fleuves, qu'il était partout facile de les franchir. Mais la voix du peuple attribuait à la trahison la courte défense de tant de villes renommées par leur force, ainsi que l'évacuation de terres d'une si grande étendue. Le parti orangiste s'efforça de profiter de cette disposition des esprits pour exciter une révolte, qui eut pour résultat que le prince Guillaume fut proclamé en juillet *Stathouder* de Hollande et de Zélande, capitaine-général et amiral des Provinces-Unies. Dès ce moment, les Hollandais sentirent renaître leur courage; les dispositions vigoureuses, faites par le prince Guillaume pour la défense du pays, acquirent de nouveau aux États-Unis la confiance des Puissances étrangères. L'électeur de Brandebourg s'empressa de mettre sur pied les 20,000 hommes stipulés, et négocia avec l'Empereur en faveur de la Hollande. Dès le 25 juillet 1672, on conclut à la Haye une alliance, par la-

quelle l'Empereur promettait de joindre à l'armée brandebourgeoise pour le moins 12,000, mais non pas au delà de 24,000 hommes de ses troupes, pour l'entretien desquelles la Hollande s'engagea à payer des subsides proportionnés. En effet, Montecucoli arriva, au mois d'août, avec 17,000 hommes à Hildesheim et se réunit avec les Brandebourgeois. Mais cette armée ne vit point d'ennemi; car s'étant portée par la Hesse dans les pays du Rhin pour traverser ce fleuve, elle se vit arrêtée dans sa marche par les princes de ces contrées qui lui en refusèrent le passage sur leur territoire. Cette course des Impériaux et des Brandebourgeois dura encore fort avant dans l'automne, où une armée française si nombreuse s'était enfin rassemblée sur l'autre rive, que le trajet n'était plus exécutable. Les troupes impériales et brandebourgeoises reprirent alors le chemin de la Hesse, et se mirent en quartiers d'hiver en Westphalie. L'armée avait perdu une grande quantité d'hommes et de chevaux par les marches pénibles et la mauvaise saison; elle n'était cependant pas encore au bout de sa mésaventure, attendu que la disette de vivres et l'approche de forces françaises considérables la contraignit à se retirer, au milieu de l'hiver, jusque derrière le Weser. Pendant ce temps-là, l'électeur de Brandebourg s'était vu tellement pressé tant par les invasions des Français dans le comté de Marche et dans le pays de Clèves, ainsi que par celles de l'évêque de Munster sur le territoire de Ravensberg et de Minden, qu'il ne put sauver ses pays qu'en signant, le 6 juin 1673 à Vossem, la paix avec la France, qui rendit à l'électeur tous ses États, et lui assura en outre une somme de 800,000 livres. Louis XIV se rendit maître, le 1 juillet 1673, de la forteresse de Maestricht. L'électeur de Trèves s'étant en ce temps-là déclaré pour l'Empereur, Louis XIV lui fit sentir tout le poids de sa vengeance. La ville de Trèves

fut attaquée et conquise, et tout le pays, ainsi que celui de Mayence, pillé et ravagé. Les flottes réunies de France et d'Angleterre tentèrent d'effectuer un débarquement sur les côtes de la Hollande et de la Zélande. Les Hollandais leur livrèrent trois combats, le 7 et 14 juin, près de Schoneveld, et le 21 août sur la hauteur entre Petern et Camperduin. Dans toutes les trois journées, la décision fut si douteuse, que les deux parties belligérantes s'attribuèrent la victoire. Toutefois il resta aux Hollandais l'avantage d'avoir empêché les descentes ennemies. Les États-Généraux avaient dans l'entrefaite acquis de puissants alliés. Dès le 1 juillet, l'Empereur, le roi d'Espagne et les États-Généraux conclurent une convention avec le duc de Lorraine, ensuite de laquelle il devait être mis sur pied, sous le commandement de ce prince, une armée de 18,000 hommes, et lui être payé chaque mois certains subsides. À la Haye, le 30 août 1673, on signa deux traités séparés avec l'Empereur et l'Espagne. Cette dernière Puissance s'obligea à combattre la France par mer et par terre, en cas que les négociations, ouvertes au mois de juin à Cologne sous la médiation de la Suède, n'amenassent point un accommodement, et à engager l'Angleterre aussi à une paix équitable ou à lui déclarer la guerre, en cas de refus. L'alliance avec l'Empereur fut contractée sans aucune restriction, et Léopold promit d'envoyer une armée de 30,000 hommes au Rhin.

L'Empereur avait, dans la campagne précédente, été empêché par le traité secret fait avec la France (1 novembre 1671), d'accomplir dans toute son étendue la convention publique conclue (le 25 juillet 1672) avec la Hollande. Quoique le général Montecucoli se fût alors borné à menacer les Français par de simples démonstrations, et que ces derniers sussent fort bien les raisons

secrètes de ce ménagement, ils n'en avaient pas moins violé de diverses manières, sans aucun égard, le territoire de l'Empire. L'embrassement du pont de la ville impériale neutre de Strasbourg, les passages violents par les pays du Rhin, les contributions et extorsions en tout genre, la surprise de la ville de Trèves, l'occupation des dix villes impériales d'Alsace &c. étaient des motifs plus que suffisants pour délier l'Empereur de l'engagement secret qu'il avait pris envers la France. La Diète permanente de Ratisbonne, ayant été plusieurs fois requise par l'Empereur de préparer les moyens, pour mettre le territoire de l'Empire à l'abri des insultes de la part des Français, se décida enfin à adresser une représentation par écrit au Cabinet français, et à demander satisfaction pour le dommage commis. Mais l'Empereur, sans tarder plus longtemps, fit marcher le feldmaréchal Montecucoli avec 30,000 hommes par le Haut-Palatinat vers le Mein, et rappela tous les sujets de l'Empire qui étaient au service de France. Turenne accourut avec son armée en Franconie, et se posta près d'Ochsenfort, pour s'opposer au corps impérial. Cependant Montecucoli passa le Mein dans le voisinage de Wurzburg, et força par ses manoeuvres l'armée française à se retirer jusqu'à Philipsbourg. Au mois d'octobre, Montecucoli traversa le Rhin près de Coblençe, et se réunit dans les environs d'Andernach avec le prince d'Orange. Le 12 novembre, il prit Bonn, et menaça les communications sur les derrières de l'armée française, qui quitta encore dans le cours du mois la Hollande, Utrecht et la plus grande partie de la Gueldre. L'évêque de Munster évacua également la province d'Over-Yssel. Dans les mois d'avril et de mai 1674, les Français abandonnèrent toutes leurs autres conquêtes dans les Provinces-Unies, ainsi que dans le pays de Clèves, à la réserve de Maestricht et de Grave.

La France perdit alors la plupart de ses alliés. A Londres le 19 février 1674, la paix entre l'Angleterre et la Hollande fut signée, sous la médiation de l'Espagne; toutes les conquêtes furent réciproquement rendues. Le 22 avril à Cologne, l'évêque de Munster conclut, sous l'entremise de l'Empereur, la paix avec la Hollande, et restitua les places conquises. Le même jour, il promit par un traité de renoncer à l'alliance française et de fournir son contingent à l'armée de l'Empire. L'électeur de Cologne conclut, le 11 mai, également sous la médiation de l'Empereur, la paix avec la Hollande et restitua tout ce qu'il avait pris. L'électeur palatin signa une alliance défensive avec Léopold. La Diète de l'Empire se laissa enfin persuader par les remontrances énergiques et répétées de l'Empereur à prendre, le 31 mars, un arrêté qui ordonnait aux États d'Allemagne de fournir leurs contingents pour la guerre contre la France, et de les réunir à l'armée impériale. Outre cela, les ducs de Brunswick et l'électeur de Brandebourg firent, dans le cours de l'été, des alliances particulières avec l'Empereur, le roi d'Espagne et les États-Généraux. Les ducs promirent 13,000 hommes, l'électeur 16,000. L'Espagne et la Hollande se chargèrent de l'entretien de ces troupes. Avec ces trois mêmes Puissances le roi de Danemark conclut, le 10 juillet, une convention, et s'obligea à fournir 16,000 hommes, moyennant des subsides que l'Espagne et la Hollande promirent de lui payer.

Louis XIV avait, longtemps avant que les alliés eussent achevé leurs préparatifs de guerre, ouvert la campagne avec trois armées. Lui-même conquit avec la première la Franche-Comté. Le prince de Condé commandait la seconde armée dans les Pays-Bas. Il avait pour adversaires le prince d'Orange et le général de Souches avec 60,000 hommes de troupes impériales, espag-

noles et hollandaises. Le 11 août 1674, les deux armées en vinrent aux prises près de Seneff en Brabant. Le combat fut opiniâtre et meurtrier; l'action continua pendant plus de deux heures à la clarté de la lune; les Généraux firent enfin cesser les attaques; et chacun demeura sur le terrain qu'il occupait. Les alliés assiégèrent ensuite inutilement la ville d'Oudenarde; mais ils conquièrent, le 26 octobre, la forteresse de Grave. Avec la troisième armée le vicomte de Turenne ravagea le Palatinat du Rhin. Ensuite il battit, le 16 juin, le corps du duc de Lorraine dans le voisinage de Sinsheim, et marcha enfin en Alsace. Le duc de Bournonville commandait une armée impériale, qui venait d'être renforcée par le corps du duc de Lorraine et par différentes troupes de l'Empire au point, qu'il était en état de prendre l'offensive contre Turenne. Bournonville franchit le Rhin; mais il n'osa pas attaquer la position fortement retranchée de Turenne entre Lauterbourg et Weissenbourg. Il se retira par conséquent à Strasbourg, résolu d'attendre l'électeur de Brandebourg, qui s'avancait à grandes marches avec 20,000 hommes vers le Rhin. Mais Turenne le poursuivit et lui livra bataille, le 14 octobre, entre Holzheim et Ensheim; elle fut si peu décisive, que chacune des deux parties s'attribua le triomphe dans cette journée. L'électeur de Brandebourg rejoignit alors Bournonville. Cependant, quoique ces Généraux se trouvassent à la tête d'une armée de 60,000 hommes, ils ne mirent aucun obstacle à la marche de Turenne qui pénétra en Lorraine, et firent hiverner leurs troupes en Alsace. Le vicomte de Turenne, au contraire, dès qu'il eut tiré à lui des renforts, s'avança de nouveau, gagna, le 29 décembre, la bataille près de Mulhausen et attaqua, le 5 janvier 1675, l'armée alliée dans la position entre Colmar et Turkheim. Après cette action, dans laquelle les Français avaient essuyé une plus grande perte que les alliés,

ces derniers repassèrent le Rhin, faute de vivres, et prirent les quartiers d'hiver. On attribue le mauvais succès des troupes alliées dans cette campagne sur le Rhin à la mésintelligence qui régnait entre les Généraux, sort assez ordinaire des armées combinées.

Pour éloigner, par une diversion, les armées allemandes, et surtout l'électeur de Brandebourg, des bords du Rhin, le roi Charles XI de Suède avait, à la sollicitation de la France, fait envahir par son général Wrangel, la Marche de Brandebourg, dont les habitants avaient été maltraités de la manière la plus cruelle. Comme l'électeur était trop faible pour chasser les Suédois par la force, et qu'il ne voulait pas faire non plus de son pays le théâtre d'une lutte opiniâtre, il resta avec ses troupes en cantonnement dans la Franconie. Il fit ensuite de pressantes sollicitations auprès de la Hollande, de l'Espagne, de l'Empereur, du Danemark, ainsi que dans la Diète de l'Empire, pour obtenir du secours contre la Suède. Mais ne recevant point l'assistance espérée et même promise, le prince brandebourgeois quitta, l'année suivante (1675), l'armée du Rhin pour aller au secours de ses États. Il traversa rapidement la Franconie, le pays de Magdebourg, franchit l'Elbe et arriva sur les bords du Havel. Sa marche fut si prompte et si secrète, qu'il surprit et anéantit entièrement, le 25 juin au matin près de Rathenow, un corps de 4000 Suédois, dans le temps où ils le croyaient encore au Rhin. Épouvantés de cette attaque imprévue, les garnisons des places voisines, et surtout le corps d'armée, posté près de Brandebourg, s'enfuirent vers le quartier-général de Wrangel à Havelling. Mais l'électeur les fit dévancer par des troupes de cavaliers, qui détruisirent tous les ponts. Lui-même avec toute la cavalerie les atteignit près de Fehrbellin, le 28 juin, les attaqua sans attendre l'infanterie, les vainquit et enleva leur artillerie

et leurs bagages. Les restes gagnèrent le pays de Mecklembourg et la Poméranie antérieure. Le général Wrangel s'était mis, quelques jours avant, également en marche vers ces contrées. Sur ces entrefaites, la situation générale de la Suède avait beaucoup empiré, malgré qu'elle eût renouvelé, le 25 avril 1675, l'alliance avec la France. Les Hollandais et le roi d'Espagne avaient déclaré la guerre à la Suède. La Diète de l'Empire à Ratisbonne en fit de même, au nom de l'Empereur. Bientôt après, l'évêque de Munster, les duc de Brunswick-Lunebourg et le roi de Danemark se joignirent à l'électeur de Brandebourg contre la Suède. Une telle coalition suffisait pour écraser la Suède. Mais, comme chacun de ces princes espérait arriver par cette guerre à ses fins particuliers, on ne pouvait pas s'attendre à un concours bien ordonné pour parvenir à un but commun. Chaque allié opérait à son gré, à sa convenance, et aucun plan concerté ne dirigeait ces mouvements irréguliers. Le roi de Danemark et l'électeur de Brandebourg firent en octobre une alliance secrète, par laquelle ils partageaient d'avance entre eux les pays allemands qu'ils enleveraient à la Suède. Ensuite ils attaquèrent, conjointement avec l'évêque de Munster, les Suédois de trois côtés. L'évêque conquist le duché de Brème, à l'exception de Stade, et puis Verden aussi; l'électeur, à qui s'était joint un corps impérial, sous le général Coob, s'empara d'une partie de la Poméranie antérieure, et le roi de Danemark se rendit maître de Wismar.

La guerre qu'on se faisait au Bas - Rhin, ne s'était point ralentie. L'armée française avait ouvert cette campagne (1675) par l'occupation du château de Liège, des villes de Dinan, d'Huy et de Limbourg. Sur le Haut - Rhin, le général Montecucoli, qui avec l'armée impériale était campé près de Spire sur la rive droite du

Rhin, marcha, au mois de juillet, vers Strasbourg; mais Turenne, qui avait pris le commandement des forces françaises rassemblées près de Schlettstadt, passa le Rhin dans le voisinage de Rheinau, pour empêcher la marche des Impériaux, et alla camper près de Willstædt. Les deux armées se rapprochèrent l'une de l'autre et assirent leur camp, celle de l'Empereur non loin d'Offenbourg près de Sasbach, celle de France dans les environs de Gamschorst et d'Acheren. Turenne entreprit, le 27 juillet, une grande reconnaissance du camp impérial, pour fonder là-dessus son plan d'attaque. Mais étant arrivé sur une hauteur près du village de Sasbach, ce grand Capitaine fut tué d'un boulet de canon, et le général d'artillerie Saint-Hilaire tomba à ses côtés. Les Français, dans la première consternation que leur causa la perte de leur chef, se retirèrent aussitôt vers le Rhin. Ils furent poursuivis par les Impériaux; et le général français de Lorges fut battu dans un combat qui eut lieu, le 1 août, près d'Altenheim et dans lequel le marquis de Vaubrun fut également tué. Le comte de Lorges posta l'armée française entre le Rhin et l'Ill, près d'Ichtersheim. Mais Montecucoli ayant passé le Rhin près de Kehl et attaqué Haguenau, de Lorges conduisit son armée, le long de l'Ill, à Benfeld. Comme le prince de Condé arriva bientôt après des Pays-Bas avec de grands renforts, et se mit à la tête de l'armée du Rhin, Montecucoli leva le siège d'Haguenau et marcha à la rencontre de l'ennemi. Le prince de Condé n'ayant point accepté la bataille que Montecucoli lui présenta, le 22 août, ce Général mit, le 15 septembre, ses troupes en quartiers d'hiver, partie en Alsace, partie en deçà du Rhin. À l'exemple du général de Montecucoli qui, accablé d'années et d'infirmités, résigna sa place de Généralissime, le prince de Condé abandonna alors le commandement. Le corps d'armée

sous la conduite des ducs de Lorraine et de Brunswick avait, le 5 août, commencé le siège de Trèves et après avoir vaincu, le 11 près de Consarbruck, le maréchal Créquy, qui voulait délivrer la place, il l'avait emportée, le 6 septembre, et fait prisonnier ce Général.

Les hostilités furent vivement continuées dans la campagne de 1676. Les Suédois éprouvèrent de grands dés-avantages. Après que Stade fut tombé aussi, l'évêque de Munster et les ducs de Hanovre et de Lunebourg partagèrent Brème et Verden entre eux, et soutinrent l'électeur de Brandebourg en Poméranie. Le roi de Danemark, à l'aide d'une flotte hollandaise sous l'amiral Tromp, s'empara de l'île de Gothland, et la flotte suédoise fut défaite près d'Oeland le 11 juin 1676. Le roi réduisit alors la plupart des places de la province de Schonen. L'électeur de Brandebourg conquit plusieurs places fortes dans la Poméranie, et l'année suivante (26 décembre), Stettin, la principale forteresse du pays, se rendit aussi après cinq mois de siège. L'île de Rugen fut également occupée par les Danois en septembre 1677.

Dans les Pays-Bas, les Français continuèrent avec succès la guerre contre l'Espagne. Au mois de mars 1677, Louis XIV fit prendre Valenciennes d'assaut; dans le cours du mois suivant, les Français enlevèrent Cambrai et ensuite Saint-Omer, après que le prince d'Orange, qui s'était avancé au secours de la dernière place, eut été repoussé, le 11 avril près de Mont-Cassel, par le duc d'Orléans.

Le duc *Charles V de Lorraine*, qui avait remplacé le général Montecucoli dans le commandement de l'armée impériale du Haut-Rhin, assiégea Philipsbourg, qui se rendit le 11 septembre 1676, et se mit ensuite en quartiers d'hiver en Souabe et en Franconie. L'année suivante, le duc s'avança par Trèves, Montmédy et Verdun jusqu'à

Pont-À-Mousson; mais la disette de vivres l'obligea en septembre à repasser le Rhin. Ses troupes s'étant mises en cantonnement, les Français franchirent subitement le Rhin (9 novembre 1677) et assiégèrent Fribourg, qui se rendit dès le cinquième jour par capitulation.

La campagne de 1678 ne fut pas moins riche en faits d'armes. Comme Fribourg, tant que cette forteresse se trouvait dans les mains des Français, mettait obstacle aux entreprises des alliés sur la rive gauche du Rhin, le duc de Lorraine résolut de commencer ses opérations par la reconquête de cette place. Mais il laissa trop de temps à Créquy pour prendre ses mesures. Le duc passa, au printemps, l'Elz et s'avança vers Emmendingen. Les Français occupaient la forte position près de Langen-Denzlingen. Le maréchal Créquy chercha alors à s'emparer des principaux passages sur le Haut-Rhin. Le 6 juillet, il surprit la tête de pont près de Rhinfeld; mais on y mit promptement le feu, et empêcha par là l'ennemi de passer dans la ville. Le 18 du même mois, Créquy abandonna l'attaque sur cette place, et menaça ensuite Offenbourg. Mais le duc Charles ayant envoyé le margrave Herman de Bade, par la Forêt-Noire et par Gengenbach, avec des troupes et de l'artillerie dans cette ville, le maréchal se dirigea sur Strasbourg. Le duc de Lorraine sauva également cette ville, en faisant promptement renforcer la garnison par un corps de 10,000 hommes. Créquy ravagea, au mois d'août, la contrée environnante, et prit bientôt après les quartiers d'hiver. Louis XIV avait, au mois de mars, conquis Gand et Ypres en Flandre, et menacé Anvers.

Pendant que la lutte des armées continuait, des négociations préalables avaient aussi été entamées. Dès l'année 1675, le roi Charles II d'Angleterre avait offert au roi de France et aux États-Généraux son entremise, pour amener un accommodement. Louis XIV ayant accepté cette proposition, toutes les Puissances choisirent la ville de Ni-

mègue pour lieu de la conférence. Mais elles tardèrent aussi longtemps que possible à envoyer leurs plénipotentiaires au congrès, et ce par des motifs différents. La France voulait gagner du temps, pour séparer les alliés par ses intrigues secrètes, et pour conclure avec quelques-uns d'entre eux des conventions particulières. L'Empereur et l'empire d'Allemagne tardaient, parce qu'ils voulaient encore, avant la conclusion d'un traité, humilier la France par d'heureux résultats de guerre. L'Espagne désirait faire entrer le parlement anglais entièrement dans ses intérêts. Le Danemark et Brandebourg aspiraient à expulser les Suédois des limites de l'Allemagne. La Suède, qui craignait d'essuyer encore de plus grandes pertes si la guerre continuait, et la Hollande, dont le commerce avait beaucoup souffert et dont les ressources pécuniaires avaient fort diminué, étaient les seules qui cherchassent à accélérer la paix. Le congrès s'occupa pendant plusieurs mois de formalités, de disputes sur la préséance et d'autres choses minutieuses; ce ne fut qu'au mois de mars 1677, que la conférence de Nimègue commença ses délibérations sur l'objet important pour lequel elle avait été convoquée. Le roi Louis fit semblant de s'ennuyer de la guerre. Il ne demandait, à ce que ses ambassadeurs assuraient, que le maintien de la paix de Westphalie. L'Empereur et l'Empire, puis l'Espagne et la Hollande, réclamaient la restitution de toutes les conquêtes faites par les Français dans cette guerre. Les rois de Danemark et de Suède, le duc de Lorraine, et les princes qui avaient pris une part indépendante à cette guerre, comme Brandebourg, Brunswick, Munster etc., étaient diamétralement opposés dans leurs prétentions. Ceux qui avaient fait des conquêtes, voulaient les conserver, tandis que les autres exigeaient la restitution de ce qu'on leur avait enlevé, et en outre une indemnité suffisante. La France toutefois ne fit aucune réponse positive sur toutes ces propositions.

En automne 1677, le prince d'Orange se rendit à Londres. Le roi Charles II concerta avec lui un plan, qui devait ensuite former la base de la pacification. Comme Louis XIV refusa de consentir à l'abandon d'une grande partie de ses conquêtes, stipulé dans ce projet, on conclut, le 10 janvier 1678 à la Haye, entre l'Angleterre et la Hollande une convention, par où elles s'obligeaient à tourner leurs armes tant contre la France, que contre l'Espagne, en cas que l'une ou l'autre de ces Puissances n'acceptât point le projet de paix. Louis XIV, encouragé par les conquêtes qu'il venait de faire dans les Pays-Bas (en mars 1678), rejeta le projet et en fit présenter, le 15 avril, un autre, dans lequel il déterminait exactement les places et districts conquis qu'il voulait garder, et ceux qu'il consentait à rendre à la Hollande, à l'Empire germanique, à l'Espagne et à la Lorraine. En même temps le roi de France demanda un entier dédommagement pour le roi de Suède, pour le duc de Holstein et ses autres alliés, et menaça de ne pas même accorder ces conditions, si l'on n'adoptait pas son projet jusqu'au 10 du mois suivant. Trois Puissances se laissèrent persuader, l'Angleterre par la promesse de sommes notables, la Hollande par la crainte d'être abandonnée de l'Angleterre, et l'Espagne par le sentiment de son impuissance, à accepter les propositions françaises qui, au contraire, furent rejetées par l'Empereur, le roi de Danemark et l'électeur de Brandebourg de la manière la plus décidée.

Au moment, où les traités séparés des trois premières Puissances avec la France devaient être signés, l'ambassadeur de Louis XIV déclara „que le roi son maître ne restituerait les places conquises à l'Espagne et à la Hollande, qu'après que le roi de Suède aurait effectivement recouvré tout ce qu'il avait perdu en Allemagne.“ Sur cette prétention, aussi inéquitable qu'inattendue, l'Angleterre et la

Hollande refusèrent de signer la paix et conclurent, le 26 juillet, une nouvelle alliance contre la France. Les Français investirent Mons en Hainaut. Le prince d'Orange marcha au secours de cette ville, et 10,000 Anglais débarquèrent en Flandre pour se joindre à lui. En même temps l'Angleterre s'employa si énergiquement auprès de la Suède, que cette Puissance renonça elle-même à la réserve faite en sa faveur par la France. Dès que le plénipotentiaire suédois eut notifié cette renonciation au congrès de Nimègue, Louis XIV déclara qu'il se désistait également de sa demande. Sur quoi la paix avec la Hollande fut signée encore le même jour (10 août 1678); la ratification des États-Généraux eut lieu le 10 septembre suivant.

Le 17 du même mois, la paix séparée avec l'Espagne fut également signée à Nimègue. L'Espagne recouvra plusieurs endroits et districts conquis par les Français dans les Pays-Bas, ainsi que Puycerda en Catalogne; mais elle céda en revanche à la France toute la Franche-Comté avec Besançon, et dans les Pays-Bas les villes et les territoires de Valenciennes, de Bouchain, de Condé, de Cambrai avec le Cambrésis, Saint-Omer, Ypres, Warwick, Warneton, Popperingen, Baileul, Cassel, Bavai et Maubeuge, puis Dinant à l'évêché de Liège, ou en cas que l'Empereur et l'Empire ne le permissent point, la ville de Charlemont. L'Espagne déclara aussi, qu'elle resterait neutre tant que cette guerre durerait. Ce traité de paix fut ratifié par l'Espagne, le 15 décembre 1678.

Le Danemark et le Brandebourg, cependant, continuaient la guerre contre la Suède avec une activité favorisée par la fortune. L'île de Rugen que les Suédois avaient enlevée aux Danois, fut conquise une seconde fois par les alliés. Stralsund et Greifswalde se soumirent à l'électeur. En novembre 1678, le général Henri Horn, à la tête de

16,000 Suédois, pénétra de la Courlande en Prusse jusque dans le voisinage de Kœnigsberg. Mais il fut attaqué, dans les premiers jours de 1679, par l'électeur, et après avoir perdu dans plusieurs combats cinq sixièmes de son armée, il se retira par Tilsit dans la Livonie.

Le 5 février 1679, la paix de l'Empereur et de l'empire d'Allemagne avec la France et la Suède fut enfin également signée. La France renonça au droit de garnison dans Philipsbourg, et eut en retour Fribourg avec les trois villages appartenants à cette ville. L'Empereur et la France se chargèrent de ménager la paix de la Suède avec ses ennemis. En cas que cet accommodement ne s'effectuât point, l'Empereur promit de garder la neutralité. Il fut stipulé, que le duc de Lorraine recouvrerait son pays, mais qu'il céderait les villes de Nancy et de Longwy à la France, qui lui donnerait Toul en échange, et qu'il céderait en outre quatre routes militaires, chacune de la largeur d'un demi mille, par ses États pour l'usage de la France. Le duc rejeta ces conditions onéreuses; en sorte que la Lorraine demeura encore longtemps au pouvoir de la France. La paix avec la Suède fut conclue entièrement sur le pied du traité d'Osnabruck de 1648. Le 23 mars 1679, l'Empire germanique ratifia ces traités.

Le même jour où l'Empereur et l'Empire conclurent la paix avec la France (5 février 1679), cette dernière Puissance et la Suède en signèrent une particulière avec les ducs de Brunswick. L'évêque d'Osnabruck, les villes de Lubeck, de Brème, de Hambourg, et tous les autres États de la basse Saxe furent compris dans ce traité.

Les Français entrèrent alors en Westphalie pour forcer aussi, par la dévastation de ses pays, l'électeur de Brandebourg à faire la paix. Ce prince, il est vrai, négocia à Paris pour sauver quelques-unes de ses conquêtes en Poméranie; mais dans le traité, conclu à Saint-Ger-

main-en-Laye, le 29 juin 1679, il fut obligé de rendre tout ce qu'il avait pris à la Suède, à la réserve d'un petit territoire étroit sur la rive droite de l'Oder. En revanche, la France lui promit 300,000 écus pour le dédommager des frais de la guerre.

Une invasion que firent les Français dans le pays d'Oldenbourg, contraignit enfin le roi de Danemark à la paix qui fut signée, pour la France à Fontainebleau le 2 septembre 1679, pour la Suède à Lund dans le pays de Schonen le 26 du même mois. Le roi fut obligé de restituer aux Suédois et au duc de Holstein - Gottorp tout le pays qu'il leur avait enlevé. Le 12 octobre 1679, les États-Généraux conclurent aussi la paix et un traité de commerce avec la Suède.

Dans l'année 1680, Louis XIV établit à Metz et à Besançon les soi-disant *Chambres de réunion*, qui étaient chargées de rechercher, quels États et pays allemands avaient jadis été de la dépendance des villes et districts d'Allemagne cédés à la France par la paix de Westphalie et de Nimègue, afin qu'il pût se mettre en possession de ces domaines. Ces nouveaux tribunaux déclarèrent une grande quantité de principautés, comtés, villes et cantons propriété française et sommèrent les possesseurs, parmi lesquels se trouvaient le roi de Suède, relativement à Deux-Ponts, l'électeur palatin, les comtes palatins de Veldenz, le duc de Wurtemberg, les margraves de Bade, les comtes de Nassau, de Linange et plusieurs autres, de faire hommage au roi de France. Comme ces princes ne pouvaient acquiescer à une demande si absurde, sans se rendre coupables de haute trahison envers l'Empereur et l'Empire, et refusèrent par conséquent d'y consentir, leurs territoires furent traités comme des fiefs forfaits, et en grande partie effectivement occupés de vive force par les Français. Louis XIV en agit de même à

l'égard de l'Espagne, qui lui fit encore le sacrifice du comté de Chiny, pour ne pas devoir recommencer une nouvelle guerre. Mais cette condescendance ne fit qu'accroître l'avidité du roi Louis ; il réclama encore Alost et même, peu de temps après, tout le duché de Luxembourg. Cependant sur les représentations sérieuses et réitérées de la part de l'Empereur et de la Diète de Ratisbonne, Louis XIV consentit à faire examiner et discuter ce qu'il appelait les droits de la France, dans un congrès qui devait s'assembler à Francfort, le 31 juillet 1681. Mais encore avant que ce congrès fut en pleine activité, le roi fit surprendre, le 27 septembre 1681, les ouvrages extérieurs de Strasbourg, força, le 30 du même mois, cette ville libre impériale d'Allemagne à se soumettre et à lui prêter foi et hommage. La Conférence de Francfort fut dissoute au mois de novembre 1682, sans avoir produit le moindre résultat.

L'Empereur et toutes les autres Puissances de l'Europe étaient convaincus, qu'un tel système de spoliation ne pouvait être réprimé que par la force des armes. Mais Léopold était à cette époque empêché, par des troubles en Hongrie et par la guerre qu'il allait avoir avec les Turcs, de faire des démarches décisives pour s'opposer aux usurpations de la France. Cependant le Corps germanique, pour défendre l'inviolabilité ultérieure de son territoire, résolut 1681 de préparer, pour tout événement, la levée d'une armée de 40,000 hommes, et en outre un corps de réserve de 20,000. Les États-Généraux, de leur côté, signèrent, le 10 octobre 1681, avec la Suède une alliance défensive de vingt ans, qui reçut le nom de *traité d'association*, et à laquelle accédèrent l'Empereur le 2 mai 1682, et le roi d'Espagne le 30 du même mois. Une seconde alliance d'association conclurent dans les années 1682-1683 les électeurs de Bavière et de Saxe, le duc Erneste-Auguste de Brunswick-Lunebourg, le landgrave

de Hesse-Cassel, l'évêque d'Osnabruck, les cercles de Souabe, de Franconie et de Bavière, et plusieurs autres États rhénans et westphaliens. Les princes et États ci-dessus mentionnés entrèrent successivement dans cette confédération germanique dirigée contre la France. L'empereur Léopold signa l'association le 18 juin 1683 à Laxembourg, de quel endroit l'alliance reçut alors aussi son nom. Mais un traité, beaucoup plus important que ceux allégués ci-dessus, fut l'alliance défensive que l'Empereur, les rois d'Espagne et de Suède, et les États-Généraux conclurent pour vingt ans à la Haye, le 6 février 1683. Mais l'effet de toutes ces alliances fut surtout atténué par la nécessité où Léopold se voyait réduit d'employer ses principales forces militaires en Hongrie. Indépendamment de cela, le roi d'Angleterre resta du côté de la France, et le roi de Danemark s'unit même, le 21 avril 1682, avec Louis XIV pour leur soutien et assistance réciproque. Ensuite le monarque danois conclut, le 14 septembre de la même année, avec Brandebourg et l'évêque de Munster une alliance de trois ans, tendante à empêcher par leur entremise, que la guerre ne vînt à éclater entre l'Empire germanique et la France, à former, en cas de non-réussite, une neutralité armée et à se soutenir mutuellement pour la défendre.

La paix de Vasvar, qui laissait Neuhäusel et le Grand-Waradin entre les mains des Turcs, avait trouvé peu d'approbation en Hongrie et en Transylvanie. Les magnats, assemblés à Vienne dans les premiers jours de l'année 1665, exprimèrent leur mécontentement dans une représentation par écrit. L'ambassadeur impérial Gautier, comte de Leslie, et l'envoyé transylvain Christophe Pasko travaillaient inutilement à Constantinople, pour obtenir une diminution du tribut imposé à la Transylvanie. Ce résultat défavorable fut attribué par les mécontents à

la mauvaise volonté du gouvernement. D'un autre côté, on savait déjà dans ce temps-la, que les familles de Rakotzi, de Nadasdy et de Zrini s'étaient mises à la tête des séditeux, et méditaient des desseins criminels. Bientôt les intrigues prirent une face sérieuse. Le palatin Vesselenyi et le prince Apaffi de Transylvanie favorisèrent la propagation de la ligue secrète, et envoyèrent des plénipotentiaires à Constantinople, pour solliciter l'appui du sultan. Au mois de juin 1666, les magnats et Nobles mécontents se réunirent au château de Murany, et affermièrent leur union par des serments. Vesselenyi étant mort au mois de mars 1667, Pierre Zrini se mit à la tête des conjurés. Son plan était de se faire, avec l'assistance des Turcs, prince de Hongrie tributaire de la Porte, et d'élever son gendre François Rakotzi à la dignité de prince de Transylvanie. Tous les moyens possibles furent employés pour exciter les Protestants. Les demandes de secours auprès de la Porte furent souvent réitérées, mais chaque fois infructueusement. Pierre Zrini attira 1667-1668 le comte François Frangépani son beau-frère, et le gouverneur impérial en Styrie, comte Erasme Tattenbach, dans la conspiration. Ensuite il fit partir des plénipotentiaires particuliers pour Constantinople. Mais comme le parti transylvain et le parti hongrois tendaient en secret à des buts différents, les envoyés firent des propositions si peu correspondantes, que la Porte conçut de la méfiance, et ne donna aucune espérance de secours. D'ailleurs la guerre avec la république de Venise occupait tellement les Turcs, qu'ils ne pouvaient prêter beaucoup d'attention aux affaires de Hongrie. La France même, qui avait fomenté la sédition, s'abstenait depuis la paix d'Aix-la-Chapelle soigneusement de toute intelligence ultérieure avec les rebelles, et l'espoir dont ceux-ci s'étaient flattés d'être secourus par la Pologne, s'évanouit lorsque

Michel Coribut, prince Wiesnowiczky, fut élu roi de Pologne, et se maria avec la princesse *Éléonore*, sœur de l'Empereur. Malgré tout cela, Pierre Zrini, n'écoulant que sa passion de dominer, résolut de poursuivre son plan si mal concerté.

Vers la fin de l'hiver 1670, les rebelles commencèrent l'exécution de leurs coupables desseins. L'Empereur, ayant été instruit encore assez à temps de la conspiration, envoya le général Spork avec un corps d'armée dans la haute Hongrie, et le général Spankau avec une autre division de troupes en Croatie. Afin d'apaiser les Protestants, il convoqua, au mois de mars, un congrès à Neusol pour examiner leur griefs. Apaffi fut sommé par Léopold de répondre cathégoriquement à la question, s'il prêterait secours ou non aux rebelles hongroises. Le prince ayant appris de son ambassadeur, qui venait d'arriver de Constantinople, que Zrini n'en agissait pas sincèrement avec lui, renonça à toute participation aux troubles hongrois et se déclara neutre. L'Empereur fit offrir à Pierre Zrini une amnistie générale, que celui-ci accepta; mais immédiatement après, cet homme téméraire viola sa parole. Comme après cela il n'avait plus de pardon à espérer, il poussa la révolte avec d'autant plus d'activité.

Les rebelles enrôlèrent des troupes de tous côtés. Le rebut des différentes nations, établies en Hongrie, en Croatie et en Dalmatie, et la lie du peuple des territoires transylvain, turc et vénitien limitrophes, accoururent en foule se ranger sous les étendards des révoltés. Frangépani commença les hostilités par l'attaque de Kaprontza, de Zagrab et de Pétrinia; mais il ne put se rendre maître d'aucune de ces places. Rakotzi tint une assemblée séditieuse à Cassovie. Il avait rassemblé une armée de 12,000 hommes. Le congrès de Neusol fut dissous, et

Rakotzi ouvrit les hostilités par l'investissement de Tokai et de Szathmar, et enleva Onod. Dans l'entrefaite, les corps de troupes impériales s'approchaient des lieux de leur destination. Le comte Tattenbach fut arrêté à Gratz. Pierre Zrini et Frangépani, abandonnés de la plus grande partie de leurs troupes, furent bloqués dans Tchakathurn par le général Stankau. Ils s'échappèrent, il est vrai, de cette place, mais ils furent pris dans la fuite, le 17 avril 1670, et livrés à Vienne. À l'approche du général Spork, qui s'avancait rapidement dans la haute Hongrie, Rakotzi fut abandonné par ses soudoyers; il obtint, à l'intercession de sa mère, sa grâce de l'Empereur, mais à condition qu'il payerait une amende de 300,000 florins, et recevrait des garnisons impériales dans tous les châteaux de sa famille. La plupart des autres chefs des révoltés de la haute Hongrie se sauvèrent en Transylvanie, en Moldavie et en Pologne; seulement Nadasdy, qui s'était retiré dans sa terre de Pottendorf en Autriche, et quelques autres des complices furent saisis; les châteaux et domaines de tous les fugitifs furent occupés par des troupes impériales et mis en séquestre. Tékély (Tókóly) mourut pendant qu'on attaquait ses châteaux. Son fils Emméric s'échappa également en Transylvanie. L'Empereur établit alors à Presbourg un tribunal extraordinaire, devant lequel furent traduits tous les Nobles, prêtres protestants &c. impliqués dans la révolte. Les plus grands coupables furent condamnés à mort, d'autres à l'emprisonnement. On confisqua leurs biens, comme aussi ceux des rebelles fugitifs. Léopold paraissait assez porté à user de clémence, surtout envers Zrini, qui pendant sa captivité lui avait rendu un service essentiel en persuadant Rakotzi à mettre bas les armes; mais quelques seigneurs de la Cour vinrent à bout de convaincre le monarque de la nécessité d'effrayer les révolutionnaires par un exemple éclatant. Léopold châtia

le pays en général pour la révolte en laissant vacantes les places de palatin et de ban de Croatie, en faisant garder toutes les forteresses par des troupes allemandes, sous des commandants de la même nation, en augmentant la force militaire en Hongrie, et en imposant au royaume des contributions extraordinaires pour l'entretien de ces troupes, pour les travaux de fortification &c. Il accorda une amnistie à tous les autres individus qui avaient pris part à la révolte.

Les rebelles hongrois, réfugiés en Transylvanie, recherchaient encore toujours l'assistance des Turcs. Mais la Porte, occupée par la guerre qui était près d'éclater avec la Pologne, rejeta leur demande, et enjoignit même au prince Apaffi de ne pas leur accorder plus longtemps un asile dans ses États. Cet ordre, joint aux reproches menaçants que lui adressa l'Empereur, engagea enfin Apaffi à défendre, en été 1673, le pays aux rebelles hongrois. Ces derniers se rendirent alors dans les villes des Heiduques, où ils furent favorisés de toute manière tant par le pacha du Grand-Waradin, que par les Protestants hongrois, aigris des persécutions qu'ils avaient à souffrir de la part du clergé et de la Noblesse catholiques. En effet, le grand-maître de l'ordre Teutonique, Gaspard d'Ampringen, que l'Empereur avait nommé, l'an 1673, gouverneur-général en Hongrie, avait ôté aux Protestants leurs églises et écoles, expulsé leurs prédicateurs et exercé plusieurs violences envers les religionnaires, ce qui était contre l'intention de Léopold, qui avait ordonné au gouverneur de contenir les Protestants, mais non pas de les persécuter. Les rebelles, qui furent alors désignés sous le nom général de *Kurutzes* (mécontents), dévastèrent par leurs irruptions le territoire royal; en revanche, tous ceux qui tombèrent entre les mains des Impériaux, furent empalés ou condamnés à mort.

Les Kurutzes firent en 1675 des courses jusqu'à Cassovie, mais assiégèrent Szathmar inutilement. Dans les années 1675-1676, l'Empereur mitigea considérablement les mesures rigoureuses, par lesquelles tout le pays avait été puni pour sa rébellion. Mais le grand Conseil du royaume, tenu à Vienne, ne vint pas encore à bout d'effectuer un rapprochement, attendu que les mécontents firent des prétentions que le monarque ne voulait pas satisfaire. Dans la haute Hongrie, les séditeux combattirent contre le général impérial Strassoldo avec succès. Les Turcs de Neuhausel, d'Albe-Royale et de Canissa, qui avaient déjà commencé, l'an 1674, à faire des courses hostiles, continuaient leurs brigandages; en Croatie ils pénétrèrent jusque dans le voisinage de Carlstadt, où Herberstein les repoussa. Le 8 juillet 1676, mourut François Rakotzi. En Pologne, *Jean Sobieski* était assis depuis 1674 sur le trône royal. Le 27 mai 1677 à Varsovie, les plénipotentiaires d'Apaffi et l'envoyé de France, comte Bethune, conclurent une alliance contre Léopold. Au mois d'octobre, Boham et Florval, Français, conduisirent 6000 soudoyers polonais et quelques hordes de Tatars vers Szathmar, où 7000 Kurutzes et 4000 Transylvains se joignirent à eux. Le général impérial Schmidt éprouva des échecs près de Lebenye et de Nyalab. Les Kurutzes dévastèrent ensuite l'Autriche jusqu'à Neustadt et dans le Marchfeld, et maltraitèrent les Catholiques, les Allemands, et surtout les religieux, de la manière la plus cruelle. La Cour de Vienne, pour attirer dans son parti celle de Constantinople, ou du moins l'engager à ne pas soutenir les mécontents, avait fait publier une défense sévère d'entrer sur les terres du sultan et d'y commettre aucun dégât; le sultan fut satisfait de voir son territoire respecté, mais il ne respecta point celui de l'Empereur; car ses troupes stationnées à Neuhausel

firent des courses en Hongrie, comme aussi en Croatie et en Styrie. La conduite sage et modérée de Léopold augmenta l'arrogance des Ottomans; le nouveau grand vizir Kara Mustapha exigea pour la continuation de la paix un tribut de l'Empereur. Le grand Conseil du royaume, assemblée à Presbourg pour délibérer sur les dispositions à prendre dans cette conjoncture difficile, se sépara en se querellant. En été 1678, les Polonais et les Kurutzes s'étaient rassemblés près de Nagybanya sous le commandement en chef d'Emméric Tékély qui enleva, au mois de juillet, Husst et beaucoup de châteaux dans la contrée de Cassovie, vainquit le général Leslie, et fit faire par les Tatars des incursions en Moravie et en Autriche. Au mois d'octobre, Neusol, Schemnitz, Kremnitz et Leva tombèrent au pouvoir des mécontents. Les généraux Wurm et Dunewald battirent à leur tour Tékély près de Sainte-Croix (*Heiligen-Kreuz*), et le contraignirent par là d'évacuer toutes les villes conquises. Comme les Turcs étendirent leurs courses dévastatrices jusque dans l'Autriche intérieure, les États de la Hongrie, de la Carinthie et de la Carniole formèrent à Marbourg une union pour la défense de leurs frontières. La paix de Nimègue, dans laquelle fut aussi compris le prince de Transylvanie, eut à la vérité la suite, que les officiers français et les troupes polonaises quittèrent la Hongrie, et qu'on conclut avec les mécontents un armistice jusqu'au 28 février 1679; mais la France continua d'exciter en secret le prince Apaffi et les mécontents hongrois contre l'Empereur, et de les soutenir par de l'argent et par des recommandations auprès de la Porte Ottomane. Les négociations entamées à Oedenbourg échouèrent, malgré que l'Empereur eût accordé toute demande équitable aux mécontents, et Tékély recommença les hostilités. On se battit dans cette petite guerre avec des succès variés jus-

qu'à ce que les troupes impériales arrivèrent du Rhin en Hongrie. Mais alors les mécontents furent vaincus, chassés de plusieurs endroits, et repoussés jusqu'aux bords de la Teisse. Les ravages de la peste arrêtrèrent alors ceux de la guerre. Cette contagion moissonna dans la ville de Vienne seule, depuis le mois de janvier jusqu'en novembre, 120,000 habitants. Ensuite elle se répandit avec une violence inaffaiblie dans l'Autriche intérieure, en Moravie, en Bohême et en Silésie.

L'Empereur fit en 1680 de nouveau les premières démarches pour amener une réconciliation; il avait pour cet effet établi une commission particulière à Oedenbourg, et accordé une suspension d'armes. Mais des émissaires français firent tous leurs efforts auprès des chefs des Kurutzes, auprès du prince de Transylvanie et auprès de la Porte, pour empêcher l'accommodement avec l'Empereur, et animer les Kurutzes à continuer la guerre civile. Tékély commença les hostilités, avant l'expiration de la trêve, avec trois corps d'armée. Le premier chercha en vain à pénétrer en Moravie; le deuxième fut battu, pendant sa marche vers la Silésie, dans le voisinage de Jablunka; le troisième s'empara en automne de Kæs-marckt et de Leutschau, laquelle dernière ville toutefois fut bientôt reconquise par le général Caprara. La spoliation de l'Empire germanique par les Chambres de réunion faisant prévoir, qu'on en viendrait bientôt à une nouvelle guerre avec la France, l'Empereur redoubla les efforts pour rétablir la paix dans l'intérieur de ses États. Le 15 novembre 1680, on signa dans le camp de Tékély à Jolsva un armistice qui devait durer jusqu'à la fin de juin 1681, et par lequel l'Empereur assigna aux Kurutzes les comitats de Szathmar, d'Ugocs et de Beregh pour quartiers d'hiver; il promit aussi d'examiner et de satisfaire les prétentions dans la prochaine Diète.

Cette assemblée des États fut ouverte à Oedenbourg, au mois de mai 1681. Elle élut pour palatin Paul Esterhazy, qui fut aussi confirmé par l'Empereur. Les négociations sur les griefs religieux des Protestants et sur les réclamations des mécontents durèrent pendant toute l'année. À l'expiration de l'armistice, les Kurutzes commencèrent de nouveau les hostilités. Le sultan, qui avait désavoué jusqu'alors publiquement la conduite des mécontents, mais l'autorisait en secret, s'était enfin décidé à les soutenir avec vigueur. Vers la fin du mois d'août, le prince Apaffi, à qui le sultan avait confié le commandement général, se joignit avec 10,000 Transylvains, Moldaves et Valaques, aux mécontents, qui furent encore renforcés par les troupes que leur envoya le pacha du Grand-Waradin. Cette armée, forte de 25,000 hommes, avait à peine enlevé quelques châteaux peu importants, que la désunion se mit entre les chefs, et que chaque parti s'en retourna chez lui. La Diète d'Oedenbourg finit avec l'année 1681; les résultats en furent, qu'on confirma aux Protestants les droits qui leur avaient été concédés par la paix de Vienne 1606; qu'on reçut de nouveau leurs prédicateurs et maîtres d'école dans le royaume, et qu'on leur rendit celles de leurs églises qui n'étaient pas encore arrangées pour le service divin catholique. Les franchises politiques du royaume furent confirmées. Le rétablissement de la pleine puissance du palatin, l'intervention du conseil d'État dans toutes les futures négociations avec les Turcs, la sévère discipline militaire des soldats allemands, l'abolition de l'accise &c., furent promis par l'empereur Léopold. On assura à tous les émigrés une amnistie et la restitution de leurs biens. Les États accordèrent à l'Empereur de plus hauts subsides, lui assurèrent en cas de besoin une insurrection partielle (*Particular-Insurrection*), et après la fin des troubles, aussi une insurrection personnelle (*Personal-Insurrection*).

Des ambassadeurs impériaux se rendirent, au commencement de 1682, à Constantinople, pour lever les obstacles qui s'opposaient à la conclusion de la paix. Mais Tékély et ses partisans, qui n'étaient aucunement satisfaits par les résultats de la Diète, engagèrent le grand vizir à faire des conditions si outrées qu'on n'en pouvait pas attendre l'accomplissement. La tentative que les envoyés impériaux firent pour amener un accommodement avec Tékély, fut tout aussi infructueuse. Ce chef, dont l'ambition ne connaissait point de bornes, signa en mai 1682 à Bude avec les plénipotentiaires du sultan une convention, par laquelle il fut déclaré prince tributaire de Hongrie, sous la protection de la Porte Ottomane. Tékély commença alors les hostilités par l'attaque du château de Cassovie qu'il emporta d'assaut; la ville se rendit également, le 14 août 1682. Leutschau, Tokai, Epériès, Szadvar, Onod, Filek et la plupart des autres places de la haute Hongrie, tombèrent au pouvoir des mécontents. À Filek, devant laquelle ville Tékély avec les Kurutzes, Apaffi avec les Transylvains, et le pacha de Bude avec 30,000 Turcs, effectuèrent leur jonction, le pacha prit le commandement de cette armée, et l'élevation de Tékély à la dignité de prince de Hongrie fut rendue publique. Au mois de novembre, Tékély conclut de nouveau pour l'hiver un armistice de six mois avec l'Empereur.

Ce Souverain, ayant été instruit que le sultan avait l'intention d'exécuter, cette année (1683), un grand coup contre l'Autriche, prit ses mesures en conséquence, et invita tous les princes chrétiens à lui prêter aide et assistance. Le 31 mars 1683 à Varsovie, l'Empereur et le roi Jean-Sobieski de Pologne conclurent une alliance offensive et défensive contre la Turquie; et le dernier monarque promit de faire marcher une armée de 40,000 hommes contre les Ottomans. L'électeur de Bavière s'était

obligé, par le traité du 26 juin 1683, à fournir un secours de 8000 hommes, et l'électeur de Saxe offrit toutes ses troupes. Différents cercles de l'empire d'Allemagne, et d'autres États en particulier promirent d'envoyer des troupes auxiliaires. Le souverain pontife donna des sommes notables pour les préparatifs de guerre.

L'Empereur avait reçu de son envoyé à Constantinople Caprara, quoique celui-ci fût retenu dans cette capitale, par une voie secrète la nouvelle, que Vienne était l'objet d'opération du sultan; ensuite de quoi le duc *Charles de Lorraine* fut nommé Généralissime. Son armée, rassemblée au commencement de mai près de Kitsée, était de 33,000 hommes. Le 3 juin, il commença le siège de Neuhausel, mais l'armée ottomane s'étant avancée vers cette forteresse, il renonça, peu de jours après, à cette entreprise et rétrograda dans la position entre le Raab et la Rabnitz. Plus tard le prince fit marcher l'infanterie, par Comorn, l'île de Schutt et Presbourg, à Vienne; avec la cavalerie il se dirigea par Wieselbourg et Hainbourg, derrière la Fischa. Une troupe de Tatars, qui s'était déjà avancée jusqu'à Petronell, fut taillée en pièces. Le corps d'armée impérial, sous les ordres de Schulz qui opérait contre les mécontents dans la haute Hongrie, et celui sous Herberstein qui était posté sur les bords de la Mur, se replièrent à l'approche du grand vizir sur la force principale.

Le 16 avril 1683, le sultan Mahomet IV. partit de Constantinople. Lui-même demeura à Belgrade, où il passa en revue son armée, forte de 200,000 hommes, auxquels se joignirent encore 30,000 Valaques, Moldaves, Transylvains et Hongrois. Le 12 juin, le grand vizir Kara Mustapha franchit le pont sur la Save près d'Essék. Les Tatars et les Kurutzes faisaient en avant des courses dans la contrée de Vienne et menaçaient déjà le

voyage de l'Empereur qui sortit, le 7 juillet, de sa capitale ; il se rendit par Corneubourg et Linz à Passau. Le lendemain, le duc de Lorraine traversa avec la cavalerie le bras du Danube près de Vienne, et passa dans l'île de la Léopoldstadt (un des faubourgs de Vienne). Le 10 juillet, la tête de l'infanterie, qui remontait le Danube sur la rive gauche, arriva dans la capitale. L'armée ennemie s'approchait par Altenbourg. Un corps ottoman attaqua Neustadt, mais fut repoussé. Le 12 juillet, le grand vizir commença le siège de *Vienne*. Quatre jours après, le prince de Lorraine passa avec toute la cavalerie le principal bras du Danube, fit abattre le pont et marcha dans le Marchfeld. Il établit son quartier général près de la montagne appelée *Bisamberg*, près de Léopoldsau (*Eipeldau*), fit toutefois garder par de forts détachements la rive gauche du Danube depuis Presbourg jusqu'à Crems. Le général d'artillerie *Erneste-Roger*, comte de *Starhemberg* commandait en chef dans la ville. L'armée impériale avait laissé 10,000 hommes de troupes de ligne, pour défendre la place. 5000 bourgeois, marchands, étudiants et autres habitants se joignirent à la garnison, pour défendre leurs foyers et leurs temples sacrés. Les Turcs employèrent le feu de leur formidable artillerie, les mines et les assauts avec une activité extraordinaire. Leurs ouvrages furent exécutés d'après un plan que des ingénieurs français, envoyés par Louis XIV au sultan, avaient dressé, toutefois avec peu de connaissance des localités. *Tékély* avec ses Kurutzes et un corps turc, sous le pacha du Grand-Waradin, s'était avancé sur Presbourg, et avait occupé cette ville. Le vaillant duc de Lorraine, communément appelé le *grand prince Charles*, qui partageait ses alarmes et ses soins entre la capitale de l'Autriche et la dite cité hongroise, marcha avec sa force principale vers Presbourg, et attaqua vigou-

reusement les ennemis, dans le moment même où ils évacuaient la place. Les Kurutzes furent vaincus; 4000 hommes mordirent la poussière et on poursuivit les restes jusqu'à la rivière de Waag. Dans les premiers jours du mois d'août, Tékély et le pacha du Grand-Waradin passèrent la Morave, et dans le même temps les Turcs essayèrent de rétablir le pont au Tabor. Le duc repoussa Tékély, qui dévastait le Marchfeld par le feu et le fer, au delà du fleuve, et les tentatives que firent les Turcs pour franchir le Danube au Tabor, échouèrent également. D'autres divisions de Kurutzes, ayant en vain assiégé les châteaux de Zips, d'Arva, de Murany et de Likava, firent des courses au delà de la Morave, pillèrent et saccagèrent plusieurs endroits dans le Marchfeld et dans les cantons sur la frontière de Moravie. Le pacha du Grand-Waradin profita de l'absence du duc de Lorraine, qui s'était porté avec sa principale force à Tuln, pour couvrir la construction d'un nouveau pont qu'on y avait commencée, pour franchir encore une fois la Morave. En même temps Tékély pénétra par Gœding en Moravie. Le 24 août, le pacha fut surpris dans son camp près du Bisamberg par le duc, et tout son corps d'armée anéanti. Lui-même ne se sauva qu'avec peu de ses gens au delà du Danube. Tékély, qui avait déjà atteint Nikolsbourg, s'enfuit derrière la Morave. Cependant les Ottomans poussaient le siège de Vienne avec une vigueur inépuisable. On avait fait de grands ravages dans les fortifications; la bombe en causa de plus grands dans l'enceinte de la ville: mais les assiégés, aussi infatigables travailleurs que soldats intrépides, maniant à la fois la truelle et l'épée, réparaient les breches et repoussaient les assauts presque au même instant. Cependant les munitions s'épuisaient, la ville était dans un état déplorable, les flammes avaient consumé plusieurs édifices; les Turcs avaient emporté quelques

bastions; déjà on commençait à désespérer du salut de la ville, lorsque la fortune envoya au secours de cette capitale un autre héros dont le nom seul glaçait les Ottomans d'effroi: c'était *Jean Sobieski*, roi de Pologne, lequel s'avançait à la tête de ses troupes, qui sous ses ordres avaient tant de fois triomphé des forces de l'Empire ottoman.

Ce prince arriva, le 4 septembre, avec son avant-garde par Olmutz au pont du Danube près Tuln. Toute son armée, forte de 27,000 hommes, le suivit. *L'électeur Jean-Georges III de Saxe* vint avec 12,000 de ses guerriers; et le duc Charles de Lorraine se joignit avec 27,000 Autrichiens à l'armée des alliés, qui fut encore renforcée par 8000 hommes de troupes de Souabe et de Franconie. Le corps bavarois de 12,000 hommes descendit le Danube, pour concourir à la délivrance de la capitale de l'Autriche.

Le 7 septembre, toute l'armée se réunit près de Crems; le lendemain elle passa le Danube près de Tuln, et le 10 du même mois elle marcha par Closterneubourg vers le mont Cétique (*Kahlenberg*). Là, cette armée formidable (elle comptait 84,000 combattants avec plus de 180 canons), se rangea en trois colonnes. Les troupes autrichiennes et saxonnes, sous les ordres du prince de Lorraine, formaient l'aile gauche; le centre était commandé par l'électeur de Bavière; les Polonais, conduits par le roi Jean en personne, se trouvaient à l'aile droite. Les Turcs, qui avaient déjà perdu devant Vienne 48,000 hommes, comptaient encore ce jour-là 168,000 combattants. Mais les assiégés, de leur côté, avaient essuyé des pertes non moins sensibles; car 5000 braves défenseurs avaient été mis hors de combat par les fréquentes attaques de l'ennemi, et 25,000 soldats et bourgeois avaient été moissonnés par des maladies. Le 12 septembre à l'aube du jour, l'armée ottomane fut attaquée sur tous les points.

Sobieski anime ses soldats de la voix et de l'exemple; les Turcs sont déconcertés, ils reculent. Le duc de Lorraine fait une charge vigoureuse; tout cède à sa valeur; on pénètre dans le camp des ennemis; la terreur et la mort volent de toutes parts. Kara-Mustapha prend la fuite, entraîne la déroute de son armée, et laisse 370 pièces de canon et un butin immense entre les mains des vainqueurs. Vingt-cinq mille Turcs périrent dans cette fameuse journée. Telle fut la fin du siège de Vienne qui coûta la vie à plus de 70,000 Turcs et avait duré deux mois. Le grand vizir, pour se justifier aux yeux du sultan, désespéré de se voir déçu dans ses orgueilleuses espérances, rejeta sa défaite sur les pachas de Bude, d'Essek et de Posséga, les fit exécuter et déposa le Kan des Tatars; mais il fut lui-même étranglé, le 25 décembre 1683, par ordre du sultan Mahomet.

Le roi Jean de Pologne entra en triomphe dans Vienne; le peuple se pressa de toutes parts pour contempler son libérateur. On chanta le *Te Deum* au bruit de toute l'artillerie de la ville; le prédicateur prit ce texte ingénieux: *Il fut un homme envoyé de Dieu, nommé Jean.* À la première nouvelle de l'heureuse délivrance de Vienne, l'empereur Léopold revint dans sa capitale, impatient de voir le monarque qui la lui avait conservée. Mais ce qu'il y a de singulier, c'est qu'au milieu de ce triomphe, et sur le champ même de la victoire, on délibéra longtemps sur l'étiquette à observer dans l'entrevue des deux princes. Léopold consulta le duc de Lorraine pour savoir de quelle manière il devait recevoir le roi de Pologne; à bras ouverts, répondit ce prince généreux, *puisqu'il a sauvé l'Empire*, oubliant dans ce moment que Sobieski lui avait enlevé la couronne de Pologne. Mais Léopold, mécontent de la précipitation avec laquelle le roi Jean fit chanter le *Te Deum*, sans attendre l'Empereur qu'il savait

n'être pas éloigné, et surtout de l'avidité de Sobieski à s'approprier les richesses que le grand vizir avait laissées dans son camp, se borna à faire au roi de Pologne quelques honnêtetés qui, pour dire la vérité, étaient peu proportionnées aux services que le roi Jean lui avait rendus. Quant au reproche que lui font des écrivains polonais d'avoir vu Sobieski avec indifférence, et de n'avoir rien dit de flatteur au fils de ce grand prince, ni aux Généraux qu'il lui présentait, il suffit de connaître le caractère de Léopold pour ne point ajouter foi à cette accusation. Ce monarque était fier et pointilleux, mais il n'était point ingrat; et quand même il aurait secrètement jaloué le roi de Pologne, le soin qu'il prenait de sa gloire lui aurait sans doute fait dissimuler ses sentiments.

L'armée chrétienne perdit plusieurs jours près de Vienne, par la raison que la plus grande partie des troupes de l'Empire refusèrent de marcher en Hongrie, et que les Saxons reprirent effectivement le chemin de leur pays. Ce ne fut que le 17 septembre que l'armée se mit en mouvement vers Presbourg, et continua ensuite sa marche sur la rive droite du Danube. Elle passa, le 27 septembre, ce fleuve et la Waag près de Comorn, et se dirigea sur la rive gauche vers Strigonie. La cavalerie polonaise, commandée par Sobieski qui, quoique mécontent de l'Empereur, avait, à la prière du duc de Lorraine, consenti à employer le reste de la campagne au service de son allié, tomba, le 7 octobre, dans une embuscade près de Bakony; mais en revanche le corps ottoman de 20,000 hommes, campé dans le voisinage de cet endroit, fut entièrement anéanti, trois jours après, par le monarque polonais et le duc de Lorraine. Le 20 octobre, on ouvrit les tranchées devant Strigonie qui fut enlevée le 25 du même mois; la citadelle capitula deux jours après. Tékély rechercha l'entremise du roi de Pologne; mais ayant eu

l'impudence de demander qu'on lui cédât les treize comitats de la haute Hongrie comme principauté indépendante, il reçut une réponse convenable à sa témérité. Les troupes impériales prirent, au commencement de novembre, les quartiers d'hiver dans la haute Hongrie. Les Polonais reprirent le chemin de leur pays et s'emparèrent encore pendant cette marche de Leutschau (11 décembre 1683). Alors les Bavares et les autres troupes de l'Empire s'en retournèrent également chez eux. En janvier 1684, Tékély renoua les négociations avec l'Empereur ; mais il chercha en même temps en secret à se procurer l'appui de la Porte. Une de ses dépêches, adressée au grand vizir, fut interceptée par les Impériaux, et décela la mauvaise foi de Tékély, dont l'intention était d'amuser l'Empereur jusqu'à ce que les Ottomans se fussent préparés à une nouvelle campagne. Léopold ayant accordé une amnistie à tous les rebelles qui lui prêteraient un nouveau serment de fidélité, quatorze magnats, dix-sept comitats et douze villes se soumirent effectivement à leur Souverain. Les Vénitiens accédèrent aussi, le 31 mars 1684, à l'alliance qui subsistait entre l'Empereur et le roi de Pologne. Après qu'une trêve de vingt ans eut été signée, le 15 août à Ratisbonne, entre l'Empereur et le roi de France, le prince de Transylvanie conclut une alliance secrète avec l'Autriche. Il promit de s'abstenir, autant que possible, de toute participation à la campagne prochaine des Turcs, et de se joindre aux troupes impériales, dès qu'elles s'approcheraient de son pays.

Dans cette campagne, le duc de Lorraine commanda la principale force impériale, le général Schulz un corps d'armée dans le pays de Zips, et le général Leslie une division en Croatie. Au mois de juin, le duc conquit Visségrade, battit près de Waitzen le pacha de Bude, et au mois de juillet un corps de cavalerie turc près de

Saint-André, non loin de la ville de Bude, dont on commença le siège le 15 du même mois. Le prince lorrain fit, il est vrai, échouer plusieurs tentatives que firent les Ottomans pour dégager Bude, mais son armée était tellement diminuée, tant par le grand nombre de combats et d'assauts, que par les maladies, qu'on fut obligé de lever le siège. Dans la Hongrie supérieure, le général Schulz avait enlevé plusieurs endroits, et attiré beaucoup d'adhérents de Tékély dans le parti de l'Empereur. En Croatie, la guerre se borna dans cette campagne à des escarmouches et petits combats.

L'année suivante (1685), le duc de Lorraine rassembla une armée de 60,000 hommes, dans la vue d'enlever aux Turcs l'importante forteresse de Neuhæusel. Il en commença le siège le 7 juillet. Le 16 août, il dégageda Strigonie par une victoire brillante qu'il remporta sur les Turcs, qui assiégeaient cette ville. Peu de jours après, Neuhæusel fut pris d'assaut par le général Caprara. Les généraux Schulz, Heister et Mercy conquirent dans la haute Hongrie Epériès, Tokai, Kallo, Cassovie, Unghvar, Patak, Regetz, Onod et Szolnok. Tous ces revers, et principalement la chute de la puissante forteresse de Neuhæusel, accablèrent la Cour ottomane, dont les armes depuis cette époque n'éprouvèrent que des échecs désastreux. Voulant prévenir la honte de nouvelles défaites et la perte des places qui lui restaient encore en Hongrie, Mahomet IV demanda en octobre la paix. Pour y disposer d'autant mieux l'Empereur, il fit arrêter Tékély au Grand-Waradin et le conduire à Adrianople. Une grande partie des mécontents s'empressèrent alors de se soumettre à l'Empereur, et un nombre plus considérable encore suivit cet exemple lorsque l'amnistie, émanée à Vienne le 9 novembre, fut promulguée. En Croatie, Leslie et Herberstein avaient enlevé aux Turcs Woinitza et Dubitza,

pillé Essek, et brûlé cette ville avec une partie du pont connu.

La campagne de 1686 fut encore plus riche en événements que la précédente. Mahomet, s'étant bientôt aperçu qu'il s'était privé, par sa conduite envers Tékély, de son plus ferme appui, avait non-seulement fait remettre ce prince en liberté, mais l'avait encore pourvu d'argent, et lui avait confié un corps de 9000 Ottomans. Mais les efforts que Tékély fit pour délivrer la forteresse de Munkacs, où son épouse était bloquée depuis l'automne précédent, restèrent infructueux. L'armée impériale fut renforcée par un grand nombre de troupes de l'Empire, et par beaucoup de volontaires nobles de tous les pays chrétiens qui, encouragés par les succès des armes hongroises et autrichiennes, vinrent se ranger sous les enseignes du grand prince Charles. Une alliance de vingt ans fut conclue avec l'électeur de Brandebourg, et au mois de mai un corps de 8000 hommes de ses troupes entra en Hongrie. Les plénipotentiaires de Michel Apaffi signèrent, le 28 juin, une nouvelle alliance secrète avec l'empereur Léopold. On assura au prince l'intégrité de son territoire, à son fils le droit de succession, et aux Transylvains la liberté de religion, la libre élection après la mort d'Apaffi et de son fils, enfin l'affranchissement du tribut turc à la prochaine conclusion de la paix avec la Porte Ottomane. Apaffi, de son côté, promit qu'il soutiendrait, quant à présent, l'Empereur en secret par des provisions, des armes &c., mais qu'aussitôt que le Grand-Waradin et Têmeswar seraient enlevés aux Turcs, il assisterait ce monarque avec toutes ses forces, qu'il recevrait des troupes impériales pour former les garnisons de Déva et de Clausenbourg, et payerait annuellement à l'Empereur un droit de protection de 30,000 ducats. Mais le prince transylvain refusa ensuite de ratifier cette convention.

L'armée impériale en Hongrie se montait en été 1686 à plus de cent mille hommes. Le duc de Lorraine assiégeait depuis le 18 juin avec 62,000 hommes la ville de Bude. Les généraux Schulz et Hæussler se trouvaient avec 7000 hommes en Croatie, Caraffa avec 10,000 hommes dans la haute Hongrie; Scherfenberg marcha avec 12,000 hommes en Transylvanie pour forcer Apaffi à la ratification du traité de Vienne. Ce prince la retarda sous différents prétextes; il voulait, disait-il entre autres, seulement attendre encore la défaite totale des Turcs pour se déclarer ouvertement contre eux &c. Tékély se trouvait avec un faible corps de Kurutzes et de Turcs à Hunyad. Tout à coup Apaffi le fit attaquer et chasser de la Transylvanie. Le prince fit hasarder par un corps sous Guylaffi une tentative pareille contre Scherfenberg, général de l'Empereur; mais celui-ci vainquit les Transylvains et s'avança ensuite sur Hermanstadt, dont il se serait probablement rendu maître, s'il n'avait reçu, comme Caraffa dans la haute Hongrie, l'ordre de marcher en toute hâte à Bude, pour renforcer la grande armée.

Sur ces entrefaites, le grand vizir Soliman s'était avancé avec des forces considérables pour délivrer *Bude*; mais ayant été défait deux fois de suite dans le cours du mois d'août, il ne put sauver cette place importante, qui fut emportée d'assaut le 2 du mois suivant. Cinq-Églises, Szégedin, Symontornie, Sziklos et Kaposvar furent alors conquis. La division de Caraffa retourna dans la haute Hongrie. En octobre à Szolnok, le grand vizir s'adressa à Caraffa, pour lui faire des ouvertures de paix; mais ce Général demanda préalablement que Tékély fût exécuté, et ensuite que la Porte cédât tout le pays jusqu'à la Maros. Les Turcs ayant refusé l'un et l'autre, les négociations furent rompues.

L'armée, qui s'était rassemblée au printemps 1687,

sous le commandement du duc de Lorraine et de l'électeur de Bavière, consistait en 68,000 combattants, sans compter les corps de troupes dans la Hongrie supérieure et en Croatie. Pendant que Caraffa tenait Erlau cerné, le grand vizir fut de nouveau vaincu, le 12 août près de Mohacs, par la principale armée impériale, et *Essek* conquis par le général Dunewald. Le duc alors marcha vers la Transylvanie et entra, le 16 octobre, dans Clausenbourg; ce qui engagea le prince Apaffi et les États du pays à signer, le 27 du même mois à Blasendorf, un traité qui accordait l'occupation militaire de cette principauté à l'armée impériale. Toutes les places fortes lui furent remises. Le pays se chargea de l'entretien et du payement des troupes. Cependant le gouvernement civil fut laissé au prince sans restriction. La liberté de religion, les emplois d'administration politique, le droit des États de tenir des Diètes &c. furent confirmés. L'Empereur promit aussi que la Transylvanie serait comprise dans la future paix avec la Porte Ottomane, et qu'on stipulerait l'affranchissement du tribut que ce pays payait à la Turquie. Pendant cette même campagne, Valpo, Péter-Waradin, Carlowitz, Ujlak et Posséga en Esclavonie, Costainitza en Croatie, Palota et Erlau en Hongrie tombèrent au pouvoir des Impériaux.

Vers la fin d'octobre, la Diète, convoquée par l'Empereur, s'assembla dans Presbourg. Le prince *Joseph*, fils aîné de l'Empereur, fut élu *futur roi de Hongrie*, et couronné le 19 décembre. Par le diplôme inaugural du 8 décembre 1687 et le recez de la Diète du 25 janvier 1688, le *droit d'hérédité* de la Maison d'Autriche en Hongrie, comme aussi l'*ordre de succession* dans la ligne allemande, et après son extinction dans la ligne espagnole, furent confirmés. L'amnistie de l'année 1684 fut renouvelée; on n'en excepta que Tékély avec les

Hongrois qui tenaient encore alors son parti, et les déclara ennemis de la patrie. On assura encore une fois aux Protestants en Hongrie l'exercice libre de leur culte, qui leur avait déjà été accordée l'an 1681. Cependant les religionnaires en Croatie, en Dalmatie et en Esclavonie, furent exclus du droit de posséder des biens-fonds dans ces pays. C'est ainsi qu'après tant de combats, de ravages et de misères, la Hongrie prit enfin une forme monarchique, et renonça à cette anarchie qui l'exposait aux courses déprédatrices des Mahométans et aux fureurs des factions intestines. Les Hongrois préférèrent enfin leur repos à une liberté qui n'existait que dans leur imagination, et aimèrent mieux vivre heureux sous un roi *héréditaire* qu'opprimés par un maître qu'ils auraient élu. Si les États de ce beau royaume n'avaient pas embrassé ce sage parti, ils auraient essuyé tous les maux dont la Pologne fut plus tard le théâtre, et fini par être démembrés comme elle.

Le 18 janvier 1688, Munkacs se rendit par composition. On assigna à l'épouse de Tékély et aux enfants, issus de son premier mariage avec François Rakotzi, la ville de Vienne pour domicile. Elle et ses enfants conservèrent leur fortune. Tékély fut surpris et vaincu, le 6 février, par le général Hæussler, sur les bords de la Kőrös. Caraffa fut nommé commandant-général en Transylvanie. Une députation de la Diète, assemblée à Fogaras, signa, le 9 mai à Hermanstadt, un traité, par lequel la *Transylvanie* se mettait sous la protection de l'empereur Léopold et de ses descendants mâles, et renonçait solennellement à toute dépendance de la Porte. Le 15 juin, l'Empereur assura aux États le maintien de la liberté de religion et la bonne discipline militaire de ses troupes.

Les Janissaires avaient déposé le sultan *Mahomet IV* et élevé *Soliman III* sur le trône ottoman. Le désordre

et la confusion, inséparables d'une telle révolution, empêchèrent la Porte de déployer la force et l'énergie nécessaire, pour défendre ses possessions en Hongrie. La grande armée impériale, que commandait l'électeur de Bavière, à la place du duc de Lorraine qui était tombé malade, conquit, le 19 mai, Albe royale; et Caraffa avec le corps transylvain s'empara de Lippa et de Lugos. L'armée principale enleva ensuite aussi Titel et parut, le 11 août, devant *Belgrade*, qu'elle emporta d'assaut, le 6 du mois suivant. Bientôt après, Sémendria tomba aussi. Le général Vétérani, qui avait remplacé Caraffa dans le commandement du corps transylvain, s'était porté par Caransébès et Orsova dans la contrée de Widdin et de Nicopolis, où il soutint plusieurs petits combats contre les Turcs et les troupes de Tékély. Le margrave Louis de Bade s'était avancé, au mois d'août, en Bosnie, avait battu le pacha de ce pays, pillé et brûlé Banyaluka, occupé et fortifié Zwornik. La grande armée venait précisément de recevoir l'ordre de marcher sur Nissa, lorsque la nouvelle que les Français s'étaient emparés de Philipsbourg, et menaçaient les cercles de l'Empire voisins, vint interrompre les opérations offensives des alliés. Tous les chefs et troupes auxiliaires allemands se mirent promptement en marche, pour aller défendre leurs propres foyers. Les troupes impériales et hongroises prirent les quartiers d'hiver en Serbie.

L'Empereur avait dès l'année 1683 requis le roi de France de se déclarer positivement, s'il consentait à ne pas inquiéter l'Empire pendant la guerre qu'on allait avoir avec la Turquie, afin qu'on pût combattre avec des forces inséparées l'ennemi héréditaire de la Chrétienté. Cette demande ayant été réitérée, pendant le siège de Vienne, l'ambassadeur de France à Ratisbonne déclara, au mois de juillet, que le roi son maître consentait à conclure

la paix, ou une trêve de trente ans, mais à condition que l'Empire céderait à la France les pays allemands qui jusqu'au 1 août 1681 avaient été occupés par les Chambres de réunion. Les délibérations de la Diète continuèrent pendant plusieurs mois, sans que les États pussent se résoudre à ce dur sacrifice. Dans l'entrefaite, Louis XIV avait fait envahir, au mois d'août 1683, les Pays-Bas espagnols par trois corps d'armée, qui prirent Courtrai et Dixmunde, et bombardèrent Luxembourg. Cette agression injuste ayant naturellement amené une déclaration de guerre de la part de l'Espagne, Louis XIV offrit alors de nouveau la paix, qu'il voulait toutefois faire acheter par la cession de plusieurs places qui étaient de sa convenance. Comme l'Espagne refusait de souscrire à ce qu'elle appelait une véritable spoliation, Louis fit, en été 1684, ravager les Pays-Bas. Luxembourg et Trèves furent conquis, au mois de juin. La Hollande signa, dès le 29 juin, une suspension d'armes. L'Empereur, l'Empire et le roi d'Espagne, n'étant point dans ce temps-là en état de s'opposer aux usurpations de la France, conclurent, le 5 août à Ratisbonne, un traité d'armistice pour vingt ans avec cette Puissance. Pendant cet espace de temps, la France fut confirmée dans la possession de tous les pays, qu'elle avait enlevés jusqu'au 1 août 1681 à l'empire d'Allemagne. Les Français évacuèrent les endroits et districts dont ils s'étaient emparés plus tard, à la réserve de Strasbourg et de la batterie de Kehl. Mais des conquêtes faites dans les Pays-Bas, la France retint Luxembourg, Beaumont, Bouvines et Chimay.

Le roi de France enfreignit, immédiatement après, le traité par de nouvelles usurpations. Il fit, après la mort de l'électeur Charles du Palatinat (le 16 mai 1685), des prétentions sur tous les biens allodiaux de cette Maison, en faveur de la soeur du défunt, Charlotte-Élisabeth,

mariée au duc Philippe d'Orléans, frère du roi. En outre, il fit confisquer les biens de l'ordre Teutonique en Alsace, en Lorraine et en Bourgogne, lesquels servirent à doter son ordre de Saint-Lazare. Les chanoines de Strasbourg furent dépouillés de leurs domaines; l'université de Fribourg perdit ses revenus; on éleva près d'Huningue le Fort-Louis dans une île, appartenante à Bade - Durlach, et en 1686 on construisit sur le fleuve un pont de communication avec la rive germanique. Toutes les représentations de l'Empereur contre ces empiétements sur les droits et sur le territoire de l'Empire furent faites en pure perte. Comme Louis XIV, par un mépris arrogant de tous les principes de droit et d'équité, provoquait ses voisins à la guerre, plusieurs Puissances, entre autres la Hollande, la Suède et le Brandebourg, renouvelèrent leur union, et le 9 juillet 1686 l'Empereur et la Maison d'Autriche, puis le roi d'Espagne pour les Pays-Bas, le roi de Suède pour ses pays allemands, les électeurs de Bavière et de Saxe, et les autres princes saxons, ainsi que les cercles de Bavière, de Franconie et du Haut-Rhin, conclurent encore à Augsbourg une confédération pour trois ans, dont les membres s'engagèrent à mettre sur pied une armée de 40,000 hommes, et à maintenir de toute manière les traités de paix existants contre les usurpations de la France. Louis XIV protesta contre cette coalition, se plaignit de ce que l'Empereur lui enlevait tous ses alliés et n'attendait que la fin de la guerre turque pour traiter hostilement la France, invoqua, en janvier 1687, avec une feinte résignation l'entremise du souverain pontife, et s'offrit à convertir la trêve, conclue pour vingt ans à Ratisbonne, en une paix perpétuelle; mais il exigea, jetant ici le masque, comme première condition, que tous les pays enlevés jusqu'alors par la réunion, fussent pour jamais cédés à la France.

Après la mort de l'électeur Maximilien de Cologne (le 3 juin 1688), Louis XIV chercha à promouvoir à cette dignité le coadjuteur et évêque de Strasbourg, le cardinal de Furstenberg, entièrement dévoué à la France. Mais l'Empereur et l'Empire, comme aussi le pape Innocent XI, soutenaient le prince bavarois Joseph-Clément, évêque de Ratisbonne et de Frisingue. L'élection s'étant faite le 19 juillet, il se trouva que les suffrages étaient partagés entre les deux candidats. Mais le pape et l'Empereur décidèrent en faveur du prince de Bavière qui fut admis, le 11 décembre, au Collège électoral. Furstenberg avait occupé Bonn, Kaiserwerth, Rhinberg, Neuss et autres endroits avec des troupes françaises, tandis que Cologne avait reçu dans ses murs quelques mille hommes, envoyés par l'électeur de Brandebourg et le comte palatin de Neubourg, pour former la garnison de la ville archiépiscopale. Alors la France déclara la guerre à l'Empereur et à l'Empire, et la justifia le mieux qu'elle put dans un manifeste, publié le 24 septembre 1688. Dès le lendemain l'armée française, commandée par le Dauphin, marcha vers le Rhin et occupa Kaiserslautern, Spire, Worms, Mayence, Trèves, Heilbron, assiégea Philipsbourg, Heidelberg, Mannheim et Frankenthal, et força ces places à se rendre. Seulement devant Coblençe les Français furent repoussés. Ensuite un corps français pénétra en Franconie et en Souabe, ravagea ces contrées et occupa Stuttgart, dont les murs furent en partie renversés. Dans le même temps Louis XIV s'était engagé dans une guerre avec tous ses autres voisins, savoir avec les Hollandais, parce qu'ils avaient placé, par leurs forces de terre et de mer, la Maison d'Orange sur le trône d'Angleterre; avec le nouveau roi d'Angleterre, Guillaume III d'Orange lui-même, et avec l'Espagne; en sorte qu'il était très-présumable que l'armée germanique parviendrait sans peine à chasser les

ennemis du territoire de l'Empire. Mais la France eut recours à un moyen fort cruel, pour empêcher les Allemands de s'avancer au Rhin. Un ordre du roi, signé par le ministre Louvois, enjoignit aux Généraux français de tout réduire en cendres dans les pays allemands occupés par leurs troupes. Cet ordre barbare ne fut que trop fidèlement exécuté. Un grand nombre de villes, nommément Heidelberg, Manheim, Offenbourg, Kreuzenach, Germersheim, Bade, Radstadt, Spire, Worms et autres, et plusieurs centaines de villages furent pillés, les habitants maltraités, les ouvrages de fortification détruits et les maisons livrées aux flammes. Cependant cette dévastation, aussi atroce qu'impolitique, loin de produire l'effet que le gouvernement français s'en était promis, fut un puissant aiguillon, pour animer les peuples d'Allemagne non-seulement à garantir leurs propres foyers d'un sort pareil, mais à venger encore le traitement affreux fait à leurs concitoyens innocents. L'Empereur conclut plusieurs nouvelles alliances avec différents princes, savoir avec l'électeur de Bavière (le 4 mai), avec celui de Saxe (12 mai), avec les États-Généraux (le même jour), qui promirent aussi à l'Empereur de soutenir son droit de succession en Espagne, en cas que le roi Charles II vînt à mourir sans laisser d'enfants. Le roi d'Angleterre (20 décembre 1689), le duc de Savoye (4 juin 1690), et le roi d'Espagne même (6 juin 1690), accédèrent à ce traité avec la Hollande, parce que Louis XIV avait déjà alors laissé apercevoir l'intention de placer un de ses petits-fils sur le trône d'Espagne. Le roi de Danemark s'obligea, le 15 août 1689, à fournir un secours de 7000 hommes à l'Angleterre.

L'électeur Frédéric III de Brandebourg avait, vers le milieu du mois de mars 1689, effectivement commencé les hostilités sur les territoires de Liège et de Cologne, et

après avoir vaincu les Français près de Neuss, il les avait expulsés, au mois de mai, de toutes les places de cette contrée. Le duc Charles de Lorraine, qui commandait en chef l'armée impériale et germanique réunie, forte de 60,000 hommes, reprit Mayence, le 11 septembre 1689, et l'électeur de Brandebourg se rendit maître de Bonn, le 12 du mois suivant.

En hiver 1689-1690, les électeurs de l'Empire élurent, le 24 janvier à Augsbourg, le roi *Joseph de Hongrie roi des Romains*, qui fut couronné le 26 janvier dans la même ville.

Le duc Charles de Lorraine <sup>1)</sup> étant mort le 18 avril 1690 à Wels, l'électeur Maximilien II Emmanuel de Bavière prit le commandement de l'armée germanique, qui comptait alors 70,000 combattants. Dans les Pays-Bas, le maréchal de Luxembourg remporta, le 1 juillet près de Fleurus, la victoire sur l'armée combinée d'Angleterre, de Hollande et d'Espagne, sous les ordres du prince de Waldeck. Comme cette défaite obligea l'électeur de Bavière à détacher une partie de ses troupes, pour renforcer les alliés dans les Pays-Bas, il ne put ni exécuter l'attaque qu'il voulait entreprendre sur Huningue, ni empêcher le Dauphin de franchir le haut Rhin. Cependant les deux armées se mirent en quartiers d'hiver, sans avoir livré aucun combat important. Louis XIV avait envoyé contre le duc de Savoye un corps d'armée, sous le général Catinat qui défit le duc, le 18 août, dans le voisinage de Staf-

<sup>1)</sup> Ce prince, placé par ses vertus et ses talents au rang des plus grands hommes que son siècle ait produits, fut vivement regretté de toute l'Allemagne, et de la Maison d'Autriche en particulier, dont il était le plus fidèle allié et le plus vaillant défenseur. Son ennemi même, Louis XIV, ne put s'empêcher de faire son éloge. En apprenant la mort du duc, il dit que la moindre qualité de Charles était celle de prince, et qu'il avait eu en lui le plus redoutable, le plus sage et le plus généreux de ses adversaires.

farda, et s'empara d'une grande partie de la Savoye et du Piémont.

Au mois de mars 1691, le grand conseil de guerre des alliés, tenu à la Haye, prit la résolution d'employer 120,000 hommes contre la France; mais Louis XIV ne laissa point aux alliés le temps d'exécuter leur dessein. Il conquit, le 9 avril, Mons et ensuite tout le Hainaut. Cependant le roi Guillaume d'Angleterre, qui commandait l'armée alliée en Flandre, arrêta les progrès de l'ennemi. L'armée de l'Empire, dont Jean-Georges III de Saxe était alors le chef principal, passa, le 8 juillet, le Rhin et alla camper près de Frankenthal et d'Oberrhein; de Lorges avec les Français était placé derrière les lignes de la Queich. Inactifs et désunis entre eux, les Généraux allemands n'empêchèrent point de Lorges d'entreprendre une expédition au delà du Rhin près de Philipsbourg, et de piller Durlach, Pforzheim et Reutlingen. L'armée germanique marcha enfin, le 5 août, sur la rive droite du Rhin, et repoussa les Français jusqu'à Fort-Louis. En Italie, Catinat avait pris Nice et Carmagnole, et menaça Turin. Mais Cunéo qu'assiégeaient les Français, fut délivré par le général impérial *prince Eugène de Savoye* <sup>1)</sup>. L'élec-

<sup>1)</sup> *François-Eugène de Savoye*, petit-fils de Charles-Emmanuel le-Grand et fils d'Eugène-Maurice de Savoye, comte de Soissons, et d'Olimpe Mancini, nièce du cardinal Mazarin, naquit à Paris en 1663. D'abord destiné à l'état ecclésiastique, il demanda à Louis XIV une compagnie de cavalerie. Cette charge lui ayant été refusée, parce que le ministre Louvois était l'ennemi de sa famille, il entra, après des offenses réitérées, en 1683 au service de l'Empereur en qualité de volontaire pour combattre les Turcs. Le prince de Bade, qui prévoyait dès lors ce qu'Eugène serait un jour, le présenta à l'empereur Léopold en lui disant : *Sire, voici un jeune Saroyard que j'ai l'honneur de recommander à Votre Majesté, et qui m'a l'air d'égal, avec le temps, tout ce qu'il y a eu jusqu'aujourd'hui de grands capitaines.* Le monarque fit au jeune prince un accueil fort gracieux et lui donna, au lieu de la compagnie qu'il n'avait pu obtenir en France, un régiment de dragons. Lorsque

teur de Bavière arriva en automne avec 20,000 hommes en Piémont, et reconquit Carmagnole. Le duc de Savoye avait déjà auparavant commencé des négociations avec la France, qui toutefois furent rompues après cet heureux événement. Catinat acheva par la prise de Montmélian la conquête de la Savoye.

En été 1692 les Français s'emparèrent de Namur et défirent, le 3 août près de Steenkerken, le roi d'Angleterre et l'électeur de Bavière qui, en décembre 1691, avait été nommé gouverneur-général des Pays-Bas espagnols. En revanche les Anglais et les Hollandais détruisirent, le 29 mai près de la Hogue, la flotte française, qui voulait faire une descente en Angleterre et rétablir Jacques II sur le trône. L'armée de l'Empire avait alors pour général en chef le margrave Chrétien-Ernest de Baireuth, qui laissa passer tout l'été sans tenter une attaque contre le général français de Lorges, bien que ce dernier lui fût beaucoup inférieur en forces. Au commencement de septembre, le margrave et le landgrave de Hesse-Cassel, qui s'était joint à lui, passèrent le Rhin près de Manheim; mais ils n'osèrent pas attaquer les Français dans la position qu'ils occupaient sur les bords de la Speyerbach. Le margrave repassa bientôt le fleuve et retourna à Manheim; le landgrave se dirigea vers Kreutznach, et fit le siège d'Ebernbourg. De Lorges alors traversa également le Rhin près de Fort-Louis, et enleva Pforzheim. Le margrave avait envoyé le duc Frédéric-Charles, administrateur de Wurtemberg avec 4000 hommes au secours de cette place; mais le duc fut surpris, le

Louis XIV apprit qu'Eugène était allé servir l'Empereur, il dit en souriant à ses courtisans: *Ne trouvez-vous pas que j'ai fait là une grande perte?* Mais lorsqu'il vit le *petit abbé de Savoye*, comme il appelait le prince Eugène, à la tête de l'armée impériale, couvert de lauriers, il regretta trop tard d'avoir rebuté le jeune héros.

17 septembre près d'Oettisheim, et fait prisonnier. De Lorges s'étant approché au mois d'octobre d'Ebernbourg, le landgrave se retira également sur la rive droite du Rhin. Le 1 janvier 1693, le landgrave dégagea la forteresse de Rhinfels, dont le général français Tallard faisait le siège. — Le duc de Savoye pénétra, au mois d'août, en Dauphiné, s'empara d'Embrun, et après avoir ravagé le pays, il retourna en Piémont.

L'Empereur avait conclu, le 22 mars 1692, avec les ducs de Brunswick-Lunebourg une alliance, par laquelle ces princes s'engageaient à fournir, outre leur contingent ordinaire, encore deux à trois mille hommes contre les Français, et à soutenir aussi l'Empereur dans la guerre turque par un corps auxiliaire de 6000 hommes et une somme de 500,000 florins. En retour Léopold créa une *neuvième dignité électorale* en faveur de la Maison de *Brunswick-Lunebourg*. Dans un traité particulier, signé le même jour, les ducs assurèrent à la Maison d'Autriche leur secours d'armes pour maintenir la succession d'Espagne, et leur suffrage dans la future élection d'un empereur. Cette élévation de la Maison de Brunswick trouva une forte opposition dans le Conseil des électeurs, mais encore davantage dans celui des princes de l'Empire, et cette nouvelle dignité électorale ne fut reconnue par les Puissances étrangères que bien des années après, au congrès de Ryswick, et par les États de l'Allemagne plus tard encore. Dans une convention, faite le 2 février 1693, l'électeur Jean-Georges IV de Saxe s'obligea à joindre 12,000 hommes de ses troupes à l'armée impériale du Rhin.

Louis XIV, las enfin de faire la guerre à tant de Puissances à la fois, offrit en secret la paix et un accommodement tour à tour au duc de Savoye, à l'Empire germanique, à l'Empereur, aux rois d'Espagne et d'Angle-

terre, et à la république de Hollande. Mais il se montrait en même temps si peu disposé à renoncer à ses conquêtes, qu'aucune de ces Puissances n'écouta ses propositions. Les hostilités furent continuées fort activement pendant ces négociations. L'Empereur conféra le commandement en chef de l'armée du Rhin au prince Louis de Bade. Ce Général choisit avec son armée, à peine forte de 30,000 hommes, une excellente position près de Heilbron, et fit fortifier cette ville et le camp. Vers le milieu de mai, l'armée française, sous le maréchal de Lorges, passa le Rhin, enleva par surprise Heidelberg, et s'avança en juillet vers Heilbron; mais n'osant pas attaquer cette forte position, il marcha par le pays de Wurtemberg dans la Hesse, où il conquit Zwingenberg et rançonna Darmstadt. Après que le Dauphin eut rejoint avec 15,000 hommes cette armée, de Lorges se dirigea encore une fois vers Heilbron. Mais, comme dans le temps intermédiaire le prince Louis avait été considérablement renforcé par des Hessois, des Palatins, des Brandebourgeois et des Saxons, de Lorges se vit obligé de renoncer à son dessein et de repasser le Rhin. Dans les Pays-Bas, les Français se rendirent maîtres de Furnes, de Dixmude, de Huy, et enfin de Charleroi, après qu'ils eurent vaincu le roi Guillaume d'Angleterre près de Neerwinden, le 29 juillet 1693. En Italie, le duc de Savoye fut défait par Catinat près de Marsaglia, le 4 octobre de la même année.

L'année suivante, au mois de juin, le prince de Bade repoussa glorieusement, dans la position près Heilbron, l'attaque du maréchal de Lorges, qui avait passé le Rhin près de Philipsbourg, ensuite celle que le Dauphin entreprit avec la force principale, poursuivit en septembre les Français au delà du Rhin, mais se retira, après huit jours, de nouveau dans son ancienne position. Dans les Pays-Bas,

les alliés reconquirent, le 30 septembre, la ville de Huy. En Italie, le duc de Savoye, qui avait entamé en secret des négociations avec la France, resta dans une inaction complète. La flotte batavo-anglaise avait bombardé les ports français de Dieppe, de Havre de Grâce, de Dunkerque et de Calais. Le nouvel électeur de Saxe, Frédéric-Auguste avait, le 2 juin 1694, renouvelé l'alliance, faite par son frère avec l'Empereur. Le 10 décembre de la même année, il fut conclu un traité entre ce monarque et l'électeur Frédéric de Brandebourg. Ce prince restitua le cercle de Schwibus en Silésie à l'Empereur, qui lui donna en retour 100,000 écus, le reconnut pour duc souverain de Prusse, et lui concéda l'expectative de la seigneurie de Limbourg, ainsi que de la principauté d'Ost-Frise. La grande ligue de 1689, dans laquelle entra aussi, le 18 mars 1695, l'évêque de Munster, fut renouvelée, le 8 août à la Haye, par l'Empereur et la Hollande. Bientôt après, les rois d'Espagne et d'Angleterre, les ducs de Lorraine, de Savoye et de Brandebourg accédèrent à cette coalition. Le 24 janvier 1697, les six cercles de l'Empire : la Bavière, la Souabe, la Franconie, le Haut-Rhin, le Palatinat du Rhin et la Westphalie, formèrent une association pour leur défense réciproque, et s'unirent pour mettre et tenir sur pied une armée permanente, qui devait consister en 60,000 hommes pendant cette guerre, et en 40,000 hommes après la conclusion de la paix. Les campagnes de 1695 et 1696 ne furent marquées par aucun événement important. À quelques escarmouches et petits combats près, les armées de France, comme celles des alliés, restèrent constamment dans l'inaction, sans chercher à rien entreprendre l'une sur l'autre.

Le roi de France, forcé de charger ses peuples de nouveaux impôts pour continuer la guerre, et désirant d'ailleurs avoir quelque loisir pour se préparer en repos

à l'exécution des vastes projets qu'il avait formés sur l'Espagne, s'efforça sérieusement à terminer cette querelle si longue et si opiniâtre. Par conséquent il commença par faire une paix séparée avec le duc de Savoie. Par le traité, signé à Turin le 29 août 1696, le roi Louis XIV rendit au duc les forteresses qui lui avaient été enlevées, et lui céda la ville et le territoire de Pignerole. La princesse Marie-Adélaïde, fille aînée du duc de Savoie, fut mariée au duc Louis de Bourgogne, l'aîné des petits-fils du roi de France.

Pendant qu'on entamait aussi des négociations avec les autres Puissances, relativement à une paix générale, les hostilités furent continuées de toutes parts. Les Français conquièrent Ath en Hainaut et Barcelone en Catalogne. Le prince de Bade qui, faute d'argent et de vivres, se vit pendant longtemps hors d'état de tenter quelque opération importante, franchit enfin, vers la fin du mois d'août, le Rhin près de Mayence, et se rendit maître d'Ebernbourg; ensuite il se dirigea sur Kyrn; mais il fut interrompu, le 27 septembre, dans sa marche par l'annonce qu'une suspension d'armes venait d'être conclue.

Sous la médiation de la Suède, un congrès avait été formellement ouvert, le 9 mai 1697, au château de Nieu-bourg près du village de Ryswick, entre la Haye et Delft. Les envoyés de l'Empereur, des rois de France, d'Espagne et d'Angleterre, de la Hollande et de l'Empire germanique y étaient assemblés. La principale difficulté était, que Louis XIV voulait qu'on prît la paix de Nimègue pour base des traités, tandis que l'Empereur et l'Empire exigeaient que ce fût la paix de Westphalie. Mais ces derniers restèrent seuls contre la France, attendu que la Hollande, l'Angleterre et l'Espagne avaient déjà signé, dès le 20 septembre 1697, des traités de paix séparés. La France rendit à ces trois Puissances toutes

les places et tous les territoires, conquis ou occupés par les réunions depuis la paix de Nimègue. Elle reconnut aussi Guillaume III pour roi légitime d'Angleterre, et promit de ne plus prêter aucun secours aux Stuarts pour reconquérir les îles britanniques.

L'Empereur et l'Empire conclurent alors, le 22 septembre 1697, un armistice, et dès le 30 du mois suivant la paix avec la France fut également signée. Cette Puissance restitua à l'Empereur et à l'Empire les conquêtes qu'elle avait faites en Allemagne dans la dernière guerre, comme aussi les villes et les districts qu'elle s'était appropriés, hors de l'Alsace, en vertu des jugements rendus par les Chambres de réunion, leur abandonna les forteresses de Kehl et de Philipsbourg, céda Fribourg et Brisac à la Maison d'Autriche et eut en revanche Strasbourg et le territoire de cette ville situé sur la rive gauche du Rhin. Le duc Léopold de Lorraine fut également rétabli dans la possession de ses États héréditaires; mais on stipula en même temps, que les fortifications de Nancy, de Bitsch et de Hombourg seraient démolies; que Saarlouis et Longwy seraient laissés à la France par échange contre d'autres domaines, et qu'on accorderait aux troupes françaises le libre passage par la Lorraine. Ce traité de paix fut ratifié par l'Empereur et l'Empire, le 12 décembre de l'année 1697.

Le sultan Soliman III avait, au commencement de 1689, offert la paix à l'Empereur, et consenti à le laisser en possession de toutes les conquêtes faites en Hongrie et en Transylvanie. Il insistait seulement sur la restitution de la forteresse de Belgrade, pour laquelle il offrit Témesswar en échange. Mais l'Empereur exigea pour Belgrade toute la Valachie. Cette demande et les conditions outrées que firent le roi de Pologne et la république de Venise, mirent fin aux négociations et rallumèrent le feu de la

guerre. Le margrave Louis de Bade prit le commandement de l'armée impériale. Quoique celle-ci eût été fort affaiblie par le départ d'un grand nombre de troupes pour le Rhin, ce vaillant prince conquit néanmoins, dès le 15 janvier 1689, la forteresse de Szigeth, vainquit, au mois d'août, le sérasquier <sup>1)</sup> ottoman en Serbie près de Pata-sch, sur le chemin de Nissa, défit cette armée une seconde fois le 25 septembre, enleva Nissa, et au mois d'octobre Widdin. Le lieutenant-général Piccolomini se répandit de Nissa à droite par Fétislava, Novibazar et Kossovo, jusqu'à Pristina, et gagna si bien les Serbes et une partie des Albanais, qu'ils se montrèrent disposés à prendre les armes contre les Turcs. La mort de Piccolomini à Pristina interrompit les progrès de ces négociations importantes, et le duc Charles de Holstein, qui le remplaça dans le commandement, ne sut point inspirer la même confiance à ces nations.

Le général Hæussler avait hiverné avec un corps de troupes dans la Valachie. Mais une armée turco-tatare ayant anéanti le corps du général Strasser, le 1 janvier 1690, près de Katzianeck, Hæussler se vit également contraint de se retirer en Transylvanie. Le 9 avril, Cannis-sa fut réduit par les Impériaux, qui investirent ensuite le Grand-Waradin. Le vieux prince Apaffi mourut le 14 avril. Le grand vizir Mustapha Kuprogli effectua que Tékély fût nommé par le sultan prince de Transylvanie et envoyé avec 16,000 Turcs dans ce pays. Le général Hæussler voulut lui en disputer l'entrée; mais il fut vaincu, le 21 août, entre Zerness et Tobau, par Tékély, qui avait pénétré en Transylvanie par le défilé de Terzbourg, et tomba au pouvoir de l'ennemi <sup>2)</sup>. Le 12 septembre, Tékély

<sup>1)</sup> Général d'armée ou commandant.

<sup>2)</sup> Ce Général fut échangé quelque temps après contre la comtesse Tékély, qui alla rejoindre son époux.

prit dans le village de Grossau possession de la principauté. À la nouvelle de ces événements, le margrave de Bade, qui jugeait la conservation de la Transylvanie préférable à celle de la Serbie, quitta au mois d'août cette dernière province, et se joignit à l'armée principale en Hongrie. Il fit couvrir la haute Hongrie par le général Nigrelli dans la position près de Szolnok, marcha en Transylvanie et força Tékély à se retirer en Valachie. Alors le grand vizir, n'ayant plus d'autre adversaire que le général Vétéran, que le margrave avait laissé avec un corps de troupes en Serbie, se présenta devant Nissa qui ne tint que peu de jours. Il reprit avec la même facilité Widdin et les autres places de la Serbie. Les Turcs, ayant tenté de pénétrer en Transylvanie près de Clausenbourg, reculèrent, il est vrai, devant la force supérieure du margrave de Bade, mais ils ne s'en rendirent pas moins maîtres de Lippa, de Lugos, de Caransébès, et dégagèrent en outre le Grand-Waradin, assiégé par les Impériaux. Pendant ce temps-là, le margrave de Bade revenait en toute diligence de la Transylvanie, espérant arriver à temps pour dégager *Belgrade*, investi par les Ottomans. Mais cette forteresse importante s'était déjà rendue, le 8 octobre, après une faible résistance. Après avoir pris dans le cours du même mois Orsova, Brod, Posséga et Vélika, les Turcs entreprirent une attaque sur Essek ; mais ils furent repoussés par le général de Starhemberg. Le margrave de Bade, n'ayant pu sauver *Belgrade*, s'était dirigé vers Essek, déterminé à livrer bataille aux Turcs, mais ils ne l'attendirent point et se retirèrent, au commencement du mois de novembre, avec la plus grande précipitation, sous prétexte qu'il était temps d'entrer en quartiers d'hiver <sup>1)</sup>. Lorsque les troupes impériales furent obligées

<sup>1)</sup> Les Turcs sont dans l'usage de ne pas tenir la campagne au delà des premiers jours de novembre.

d'abandonner la Serbie, trente mille familles serbiennes et albanaises les suivirent, et furent établies en Sirmie et en Esclavonie. Des octrois impériaux leur assurèrent en 1690 et 1691 l'exercice libre de leur rit grec.

L'année suivante (1691), le grand vizir, que Tékély était venu rejoindre avec ses troupes, après avoir fait d'inutiles efforts pour rentrer en Transylvanie, passa la Save près de Belgrade, sur la fin de juillet. Il vint se poster dans un endroit presque inaccessible, à peu de distance du camp des Impériaux. Profitant de sa supériorité, il envoya des détachements considérables sur les derrières de l'armée chrétienne pour lui couper les vivres. Cette manoeuvre lui réussit à un tel point, que la disette la plus affreuse se fit sentir dans le camp des Impériaux. Dans cette perplexité, le margrave de Bade, qui continuait à commander l'armée impériale, assembla un Conseil de guerre, dont le résultat fut d'aller attaquer l'ennemi non-obstant l'avantage de sa position. L'action commença le 19 août 1691 près de Szalankamen, à trois heures après midi. Les Impériaux furent d'abord repoussés; mais la mort du grand vizir, qui fut tué dans le combat, ayant jeté la confusion parmi les Ottomans, les Chrétiens remportèrent une victoire complète. Lippa, puis Brod, Gradisca et autres forteresses en Esclavonie furent conquises, et le Grand-Waradin investi de nouveau. Vétéranis repoussa, au printemps, Tékély qui voulait pénétrer par le défilé de la tour rouge (*Rothenthurmpass*) en Transylvanie. *Soliman III* ayant cessé de vivre le 22 juin, son frère *Achmet II* le suivit sur le trône. Le général Hæussler se rendit maître du Grand-Waradin, le 5 juin 1692. Il fut secondé dans cette entreprise par des Heiduques et des Serbes. Le pacha de Belgrade réduisit la garnison impériale de la caverne vétéraniennne ainsi dite (*Veteranische Höhle*), sur la rive gauche du Danube,

à six lieues au-dessus de Neuf-Orsova. La force principale du margrave de Bade, qui ne s'était entièrement rassemblée qu'au mois de septembre, fut tenue dans l'inaction par les épidémies qui régnaient dans cette armée et faisaient chaque jour de plus grands progrès. En attendant, le margrave fit augmenter les ouvrages de fortification de Peter-Waradin.

Dans les mois d'avril et de mai 1693, l'Empereur régla définitivement, sur les propositions des États de la Transylvanie, les affaires de religion et de justice, l'administration civile intérieure, les Diètes, les contributions et impôts, l'occupation militaire, et les rapports des différentes tribus établies dans la principauté. Les Diètes suivantes s'occupèrent avec beaucoup d'activité à exécuter effectivement toutes ces dispositions. Le général Hæussler, qui commandait le corps d'armée impérial dans la haute Hongrie près du Grand-Waradin, conquit en été Jénö et Villagosvar. Le prince de Croy, général des Impériaux, commença, le 23 juillet, le siège de Belgrade. Les Turcs avaient depuis peu augmenté les fortifications de cette place, et elle était défendue par une garnison nombreuse, qui résista à tous les efforts que les Chrétiens firent pendant cinq semaines pour la réduire. Enfin le grand vizir, qui avait eu d'abord l'intention de marcher en Transylvanie, ayant changé de plan, et s'étant avancé vers Belgrade avec des forces supérieures, le prince de Croy se vit contraint de lever le siège et de se retirer sous le canon de Peter-Waradin. Dans cette année, de même que dans la suivante (1694), les troupes auxiliaires de l'Empire n'arrivèrent que vers la fin de la campagne en Hongrie. Le général Caprara commanda 1694 l'armée principale, qui ne comptait que 26,000 hommes. Le grand vizir la tint renfermée dans son camp près de Peter-Waradin jusqu'à la fin du mois de septembre. Les Im-

périaux prirent, dans les derniers jours de l'année, Gyula par famine.

Le sultan Achmet II étant mort le 27 janvier 1695, le jeune et vigoureux *Mustapha II* le suivit dans le gouvernement. L'électeur Frédéric-Auguste de Saxe fut investi du commandement général dans la haute Hongrie. L'armée impériale, qui ne fut rassemblée qu'au mois d'août entre Carlowitz et Peter-Waradin, se montait à 50,000 combattants. Vétéran avec un corps de 7000 hommes couvrait près de Caransébès la Transylvanie. Le sultan emporta en septembre Lippa d'assaut, et se posta ensuite avec sa force principale dans le voisinage de Témeswar, par où il menaçait Peter-Waradin et Titel. Le beglerbey de Rumélie, Mahomet Oglou, marcha contre la position de Peter-Waradin. L'électeur se borna à couvrir cette ville. Après la réduction de Lippa, 25,000 Turcs vinrent fondre, le 21 septembre, sur le général Vétéran qui, après avoir fait des prodiges de valeur, succomba enfin sous la supériorité du nombre. Il perdit la vie dans cette action. Ses principaux officiers et toute son infanterie éprouvèrent le même sort. Mais le général Truchsess avec la cavalerie se fit jour au travers des ennemis, et gagna la Transylvanie. Après cet événement, le sultan se mit en marche pour retourner à Adrianople. Une faction en Transylvanie chercha dans l'intervalle à placer le jeune *Apaffi* sur le trône de Transylvanie. Pour prévenir ces intrigues, une grande partie de l'armée impériale prit les quartiers d'hiver dans ce pays. L'année suivante, *Apaffi* fut appelé à Vienne, où il renonça ensuite à toutes les prétentions sur le gouvernement de la Transylvanie, et mourut 1713, sans laisser d'enfants.

La campagne de 1696 commença par des courses que fit Adam Bathiany, ban de Croatie, sur le territoire ottoman, et par les préparatifs de l'électeur de Saxe pour

le siège de Têmeswar. Mais le sultan accourut en personne au secours de cette place. Il offrit, le 29 août près d'Olaschin, la bataille à l'électeur, qui l'accepta. La cavalerie impériale fut fort maltraitée. L'infanterie combattit avec beaucoup de bravoure ; mais elle aurait probablement succombé sous les efforts de l'ennemi infiniment supérieur en nombre, si la nuit n'était venue mettre fin au combat. L'électeur se retira le jour suivant. Comme l'armée impériale reçut des renforts, le sultan, ne jugeant pas à propos de pousser plus loin ses opérations, cette année-ci, reprit la route de Constantinople, sans vouloir céder aux instances que Tékély lui fit d'attaquer la Transylvanie. L'électeur Frédéric-Auguste de Saxe remit alors le commandement au général Caprara et fut élevé, le 15 septembre, par l'élection des États sur le trône de Pologne.

Dans l'année 1697, des partisans de Tékély suscitèrent des troubles dans plusieurs contrées de la Hongrie, surtout dans les comitats arrosés par la Teisse. Les révoltés surprirent Patak et Tokai, et firent main basse sur les garnisons allemandes de ces places. Mais ils furent bientôt attaqués et dispersés par plusieurs divisions de troupes impériales. Cette sédition apaisée, le *prince Eugène de Savoie*, à qui l'Empereur avait confié le commandement en chef, rassembla son armée, forte d'environ 50,000 hommes et vint occuper le fameux camp de Péter-Waradin. Tékély ayant fortétement pressé le sultan de passer la Maros et d'assiéger le Grand-Waradin dont la prise lui aurait facilité la conquête de la Transylvanie, le Grand-Seigneur prit la route de Szégédin, en remontant la Teisse. Arrivé à la hauteur de Zenta, il fit jeter un pont sur la rivière, et la fit traverser par la plus grande partie de son armée. Le prince Eugène, qui observait tous les mouvements de l'ennemi, s'apercevant de la faute que venait de faire le sultan en partageant ses forces, at-

taqua, malgré la défense expresse que l'Empereur lui avait faite, le 11 septembre l'armée ottomane, campée en deça de la Teisse, persuadé que son succès lui ferait pardonner sa désobéissance. Il força les retranchements des Turcs et en fit un carnage affreux. Le grand vizir, l'aga des Janissaires, un grand nombre de pachas et trente mille Turcs périrent dans cette journée. La victoire fut d'autant plus complète que la perte des Impériaux, selon le rapport des différents historiens, n'excédait pas mille hommes. Mustapha II se réfugia à Belgrade. Son artillerie, ses bagages, sa caisse militaire, furent la proie des Impériaux. Après cette victoire éclatante, le prince Eugène fit une grande excursion en Bosnie, où il s'empara de plusieurs châteaux, pillà et brûla Sarajévo, capitale du pays. Il abandonna ensuite cette contrée, et après avoir distribué ses troupes dans les quartiers qu'elles avaient occupés l'hiver précédent, il partit pour Vienne. Léopold le reçut d'un front sérieux; et à peine Eugène fut-il rentré chez lui, que le comte de Schlick vint lui demander son épée. „La voici, répond le prince avec un sourire noble; elle est encore fumante du sang des ennemis. Portez-la à l'Empereur et dites-lui que je consens à ne la reprendre jamais, si ce n'est pour lui rendre de nouveaux services.“ Cependant le Conseil s'assemble. Le comte Caprara et tous ceux qui sont envieux de la gloire du héros, demandent qu'on lui fasse son procès, pour avoir enfreint les ordres du Souverain. Tous parlent de sa désobéissance, aucun de sa victoire. Mais l'Empereur répondit: „À Dieu ne plaise que je traite comme un malfaiteur un prince, par qui le Ciel m'a comblé de tant de faveurs,“ Eugène fut non-seulement renvoyé absous, mais Léopold lui donna les plus grands éloges, et lui continua le commandement de son armée avec la liberté d'agir comme il le jugerait à propos.

La Porte Ottomane, que les derniers revers avaient rendue plus traitable, ayant accepté l'entremise que l'Angleterre et la Hollande lui avaient offerte pour rétablir la paix, on ouvrit, en octobre 1698 à Carlowitz, des conférences, auxquelles assistèrent les ambassadeurs d'Autriche, de Pologne, de Russie, de Venise, de Turquie, comme aussi les ministres d'Angleterre et de Hollande, ces derniers comme médiateurs. Le 26 janvier 1699, on signa une paix de vingt-cinq ans. La possession de la *Transylvanie* <sup>1)</sup> et de tous les districts, qui en dernier

<sup>1)</sup> Comme depuis la paix de Carlowitz la Transylvanie resta réunie pour toujours à la couronne d'Autriche, je donne ici, conformément au plan de cet ouvrage, une courte notice de ce pays depuis les temps primitifs jusqu'à l'époque où son histoire se lie à celle de Hongrie. La *Transylvanie* appartenait du temps des Romains à la *Dacie*, conquise par l'empereur Trajan. Au déclin de l'Empire romain, cette contrée servit successivement de gîte aux Huns, aux Ostrogoths, aux Gépides et aux Lombards, jusqu'à ce que les Bulgares et les Avars se rendirent maîtres du pays. Dans le VI<sup>ème</sup> siècle les Petschenègues, alliés avec les Bulgares, enlevèrent la Transylvanie aux Avars et divisèrent ce pays, auquel appartenaient aussi la Moldavie, la Valachie et une partie de la Hongrie, en trois provinces dont une, appelée *Erdem* ou *Erdély*, comprenait la Transylvanie. En 894, les Petschenègues, sous Léontin, furent vaincus par Arpad et poussés dans les montagnes frontières à l'orient du pays, où ils s'établirent, et où leurs descendants, sous le nom de *Szeklers*, se sont maintenus jusqu'à ce jour. Les Hongrois subjuguèrent peu à peu les Petschenègues, et partagèrent le pays en différentes provinces, auxquelles furent préposés des *vayvodes*, qui se rendirent bientôt indépendants des *vayvodes* supérieurs. L'un d'entre eux, *Giata* l'aîné, régnait sur la province ou *vayvodie* de Gyla dont la Transylvanie faisait aussi partie. Il adopta le Christianisme; mais *Giata* le cadet, son cousin et successeur, l'extirpa de nouveau. Par cette raison, le roi Étienne I de Hongrie le combattit (1008), le fit prisonnier avec ses fils, lui enleva ses trésors et réunit le pays à la Hongrie. En 1089 les Cumans envahirent la Transylvanie, conquirent et ravagèrent le pays; mais l'année suivante, le roi Ladislas vainquit et extermina leur armée. Peu de temps après, le roi ou prince des Cumans ayant voulu faire valoir ses droits sur la possession de la Transylvanie, fut défait et forcé à embrasser la religion chrétienne, comme aussi de reconnaître la suzeraineté du royaume de Hongrie. Les Petschenègues possédaient la partie du

lieu étaient encore réunis à ce pays, fut assurée à l'Empereur, et celle du *district de Têmeswar*, entre la Teisse,

nord-est de la Transylvanie, qu'ils avaient divisée en huit cercles ou Sièges (*Szeck*), d'où est provenu leur nom de *Szeklers*. La partie du nord-ouest du pays était entièrement déserte. Pour la peupler, le roi Geisa y appela en 1143 un grand nombre d'habitants de la Flandre et du Bas-Rhin, que des inondations effroyables avaient contraints de s'expatrier. Il leur concéda de grands privilèges et leur donna une constitution nationale particulière, ainsi que des terres et biens-fonds libres. Mais, comme ces colons ne s'entendaient point à l'exploitation des mines, on en aura, par cette raison, probablement fait venir aussi de la haute Saxe et surtout de la Thuringe, d'où plus tard tous les Allemands établis en Transylvanie reçurent le nom de *Saxons*. Ces nouveaux habitants cultivèrent les champs, les vignes et les mines avec tant de diligence, que le pays devint bientôt très-florissant. Ils y bâtirent plusieurs places fortes, nommément Medwis 1146, Muhlbach 1150. Hermanstadt 1160, Schæzbourg 1168, Clausenbourg 1178, Bross et Reismark 1200, Cronstadt 1203, Bistriz 1206. Les *Szeklers* obtinrent également une constitution convenable à leurs moeurs et à leurs usages. Ils étaient chargés de la défense des frontières, et obéissaient à des chefs particuliers de leur nation, appelés *Primores*; une seconde classe étaient les *primipili*, qui formaient la basse Noblesse; la troisième classe était celle des plébéiens, qu'on nommait aussi *Darabantes* (*Trabans*). Leurs juges et leurs capitaines étaient nommés par le roi. La justice chez les Saxons fut au commencement administrée dans sept Sièges ou juridictions; c'est de là, et non de la montagne dite *Siebengebirge* près Bonn, comme quelques-uns se l'imaginent, que le pays fut appelé en allemand *Siebenbürgen*. Le nom latin de *Transylvania* (auparavant *Terra ultra silvas, Partes transilvaniae*), lui fut donné depuis le XII<sup>ème</sup> siècle par ses voisins, les Hongrois, à cause des vastes forêts qui le séparent de la Hongrie. Le comte supérieur de Hermanstadt, que la nation choisissait elle-même, était le juge suprême; le vayvode royal n'avait que le commandement général de l'armée, et ne pouvait s'arrêter dans le pays qu'en temps de guerre et à des jours fixés. La prospérité dont jouissait depuis un siècle la Transylvanie, fut interrompue par l'invasion que fit en 1240 Kadan, kan des Mogols. À la vérité les Transylvains se défendirent courageusement dans leurs villes fortes et châteaux; mais le plat pays fut ravagé de la manière la plus cruelle par les ennemis, qui égorgèrent ou emmenèrent en esclavage un grand nombre d'habitants. — Indépendamment des *Szeklers* et des *Saxons*, plusieurs autres peuples différents habitent la Transylvanie. Ce sont des *Hongrois*, des *Valaques*, des *Bulgares*, des *Arméniens*, des *Grecs*, des *Serbiens*, des *Polonais*, des *Juifs* et des *Zigains* ou *Zinganes*. Parmi les nations les plus

la Maros et le Danube, confirmée aux Turcs. On interdit à Tékély et à ses adhérents, encore émigrés, le retour

anciennes, les Valaques occupent le premier rang\*). On peut les évaluer à plus de la moitié des habitants de la Transylvanie; sous le rapport du nombre, les Szeklers sont au second, les Saxons au troisième et les Hongrois au quatrième rang. Les autres nations sont peu nombreuses. Tous ces différents peuples, quoique habitants des mêmes contrées, souvent des mêmes villages, vivent isolés les uns des autres et n'ont de commun dans le caractère que la persévérance opiniâtre avec laquelle chacun reste invariablement attaché aux coutumes, au genre de vie et aux préjugés nationaux qui les distinguent. Quoique les vayvodes de Transylvanie n'eussent que peu d'autorité dans le pays même, ils étaient cependant fort puissants par les grands biens et domaines qu'ils possédaient ailleurs, ainsi que par leur position, comme gardes et défenseurs des frontières, et devinrent souvent dangereux au pouvoir royal. On a vu dans le cours de cette histoire, que le vayvode *Ladistus Apor* poussa la hardiesse jusqu'à faire prisonnier Othon-Béla de Bavière, élu roi de Hongrie, lorsque ce prince vint 1310 en Transylvanie, et lui enlever les insignes royaux, qu'il ne rendit qu'après que le pape l'eut excommunié et eut mis la Transylvanie en interdit. À l'avènement du roi Louis I de Hongrie (1342), le vayvode *Thomas*, à qui les franchises des Transylvains causaient du dépit, porta plainte contre les Saxons qu'il accusait de refuser le payement des impôts, et d'être rebelles à leur Souverain. Le roi Louis, ajoutant foi à ce rapport, marcha avec une armée en Transylvanie; mais n'ayant trouvé nulle part ni opposition, ni désobéissance, il confirma les droits et privilèges du pays, et y établit un autre vayvode. Deux ans après, ce monarque nomma son frère *Étienne* duc de Transylvanie. Les peuples de cette contrée rendirent au roi Louis des services fort essentiels dans ses expéditions militaires, et se distinguèrent par leur fidélité et dévouement; c'est pourquoi ce prince sanctionna de nouveau et augmenta leurs droits et franchises. Lorsque le roi Sigismond, après la mort de son épouse Marie, eut pris le gouvernement en Hongrie, les magnats mécontents lui opposèrent un rival dans la personne de Ladislas de Naples. Comme le vayvode *Stibor* de Transylvanie resta fidèle au roi Sigismond, ce monarque confirma 1403 aux Transylvains tous leurs privilèges. Bientôt après, les Turcs firent en 1421 et 1433 leurs premières invasions en Transylvanie, et avec eux parurent les *Zigains* ou *Zinganes*, qui depuis lors sont restés dans le pays. D'autres bandes de ce peuple errant et vagabond ne tardèrent pas à les suivre, et se répandirent en Hongrie, en Bohême, en Pologne, en Russie et dans les autres pays de l'Europe, où ils reçurent différents noms. En Russie on les appelle *Tschingáni*, en Turquie et en Perse

\*) Voir la note page 102, tome III.

dans le royaume de Hongrie, et la Porte se chargea de leur assigner une demeure dans des pays lointains. La république de Venise garda la plus grande partie de ses conquêtes en Morée et en Dalmatie. La Pologne recouvra la forteresse de Kamienieck en Podolie, et la Turquie renonça à toutes les prétentions sur l'Ukraine et à la suprême autorité sur les Cosaques.

La *ligne habsbourgeoise*, qui régnait en Espagne, était près de s'éteindre avec le roi Charles II, qui n'avait aucune postérité; ce riche héritage devait échoir à la *ligne allemande*, conformément aux anciens pactes de famille de la Maison d'Autriche. Cet accroissement de puissance donnait de l'ombrage aux autres potentats de l'Europe, surtout au roi Louis XIV qui, depuis quarante ans, faisait tous les efforts possibles pour empêcher cet agrandissement. Afin de se procurer une prétention apparente sur cette succession, il se maria en 1660 avec l'infante *Marié-Thérèse*, fille de Philippe IV et soeur aînée de Charles II. Nous avons vu, que déjà après la mort de son

*Zingari*, en Italie *Zingari*, en Espagne *Gitanos*, en Portugal *Ciganos*, en Allemagne *Zigeuner*. Tous ces noms ont la même tige, qui est *Zincali*, ce qui veut dire les gens noirs de Zing ou Ind. Il n'y a que les Anglais et les Français qui se sont écartés de cette étymologie; les premiers nomment les Zigains *Gypsies (Égyptiens)*, et les derniers leur donnent le même nom, mais plus souvent encore celui de *Bohémiens*, par la raison apparemment que la première bande de ce peuple nomade qu'ils ont connue, sera venue de l'Égypte et aura séjourné en Bohême avant de passer en France. Mais ce nom de *Bohémiens* dont les Français décoient les Zigains, est bien mal choisi; car outre qu'il n'y a jamais eu plus de Zigains en Bohême qu'en Transylvanie, en Hongrie, en Allemagne, en Italie &c., la susdite dénomination doit naturellement blesser les habitants indigènes de la Bohême, attendu que la plupart des écrivains français, au lieu de se servir du mot *Bohémes* pour désigner les peuples de ce royaume, les appellent également *Bohémiens*, et confondent ainsi cette laborieuse, loyale et vaillante nation avec l'oisive, vile et lâche race des Zigains. — Les événements et révolutions qui eurent lieu en Transylvanie depuis les premières incursions ottomanes, ont été rapportés dans le cours de cet ouvrage.

beau-père, Philippe IV († le 17 septembre 1665), il réclama les Pays-Bas espagnols, et arracha effectivement par le traité d'Aix-la-Chapelle (du 2 mai 1668) douze à quatorze places frontières de ces provinces. Lorsque dans la suite on était sûr que Charles II ne laisserait point d'enfants, Louis XIV manifesta l'intention de procurer, après la mort de ce prince, la succession espagnole au Dauphin.

L'empereur Léopold avait, comme le plus proche descendant mâle de *Philippe I*, archiduc d'Autriche et roi d'Espagne, un droit bien fondé sur ce royaume. Mais, comme la succession linéale cognatique, appelée autrement succession castellane, était établie en Espagne, et que par conséquent les infantes, à défaut d'héritiers mâles directs de la même ligne, recueillaient la succession, Léopold pouvait aussi prétendre à l'héritage en vertu de cette même loi. La fille aînée de Philippe III, *Anna-Marie*, avait épousé Louis XIII, et Louis XIV était son fils. La seconde fille de ce roi d'Espagne, *Marie-Anne*, avait épousé l'empereur Ferdinand III, père de Léopold. Mais l'infante *Anne* avait, avant son mariage, renoncé à la succession d'Espagne, laquelle renonciation avait été plus tard renouvelée et jurée tant par elle que par Louis XIII, et consignée par les suprêmes autorités de France et d'Espagne comme des lois fondamentales de ces royaumes dans les archives de l'État, tandis que la succession du royaume d'Espagne avait été positivement réservée à la jeune infante *Marie*, après l'extinction de ses neveux et de leurs fils, avant son mariage avec l'empereur Ferdinand III. Comme par conséquent la *reine Anne de France* ne possédait aucun droit à la succession d'Espagne, elle n'avait pas non plus celui de le transporter à Louis XIV. L'*impératrice Marie-Anne*, au contraire, étant investie d'un tel droit d'hérédité qui avait encore été

confirmé par le testament de Philippe III son père, ce droit passait naturellement à son fils, l'empereur Léopold.

Philippe IV eut également deux filles, qui se trouvèrent absolument dans le même cas que celles de Philippe III. L'aînée, *Marie-Thérèse*, était, comme il a été souvent remarqué, unie au roi Louis XIV; mais elle avait renoncé à la succession, et ne pouvait par conséquent pas la transmettre à ses descendants. Il en était tout autrement à l'égard de sa soeur, l'infante *Marguérite-Thérèse*; le droit d'hérédité avait non-seulement été réservé à cette princesse, mais elle-même avait encore été appelée à la succession par le testament de son père, le roi Philippe IV d'Espagne, qui excluait en même temps la reine de France Marie-Thérèse et tous ses descendants à jamais de l'héritage paternel. Cette infante devint ensuite (le 12 décembre 1666) l'épouse de l'empereur Léopold I. Les prétentions de l'impératrice sur l'Espagne passaient à sa fille unique, l'archiduchesse *Marie-Antoinette*; mais cette princesse y renonça 1685 en faveur de son père l'empereur Léopold, avant son mariage avec l'électeur Maximilien II Emmanuel de Bavière, et son fils unique, le prince électoral *Joseph-Ferdinand*, mourut le 16 février 1699; en sorte que l'empereur Léopold, qui conservait toujours le droit successif que lui avait transmis l'impératrice *Marie* sa mère et qu'avait confirmé aussi la dernière volonté du roi Philippe IV, était, à la mort de Charles II, le seul héritier légitime de toute la monarchie espagnole.

La renonciation à la succession d'Espagne pour la reine *Marie-Thérèse de France* et ses héritiers naturels, fut prononcée et constatée dans la paix des Pyrénées, et le contrat de mariage, fait par Louis XIV et Philippe IV, le 7 novembre 1659, par les actes passés le 24 novembre 1659, dans lesquels ces deux princes rati-

faient ces conventions; — par l'acte d'abdication de l'infante *avant* son mariage, par deux actes que la reine signa, le 2 juin 1660, *après* qu'elle eut atteinte la vingtième année de son âge; savoir: celui dans lequel elle acceptait la dot de 500,000 florins d'or, et abandonnait en revanche la succession privée de ses deux parents, et celui dans lequel cette princesse renonçait pour elle et ses descendants au droit d'hérédité sur tous les États espagnols, pour toujours et sans aucune réserve ou restriction quelconque; — par la bulle du pape qui confirmait cette renonciation; — par la ratification que donna Louis XIV à la renonciation de son épouse; — par la promulgation et par l'insertion de la paix des Pyrénées, du contrat nuptial et de l'acte d'abdication aux registres du parlement de France et du Conseil d'État espagnol; enfin par l'assemblée des Cortès, convoquée à cet effet, l'an 1662, par Philippe IV, laquelle confirma la renonciation de la reine Marie-Thérèse de France, et déclara cet acte loi fondamentale du royaume. Quelque incontestables et concluants que fussent ces faits, les publicistes français s'épuisèrent cependant en recherches subtiles, pour démontrer l'invalidité de la renonciation faite par Marie-Thérèse. Ils soutenaient, que cette princesse n'avait pas le droit de renoncer pour ses enfants; qu'ainsi ces derniers ne pouvaient pas perdre par là leurs prétentions; que les filles avaient autant de droit sur l'héritage des parents que les fils; que par conséquent la renonciation des filles était injuste, surtout quand elle avait lieu pendant la minorité; que cette renonciation pouvait être tout aussi peu obligatoire pour ceux qui ne vivaient pas encore alors, et qui étaient autorisés à protester contre toute disposition prise par leurs parents, au préjudice de la succession qui leur était due &c.; enfin que la dot de la reine Marie-Thérèse n'avait jamais été payée, et que conséquemment aussi la renonciation à la couronne,

stipulée, comme ils alléguaient faussement, en retour de cette somme, était annulée. Les autres États de l'Europe, surtout les Puissances maritimes, l'Angleterre et la Hollande, craignaient beaucoup pour l'équilibre politique, si la monarchie espagnole venait à passer au prince aîné et héritier du trône d'Autriche ou de France. Pour dissiper l'inquiétude des États voisins, l'Empereur destina la succession d'Espagne à son fils cadet, l'*archiduc Charles*. Louis XIV eut recours au même expédient, et réclama l'héritage espagnol pour un de ses plus jeunes petits-fils, le *duc d'Anjou*, ou le *duc de Berri*. A la Cour d'Espagne se croisaient les intrigues de trois partis, qui cherchaient à persuader le roi Charles II à désigner d'une manière positive son successeur. Un parti proposa l'*archiduc Charles d'Autriche*, le second le *prince électoral de Bavière*, le troisième un *petit-fils de Louis XIV*. Le roi Charles II même était personnellement porté pour l'Autriche. La reine et plusieurs ministres partageaient ces sentiments. Mais les revers, que l'Espagne avait essuyés dans la dernière guerre contre la France, avaient induit la majorité des Espagnols à considérer une étroite union avec la France comme le seul moyen de salut pour l'État. Le roi d'Espagne avait requis 1696 l'Empereur de faire passer un corps autrichien de 12,000 hommes en Catalogne, comme aussi d'envoyer l'archiduc Charles à Madrid. Mais les deux Souverains n'ayant pu s'entendre sur les frais relatifs à cet objet, aucun des désirs de Charles II ne fut accompli. On a peine à concevoir la conduite de l'empereur Léopold dans une conjoncture d'une telle importance. Peut-être comptait-il trop sur l'ascendant que la reine d'Espagne, sa belle-soeur, avait acquis sur son faible époux, et sur la répugnance de la nation pour les Français. L'ambassadeur impérial à la Cour de Madrid ne cessait, à la vérité, de mander à la sienne que le

roi catholique avait l'intention de nommer l'archiduc Charles pour son successeur; l'on regardait à Vienne cet événement comme infaillible, pendant qu'à Versailles on travaillait activement pour l'empêcher. Cependant Léopold se détermina enfin à donner au roi Charles les troupes qu'il avait demandées; mais encore avant qu'elles se misent en route, la paix de Ryswick était déjà signée, et l'Espagne ne pouvait plus les employer.

Le marquis d'Harcourt, ambassadeur de France à la Cour de Madrid, sut en 1698, par ses manières douces et insinuanes, faire entrer une partie des Grands d'Espagne dans les intérêts du roi son maître. Cette affaire importante fut enfin décidée par la *transaction* que proposa le roi Guillaume III d'Angleterre et signée, le 11 octobre 1698 à la Haye, par les plénipotentiaires anglais, hollandais et français, d'après laquelle la monarchie espagnole devait être *partagée*. Ce traité assurait à *Joseph-Ferdinand, prince électoral de Bavière*, les royaumes d'Espagne, les Pays-Bas et l'Amérique, et en cas que ce prince mourût sans postérité, cette succession devait passer à l'électeur son père. Naples et la Sicile avec les autres possessions espagnoles dans le midi de l'Italie, comme aussi la province de Quipuscoa, furent destinées au *Dauphin*, et le duché de Milan à l'*archiduc Charles*. Le roi Louis XIV était fort éloigné de penser à l'exécution effective de ce projet; il n'avait en vue par là que de faire naître la désunion entre les Puissances alliées, et d'effrayer tellement les Espagnols par la crainte de voir leur royaume démembré, qu'ils seraient obligés de se jeter volontairement dans les bras de la France. Ce qu'il avait désiré, arriva. Les anciens rapports d'amitié entre la Bavière et l'Autriche furent rompus par l'intérêt opposé dans ce traité de partage, et l'électeur s'unit à la France, par l'appui de laquelle il espérait assurer à son fils le brillant héritage dont il avait la perspective.

Le roi d'Espagne fut, comme Louis XIV s'y était attendu, fort indigné de ce qu'on osât faire, de son vivant, le partage de ses États, et pour en empêcher le démembrement, il fit un premier testament, par lequel il appelait à la succession de la monarchie entière le *prince de Bavière*; lequel acte il fit signer, le 28 novembre 1698, par ses conseillers d'État, sans toutefois leur donner connaissance de son contenu. La France et l'Autriche protestèrent contre cette disposition, sitôt qu'elle leur fut connue. Mais elle fut anéantie par la mort prématurée du prince bavarois (le 16 février 1699).

Pendant que les envoyés de Louis à Madrid continuaient de rechercher par tous les moyens imaginables l'entière succession espagnole pour la France, ce monarque employa la même manoeuvre dont il s'était déjà servi une fois, et les ministres plénipotentiaires de France, de Hollande et d'Angleterre signèrent, le 3 mars 1699 à Londres, et le 25 du même mois à la Haye, un *nouveau traité de partage*. On assigna dans cette convention à l'*archiduc Charles* la part principale de l'héritage, telle qu'on l'avait précédemment destiné au prince électoral; savoir: l'Espagne, les Pays-Bas et l'Amérique; au *Dauphin* les royaumes de Naples et de Sicile, et en outre encore les duchés de Lorraine et de Bar; enfin le Milanais au *duc de Lorraine*. L'Empereur fut invité à accéder à cette convention; mais il déclara, le 17 août 1700: „que toute la négociation en général du vivant du roi d'Espagne était fort inconvenante; qu'au reste, quand même Charles II viendrait à mourir sans laisser d'enfants, il ne pourrait pas être question d'un partage, attendu que la Maison d'Autriche seule avait des droits successifs, non sur une partie, mais sur la totalité de l'héritage.“ La plupart des vrais Espagnols furent révoltés de la conclusion de ce traité. Le roi, qui penchait de nouveau entièrement

pour la Maison d'Autriche, invita itérativement l'Empereur à envoyer sur-le-champ l'archiduc Charles à Madrid, et 15,000 Autrichiens dans le duché de Milan. Mais les trois Puissances alliées, la France, l'Angleterre et la Hollande, déclarèrent : „que tant que Charles II vivait, elles ne permettraient point que l'archiduc se rendît soit à Madrid, soit à Milan, et tout aussi peu, que des troupes impériales ou étrangères passassent en Italie“. La proposition qu'on fit à Léopold d'envoyer son fils en Espagne sous un déguisement de peu d'apparence, fut rejetée avec indignation par le monarque.

Dans l'entrefaite, le roi Charles II avait pris l'avis des plus célèbres jurisconsultes, théologiens et sénateurs espagnols sur la question, lequel des deux princes, l'archiduc Charles ou le Dauphin, possédait le plus grand droit sur la succession d'Espagne. Mais les ministres, qui tenaient le parti des Français, n'ayant choisi, pour ce qui concerne les deux premières classes de conseillers, que des gens qui étaient déjà gagnés pour la France, leurs déclarations adjugèrent à la Maison de Bourbon le plus proche droit sur la succession d'Espagne. Le Conseil d'État, qui pour la plus grande partie était composé d'adhérents de la France, décida également en faveur de *Philippe d'Anjou*, second fils du Dauphin. Après un combat pénible contre son inclination innée, étourdi par les représentations importunes de ses plus proches alentours, s'acheminant avec des facultés de l'âme affaiblies à grands pas vers le tombeau, et trop prévenu peut-être aussi de l'idée, que la France par sa position était plus en état que l'Autriche d'empêcher le morcellement de son héritage, point qu'il avait fort à coeur, Charles II désigna, le 2 octobre 1700, le *duc Philippe d'Anjou* pour son successeur au trône et unique héritier, lui substituant le *duc de Berri*, son frère cadet, — au défaut de descendants

légitimes de ces deux princes, l'*archiduc Charles*, et en cas de mort de l'Archiduc sans enfants, le *duc de Savoie* <sup>1)</sup>. Il était stipulé dans le testament que, si le duc d'Anjou parvenait au trône de France, il serait obligé de renoncer à celui d'Espagne, les deux couronnes, selon l'esprit du testament, ne pouvant être possédées par le même Souverain. La même clause était insérée relativement à l'archiduc Charles dans le cas où ce prince monterait sur le trône par le décès des ducs d'Anjou et de Berri, sans postérité, et sur ceux de Hongrie et de Bohême par la mort de l'archiduc Joseph, son frère aîné, afin que toutes ces couronnes ne fussent également pas réunies sur une même tête. Le roi Charles II ne survécut qu'un mois à ces dispositions ; il termina sa triste carrière le 1 novembre 1700. Avec ce prince s'éteignit la postérité masculine de Charles-Quint. Le roi Louis XIV ayant déclaré, le 11 novembre à Fontainebleau, qu'il acceptait le testament de Charles II pour son petit-fils, *Philippe d'Anjou* fut proclamé roi le 16 novembre à Versailles, et le 24 du même mois en Espagne. Le 14 avril 1701, il fit en cette nouvelle qualité une entrée solennelle dans Paris. L'Angleterre et la Hollande se sentirent au dernier point offensées de ce que Louis XIV avait rompu le traité de partage qu'il avait fait avec ces Puissances. Elles requièrent le roi de France de remplir ses engagements, et refusèrent d'abord de reconnaître Philippe d'Anjou pour roi d'Espagne. Cependant, pour gagner du temps, elles écrivirent, la Hollande le 22 février, et l'Angleterre le 17 avril à Philippe d'Anjou tout comme s'il était roi légitime d'Espagne. Les deux Puissances maritimes s'étant fiées à la parole de Louis, qui avait agréé le projet de partage, n'avaient fait aucuns armements, tandis que la France était depuis longtemps préparée à déployer toutes ses forces

<sup>1)</sup> Voir la Table généalogique, page suivante.

## Table généalogique de la Maison de Habsbourg-Autriche.

Ligne autrichienne - espagnole.

*Charles I* (V<sup>ème</sup> du nom dans la série des Empereurs), fils de Philippe I, duc de Bourgogne (voir la généalogie à la fin de la V<sup>ème</sup> Époque), roi des Espagnes réunies 1516, et Empereur romain 1519. † 1558. Épouse: *Isabelle*, fille du roi Emmanuel de Portugal. † 1553.

Philippe II, roi d'Espagne. † 1598.

Philippe III, † 1621.

Catherine, épouse de Charles-Emmanuel, duc de Savoie. † 1630.

*Anna-Marie*, † 1666,  
épouse de Louis XIII, roi de  
France.

*Philippe IV*, † 1665. Épouses: 1) *Isabelle*, fille du  
roi Henri IV de France, † 1644. 2) *Marie-Anne*, soeur  
de l'empereur Léopold, † 1696.

*Marie-Anne*, † 1646,  
épouse de l'empereur Fer-  
dinand III, † 1658.

*Victor-Amé-  
dée I*, † 1638.

*Marie-Thérèse*, épouse de  
Louis XIV, roi de France,  
morte 1715.

*Charles II*, roi d'Espagne, † 1 novembre 1700. Épou-  
ses: 1) *Marie-Louise* d'Orléans. 2) *Marie-Anne*, prin-  
cesse du Palatinat-Neubourg.

*Marguerite-Thérèse*,  
† 1673, fut unie à l'empe-  
reur Léopold I, † 1705.

*Charles-Em-  
manuel II*,  
† 1675.

*Louis*, dauphin de France, † 1711.

*Victor-Amédée  
II*, premier roi  
de Sardaigne,  
† 1682.

*Louis*, duc de  
Bourgogne,  
† 1712.

*Philippe V*,  
duc d'Anjou,  
† 1746.

*Charles*,  
duc de Berri,  
† 1714.

*Marie-Antoinette*, † 1692,  
épouse de Maximilien-Em-  
manuel, électeur de Bavière.

*Joseph I*,  
empereur,  
† 1711.

*Charles* (VI<sup>ème</sup> du  
nom comme em-  
pereur), † 1740.

*Charles-Em-  
manuel-Victor*,  
roi de Sard.  
† 1773.

*Joseph-Ferdinand*, prince électoral de Bavière, † 1699.

dans le temps opportun. L'électeur de Bavière, depuis l'année 1691 gouverneur-général des Pays-Bas espagnols, était intimement dévoué à Louis XIV. Il avait, en novembre 1700, conclu un traité avec la France, dans lequel le roi promit à l'électeur la possession des Pays-Bas espagnols. Peu de temps après, il fut signé entre les électeurs de Bavière et de Cologne, et le roi de France une alliance offensive et défensive secrète, dans laquelle l'électeur de Bavière et ses descendants furent destinés pour gouverneurs-généraux héréditaires des Pays-Bas espagnols. La Hollande avait, depuis la paix de Ryswick, occupé conventionnellement avec 10,000 hommes dix forteresses des Pays-Bas, situées sur les frontières de la France. Dans la nuit du 6 février 1701, l'électeur de Bavière fit entrer des troupes françaises dans ces places, et l'on renvoya les Hollandais dans les limites de leur pays.

L'empereur Léopold résolut sans hésiter de faire valoir son droit par la force des armes. Il protesta itérativement contre le testament de Charles II, fit accélérer les armements et inviter la Hollande, l'Angleterre et l'Empire germanique à se joindre à l'Autriche contre la France. Le prince Eugène de Savoye marcha avec 30,000 hommes en Italie, le prince Louis de Bade avec 20,000 hommes vers le Rhin; 30,000 hommes restèrent en Autriche pour couvrir le pays. Le gouverneur espagnol de Milan, le prince Vaudemont, gagné par la France, refusa au plénipotentiaire impérial, comte Castelbarco, la remise du duché de Milan, dévolu comme fief vacant à l'Empire germanique. Victor-Amédée, duc de Savoye, dont la fille Marie-Louise-Gabrièle avait épousé Philippe d'Anjou, accepta le commandement des troupes franco-espagnoles en Italie qu'on lui avait offert; il les renforça par 10,000 de ses propres soldats, accorda à ses alliés le libre passage par le Piémont et la Savoye, et reçut un

subside de 50,000 écus par mois. Le Conseil aulique d'Empire cita ce prince devant son tribunal et le déclara, provisoirement jusqu'à sa justification, déchu de tous les fiefs de l'Empire. Les Suisses refusèrent l'alliance qui leur avait été offerte par Louis XIV, et se déclarèrent neutres. Le pape, Venise, Gènes, la Toscane et Parme en firent de même, tandis que Modène et Guastalla se prononcèrent ouvertement en faveur de l'Autriche. Charles IV, duc de Mantoue, fit, au mois de mars 1701, alliance avec Louis XIV et Philippe d'Anjou; on lui assura des subsides et il reçut, le mois suivant, un corps de troupes françaises et espagnoles dans sa capitale. Il fut cité, le 20 mai suivant, à cause de cette forfaiture, à comparaître devant le Conseil aulique d'Empire, pour rendre compte de sa conduite.

Sur les pressantes sollicitations de l'électeur de Bavière et de son frère, l'archevêque de Cologne, les cercles de l'électorat du Rhin, de Franconie, de Bavière, de Souabe et du Haut-Rhin, formèrent, le 11 août 1701, une association de défense; ils refusèrent à l'Empereur le secours qu'il avait demandé, et déclarèrent leur neutralité. L'électeur de Cologne, qui était en même temps évêque de Liège, admit en novembre 1701 des garnisons françaises dans Liège, dans Bonn et les autres places fortes. Les ducs de Brunswick - Wolfenbuttel conclurent, le 1 mai 1701, une alliance avec la France, et s'obligèrent à fournir un corps de 12,000 hommes moyennant des subsides que cette Puissance promit de leur payer. Comme les lettres monitoriales, adressées à ces princes par ordre de l'Empereur, étaient restées sans effet, un corps de Hanovriens et de Brunswick-Zellois entra, dans la nuit du 19 au 20 mars 1702, sur le territoire des ducs, surprit et désarma une partie de leurs troupes, et investirent les villes de Brunswick et de Wolfenbuttel. Le

résultat de cette courte, mais énergique expédition fut, que les ducs signèrent, le 19 avril, une convention par laquelle ils mirent sept régiments à la disposition de l'Empereur.

Cependant, les hostilités entre l'Autriche et les deux couronnes de France et d'Espagne avaient déjà commencé en Italie. Le maréchal français Catinat s'était posté fort avantageusement près des défilés des alpes tridentines. Mais le prince Eugène conduisit l'armée impériale, par un sentier tenu pour impraticable, au delà des monts lésins dans la plaine près de Vicence et de Vérone. Il réussit par ses habiles manoeuvres à passer l'Adige près de Castelbaldo. Le 9 juillet 1701, le prince Eugène remporta la victoire près de Carpi, et obligea ensuite le maréchal Catinat à se retirer au delà du Mincio et de l'Oglio. Le 1 septembre, le maréchal de Villeroi, qui avait pris le commandement en chef des troupes de France, attaqua le camp d'Eugène près de Chiari; mais il fut repoussé avec grande perte. Les Français occupèrent alors un camp, sur les bords de l'Oglio, à peu de distance de celui des Impériaux, dont ils n'étaient séparés que par plusieurs canaux. Les deux armées restèrent plus de deux mois à s'observer l'une l'autre dans cette position. Enfin, vers le milieu de novembre, celle des confédérés se retira au delà de l'Oglio, pour prendre les quartiers d'hiver sur le territoire de Milan et de Crémone. Ce ne fut qu'alors que le prince Eugène s'avança, et occupa tout le duché de Mantoue, à l'exception de cette capitale et de Goito, puis Guastalla et Mirandole.

L'électeur de Brandebourg, Frédéric III, avait conclu, le 6 novembre 1700 à Vienne, un traité par lequel Léopold le reconnaissait pour *roi de Prusse*. En retour, Frédéric promit de soutenir l'Autriche avec 10,000 hommes dans la guerre de succession, de la seconder dans toutes

les occasions et de l'aider surtout aussi dans les négociations en Empire de ses conseils, de sa main et de sa voix électorale. Le 18 janvier 1701 à Kœnigsberg, Frédéric se plaça lui-même la nouvelle couronne royale de Prusse sur la tête. Le nord de l'Europe fut dans ce temps-là inquiété par la guerre qui éclata entre le czar Pierre de Russie et le roi Charles XII de Suède. Les rois Auguste de Pologne et Frédéric IV de Danemark se joignirent au czar contre la Suède. Le monarque danois combattit d'abord, en février 1700, le duc de Holstein qui toutefois, à l'aide des Anglais, des Hollandais, des Hanovriens et des Brunswickois, repoussa cette attaque. La flotte alliée ayant menacé en juin Copenhague, le roi de Danemark se vit contraint de faire (le 18 août) la paix de Travendal. Les Polonais et les Saxons avaient inondé la Livonie, et les Russes l'Ingrie. Le 30 novembre 1700, Charles XII vainquit les Russes, qui assiégeaient Narva et vint à bout, après plusieurs victoires remportées 1701-1703 sur les Polonais et les Saxons, de faire déposer le roi Auguste (le 14 février 1704), et élire Stanislas Lesczinsky (le 12 juillet), avec lequel il était en alliance.

La Hollande, ayant considérablement augmenté son armée par des enrôlements extraordinaires, et par la grande quantité de troupes étrangères qu'elle avait prises à la solde, on signa, le 7 septembre 1701 à la Haye, la grande alliance entre l'Empereur, l'Angleterre et la Hollande. Les Pays-Bas et toutes les possessions espagnoles en Italie devaient être conquises; et les trois Puissances alliées s'engagèrent formellement, à ne faire la paix avec la France, que lorsque l'Empereur se trouverait entièrement satisfait, qu'on aurait assuré à la Hollande une barrière en Flandre contre la France, et que l'Angleterre aurait obtenu une sûreté suffisante pour ses pays et son

commerce. Il fut aussi convenu, qu'on exigerait une garantie complète que la France et l'Espagne ne seraient jamais réunies sous un *seul* Souverain. Les Puissances maritimes reconnurent le roi de Prusse dans sa nouvelle dignité, et ce prince accéda, le 30 décembre 1701, à la grande alliance.

Le parlement d'Angleterre n'avait accordé pour cette guerre que les 10,000 hommes, stipulés par le traité de la Haye. Mais Louis XIV provoqua lui-même la colère de la nation anglaise par un nouveau coup d'éclat. Le roi déposé Jacques II étant mort le 16 septembre 1701 à Saint-Germain-en-Laye, le roi de France proclama Jacques III, fils de ce prince, roi légitime d'Angleterre. La Suède, l'Angleterre et la Hollande protestèrent contre cette violation de la paix de Ryswick, et les deux dernières de ces Puissances rappelèrent aussitôt leurs ambassadeurs de Paris. Le nouveau parlement confirma, en janvier 1702, la grande alliance, et accorda des subsides pour 40,000 soldats et pour le même nombre de matelots. Le roi Guillaume mourut, à la vérité, le 19 mars 1702; mais Anne, sa belle-soeur qui lui succéda, entra dans tous les engagements qu'avait pris le roi Guillaume avec l'Autriche et la Hollande.

Les cercles de Franconie, de Souabe, d'Autriche, du Haut-Rhin et de l'électorat du Rhin conclurent, au mois de mars 1702 à Nœrdlingue, une nouvelle association, par laquelle ils s'engagèrent à lever une armée de 44,300 hommes. Ils furent admis dans la grande alliance. Dans cette association et alliance entrèrent encore, le 8 mai, l'électeur de Trèves, et le 1 août le cercle de Westphalie, avec un contingent de troupes de 9200 hommes. Vers le milieu du mois de mai, l'Empereur, l'Angleterre et la Hollande avaient déclaré la guerre à la France et à l'Espagne, et le 6 octobre elle fut dénoncée par l'Empire

germanique. L'Empereur avait dès le mois de février 1702 fait attaquer par une armée d'exécution, sous le prince de Nassau, l'électeur de Cologne, qui s'était montré l'ennemi ouvert de l'Empire. Le 15 juin, la ville de Kaiserwerth fut conquise. Le prince Louis de Bade, Général en chef de l'armée impériale sur le Haut-Rhin, se rendit maître le 10 septembre de Landau. Dans l'entrefaite, l'électeur de Bavière avait pris les armes pour la France; il s'était emparé d'Ulm par un coup de main, le 8 septembre, et avait ensuite aussi occupé Biberach, Memmingen et autres places en Souabe. Ensuite il chercha à se réunir avec le corps français sous Catinat, qui était posté près d'Huningue. À ces fins le marquis de Villars s'empara, le 11 octobre, de Neuenbourg-sur-le-Rhin, passa avec une division le fleuve près d'Huningue et livra, le surlendemain, un combat au prince de Bade dans le voisinage de Friedlingue. Les deux parties s'attribuèrent la victoire. Mais, comme la réunion des Bavaois et des Français ne put s'opérer, l'avantage resta du côté des Impériaux. Néanmoins Trèves et Trarbach tombèrent encore au pouvoir des Français.

Les troupes françaises dans les Pays-Bas furent commandées en 1702 par le duc de Bourgogne, l'aîné des petits-fils de Louis XIV, et par le maréchal Boufflers. La tentative qu'ils firent, au mois de mai, pour enlever Nimègue par surprise, échoua. Le duc de Marlborough prit le commandement en chef de l'armée alliée, qui conquit en automne Venlo, Buremonde et Liège. En Italie, le prince Eugène surprit, le 1 février, Crémone, et y fit prisonnier le maréchal Villeroi. Le duc de Vendôme, qui le remplaça dans le commandement, livra, le 15 août près de Luzzara, une bataille au prince Eugène, qui demeura indécise; après quoi il prit Luzzara et Guastalle, et resta, malgré la présence de Philippe d'Anjou, qui avait donné

dans cette campagne des preuves d'une valeur intrépide, dans l'inaction en face de l'armée impériale jusqu'au commencement de novembre, où il distribua ses troupes dans le Modenais, le Crémonais et le Mantouan.

La flotte anglo-hollandaise parut, au mois d'août, devant Cadix, dans la vue d'attaquer cette place; mais l'entreprise manqua. En revanche, elle conquiert en octobre dans le port de Vigo les riches galions espagnols des Indes-Occidentales, et détruisit une grande partie de la marine espagnole. Une escadre française, sous le chevalier Forbin, entra dans l'Adriatique, bombarda Trieste sans effet, mais causa à l'armée impériale en Italie une disette sensible, en capturant et détruisant les navires chargés de grains.

Au printemps 1703, les pays bavarois furent attaqués par deux corps impériaux. Le général Schlick conduisit l'un dans la haute Bavière; mais il éprouva un échec près de Schærding et l'électeur prit, le 11 mars, Neubourg-sur-l'Inn. Le comte de Styrum pénétra avec le deuxième corps dans le Haut-Palatinat, et occupa un camp fortifié entre Amberg et Neumarkt. Le maréchal Villars avait, le 9 mars, enlevé la forteresse de Kehl. Après avoir en vain attaqué l'armée germanique, sous le prince Louis de Bade, dans les lignes près de Stollhofen, il prit le chemin de la Bavière, par la Forêt-Noire et se réunit, le 12 mai, à l'électeur dans le voisinage de Duttingue. Tandis que Villars avec la plus grande partie de ses troupes observait le corps du général Styrum, l'électeur s'avança vers le *Tyrol*, s'empara de Kuefstein, de Rattenberg, de Schwatz, de Hall, de Charnitz, d'Ehrenberg, et entra, le 25 juin, dans Inspruck. Mais Vendôme, qui voulait pénétrer de la Lombardie dans le Trentin, et prêter la main aux Bavarois en Tyrol, se mit en marche trop tard. L'électeur avait, dans l'intervalle, réduit les Tyroliens

au désespoir par les contributions excessives qu'il leur avait imposées, et par plusieurs autres oppressions qu'ils avaient à souffrir de sa part. Ils prirent les armes, se joignirent à un corps de troupes autrichiennes qui venait d'entrer dans le pays, et vers la fin de juillet les Bavaois furent attaqués de toutes parts et expulsés du pays avec grande perte. Kuefstein seul resta encore entre les mains des Bavaois, et ce ne fut qu'en 1704 que les Impériaux reconquirent cette forteresse.

Le prince de Bade, qui s'était également dirigé de Stollhofen vers la Bavière, et avait opéré sa jonction avec le corps du général Styrum, occupa, le 5 septembre, la ville d'Augsbourg, menacée par l'électeur de Bavière, et conquit ensuite Friedberg. Mais l'électeur et Villars battirent, le 20 du même mois, le général Styrum entre Oberklau et Hœchstædt. Ensuite l'électeur et Marsin, qui avait succédé à Villars dans le commandement, se rendirent maîtres d'Augsbourg. Les Impériaux terminèrent cette campagne, en décembre, par la prise de la forteresse de Rothemberg et de la ville d'Amberg; les Bavaois, avant d'entrer dans les quartiers d'hiver, prirent encore, en janvier 1704, possession de Passau.

Sur le Bas-Rhin, Marlborough conquit, au mois de mai, la ville de Bonn; en revanche les Français, sous Villeroi et Boufflers, se rendirent maîtres de Tongres. Ensuite il y eut des combats sanglants entre les corps détachés des deux armées sur différents points des frontières des Pays-Bas. Marlborough prit, au mois d'août, Huy, en septembre Limbourg. Les efforts qu'il fit pour contraindre Villeroi au combat, furent inutiles. Le corps prussien avait enlevé, au mois de février, la forteresse de Rhinberg, appartenante à l'archevêché de Cologne, et au mois de décembre la ville de Gueldre. Sur le Haut-Rhin, l'armée française, sous les ordres du duc de Bourgogne, s'em-

para en septembre de Brisac. Ensuite le maréchal Tallard, qui avait pris le commandement en chef, fit le siège de Landau et vainquit, le 15 novembre, le corps du prince héréditaire de Hesse-Cassel, qui s'était avancé au Speyerbach pour secourir la place, qui se rendit le jour suivant.

L'armée impériale en Italie était commandée par Guy de Starhemberg. Au mois de juin, la forteresse d'Osstiglio-sur-le-Pô, assiégée par les Français, fut délivrée par les Impériaux, qui repoussèrent aussi une attaque sur Mirandole que les ennemis voulaient enlever par un coup de main. Cependant au mois de juillet, les Français prirent Bresello et occupèrent le duché de Modène. Comme le traité, conclu par le duc de Savoye avec la France pour trois ans seulement, expirait précisément alors, et que Louis XIV n'avait point tenu les conditions qu'il lui avait assurées, Victor-Amédée noua des négociations avec les alliés. Vendôme reçut de son maître l'ordre de désarmer les troupes savoyardes qu'il avait dans son armée, et de les incorporer dans des régiments français; ce qui fut effectivement exécuté vers la fin de septembre. Le duc fit alors également arrêter tous les Français qui se trouvaient dans ses États, leva promptement une nouvelle armée et accéda, le 25 octobre 1703, à la grande alliance. Par ce traité l'Empereur abandonna au duc la part mantouane au Montferrat, et promit aussi de lui céder Alexandrie, Valence, Lumelline et Val di Sesia. Le 4 décembre, le roi de France déclara la guerre au duc de Savoye, et fit occuper ce pays par le maréchal Tessé. Starhemberg marcha avec 16,000 hommes au secours du duc en Piémont et se joignit à lui près de Canelli, le 13 janvier 1704.

Le roi Pierre II de Portugal qui, dans la crainte d'être accablé par les forces de la France, avait aussi reconnu *Philippe V*, suivit l'exemple du duc de Savoye. Il conclut, le 16 mai 1703, une alliance offensive et défensive

avec les Puissances coalisées, et reconnut Charles d'Autriche pour roi d'Espagne. L'Empereur et son fils aîné, le roi Joseph de Hongrie et de Bohême, renoncèrent, le 12 septembre 1703, à toutes leurs prétentions sur l'Espagne; le roi Charles partit, le 19 du même mois, pour la Hollande, et fit voile par l'Angleterre vers le Portugal. Il aborda au Tage le 7 mars 1704.

Les alliés avaient pris la résolution d'employer, dans la campagne de 1704, la plus grande partie de leurs forces contre la Bavière, pour contraindre l'électeur à la paix. Le secret fut si bien gardé, que Louis XIV avait la ferme croyance que les alliés feraient marcher leur armée principale en Flandre. Il renforça par conséquent considérablement ses troupes dans ce pays, et en confia le commandement au maréchal Villeroy. Le maréchal Tallard, qui se trouvait sur le Haut-Rhin, devait se joindre à l'armée de l'électeur de Bavière et du maréchal Marsin. Marlborough, qui avait rassemblé une armée alliée près de Maestricht, sut, par ses fins et adroits mouvements durant tout le mois de mai, retenir les Français dans l'idée que son dessein était de pénétrer en Lorraine ou en Alsace, et se dirigea tout à coup vers le Necker. Il se concerta à Heilbron avec les princes Eugène de Savoye et Louis de Bade sur les opérations. Le prince Eugène se chargea de la défense des lignes de Stollhofen sur le Rhin. Marlborough et Louis de Bade réunirent leurs troupes près d'Ulm. Ils défirent, le 2 juillet, un corps de Bavares et de Français, sous le général Arco, sur le *Schellenberg*, non loin de Donauwörth. Pendant ce temps-là, Tallard avait passé le Rhin, et s'était porté par la Forêt-Noire vers le Danube. Il rejoignit au commencement d'août l'électeur près d'Augsbourg. Eugène vint trop tard pour empêcher cette réunion, et se joignit alors près de Hœchstädt à Marlborough. L'armée française s'avança ensuite vers Donau-

wœrth. Lorsqu'elle fut arrivée dans la plaine de *Hœchstædt* près de *Blenheim*, le prince Eugène et *Marlborough* résolurent de lui livrer bataille. Elle eut lieu, le 13 août 1704. Je n'entreprendrai pas ici de faire le détail de cette action, à jamais mémorable dans les fastes de l'Europe. Je me bornerai à dire, qu'après la prise du maréchal *Tallard* et la défaite entière de son armée, l'électeur et *Marsin* se retirèrent avec le reste de leurs troupes derrière le *Rhin*, dans les lignes de la *Queich*. La conquête d'*Augsbourg*, de *Ratisbonne*, d'*Ulm*, de *Straubingen* et de *Passau*, de *Landau*, de *Trèves* et de *Trarbach* furent le fruit de cette victoire. Ensuite du traité que les plénipotentiaires bavarois conclurent, le 7 novembre à *Ilbersheim* non loin de *Landau*, avec le roi *Joseph*, les Impériaux prirent possession militairement de toute la *Bavière*.

Le duc de *Vendôme* et son frère le grand-prieur conquièrent en *Italie* *Suse* et *Ivrée*, coupèrent à l'armée savoyarde en *Piémont* la communication avec la *Suisse*, et repoussèrent les Impériaux de la *Lombardie* jusqu'en *Tyrol*. *Vérone* seule se défendit si vaillamment que *Vendôme* fut contraint d'en lever le siège avec grande perte, après avoir été vaincu par le duc dans une vigoureuse sortie, le 26 décembre. Dans les *Pays-Bas*, il ne se passa dans cette campagne aucun événement intéressant. Dans la péninsule des *Pyrénées*, *Charles d'Autriche* publia un manifeste, daté le 9 mars 1704 de *Lisbonne*, dans lequel il développait ses prétentions sur l'*Espagne*. Le roi de *Portugal* avait déjà antérieurement justifié, dans deux manifestes, aux yeux du monde son accession à la grande alliance. *Philippe d'Anjou* déclara, le 30 avril, la guerre à ces deux princes. Les combats que les deux parties belligérantes se livrèrent sur les frontières du *Portugal*, se soutinrent avec assez d'égalité. Les alliés firent, le 4 août, la conquête de l'importante forteresse de *Gibraltar*; et le

24 du même mois, on livra la bataille navale à la hauteur de Malaga, laquelle ne décida rien.

Vers le même temps, de grands troubles s'élevèrent en Hongrie; ils dégénérent bientôt, comme on verra, en une guerre ouverte, qui fut très - préjudiciable à l'Empereur, parce qu'il se vit obligé d'employer à la réduction des rebelles une partie des forces destinées à agir contre la France. *François Rakotzi*, qui habitait ses terres, situées dans le comitat de Sarosch, entretenait depuis 1700 une correspondance secrète avec le roi Louis XIV, et était d'intelligence avec tous les mécontents de la Hongrie. La trahison ayant été découverte à temps, Rakotzi fut arrêté vers la fin du mois de mai 1701. Mais il réussit à s'échapper de sa prison de Wiener-Neustadt, et s'enfuit en Pologne. Il trouva bientôt de nombreux adhérents en Hongrie, et surtout parmi les religionnaires, las de l'oppression qu'ils avaient à souffrir de la part du clergé catholique, qui se servait de moyens cruels pour effectuer une contre-réformation. Lorsque par conséquent au mois de mai 1703 quelques soldats, qui avaient déserté, se rassemblèrent dans les forêts de Béregh, et commencèrent à troubler la tranquillité publique, ils trouvèrent bientôt de nombreux compagnons. Mais les révoltés furent battus en été près de Dolha par la Noblesse des comitats de Szathmar, de Béregh et d'Ugocs, qu'on avait appelée sous les drapeaux. Le 14 juin, Rakotzi lui-même, qui avait été proscrit avec tous ses partisans par l'Empereur, éprouva une défaite dans la contrée de Munkacs. Mais dès ce moment la cause de la révolte fit des progrès rapides. De nombreuses bandes armées se rassemblèrent autour de Rakotzi; la Noblesse et les troupes impériales eurent le désavantage dans plusieurs rencontres; beaucoup de châteaux furent enlevés par les rebelles, qui firent des courses jusqu'à Neutra, et avaient déjà occupé Albe-Julie

(*Weissenbourg*, aujourd'hui *Carlstadt*) en Transylvanie. Les Heiduques s'étaient également déclarés pour Rakotzi, et les villes des mineurs (*Bergstædte*) tombèrent dans l'arrière-saison entre ses mains. Au mois de novembre, Rakotzi contraignit le général comte Schlick à se retirer de la haute Hongrie à Léopoldstadt et à Presbourg. Les rebelles ravagèrent une partie de l'Autriche, et firent des courses jusqu'aux portes de Vienne. L'Empereur, craignant qu'ils ne missent le feu aux faubourgs, les fit enclorre, par le conseil du prince Eugène, des *lignes* qui existent encore actuellement. Ensuite les rebelles se répandirent dans les comitats sur la rive droite du Danube, prirent Cinq-Églises et Tschakathurn, et menacèrent de ce côté aussi l'Autriche et la Styrie. Pendant l'hiver se rendirent plusieurs endroits, que les troupes impériales ou des Nobles fidèles occupaient encore sur les derrières des révoltés.

L'Empereur, qui était occupé de la guerre contre la France, chercha, par une diminution considérable des impôts et une amnistie, à ramener les mécontents à leur devoir. Mais, comme Rakotzi se voyait à la tête d'une armée qui était en état de s'opposer aux forces impériales, et que des émissaires français l'invitèrent à se réunir, dans la campagne prochaine, aux armées de Louis XIV dans le coeur de l'Autriche, il rejeta les propositions de Léopold. Au printemps 1704, les mécontents furent chassés des comitats sur la rive droite du Danube par le général Heister avec un corps allemand, et par Jean Palfy, ban d'Esclavonie. Ensuite Heister passa le fleuve près de Comorn, et vainquit Simon Forgacs, sous-général de Rakotzi, près de Koromso, le 14 juin 1704. Quelques divisions de rebelles firent alors de nouvelles courses dans la contrée de Vienne, d'autres en Moravie, et un de leurs corps battit le général Rabatta près de Saint-Godart sur le Raab. Les Kurutzes s'avancèrent ensuite en Styrie jus-

qu'à Gratz. Cependant les victoires des alliés au Schellenberg et près Hœchstædt ayant rabaissé les espérances de Rakotzi, des plénipotentiaires de l'Empereur et des mécontents se réunirent en octobre à Gyöngyös, pour convenir d'une trêve; mais les prétentions outrées que fit le chef des rebelles, rompirent bientôt les négociations. Sur ces entrefaites, Cassovie s'était rendue, le 20 octobre, à Rakotzi qui investit, le mois suivant, Léopoldstadt et Neu-häusel. Mais il fut défait par le général Heister, le 26 décembre, près de Gerenczer dans le voisinage de Tyrnau. Ce Général fit hiverner ses troupes dans cette ville et la contrée environnante; Rakotzi prit les quartiers d'hiver dans les cantons voisins de la Waag et près d'Erlau. En Transylvanie, le général Rabutin maintint les places fortes contre les tentatives des rebelles qui dans une Diète, tenue au mois d'août, avaient élu Rakotzi pour prince de ce pays.

Au mois de février 1705, Rakotzi fit faire de nouveau par ses troupes légères des courses jusqu'à Vienne, et obligea par là le général Heister à se retirer en Autriche. Les places que les Impériaux occupaient encore dans les comitats du nord-ouest, comme Pœsing, Modern et Saint-Georges, se rendirent aux mécontents. De nouvelles propositions d'accommodement alors furent faites à ces derniers, par l'intermédiaire des envoyés de Hollande et d'Angleterre, intéressées à la pacification, dans la vue d'accabler plus aisément Louis XIV avec le secours de l'Empereur. Mais Rakotzi, devenu encore plus exigeant par ses derniers succès, ne voulait pas se contenter de l'entremise des Puissances maritimes; il demandait encore qu'elles garantissent aussi les articles du futur traité. L'Empereur, de son côté, refusait, comme de raison, de consentir à ce que des Puissances étrangères exerçassent une intervention si étendue dans les rapports intérieurs de ses

États. Pendant ces négociations l'empereur *Léopold I* termina un règne long et glorieux, mais fort agité. Il mourut à Vienne, le 5 mai 1705, dans la soixante-cinquième année de son âge.

Léopold avait procréé avec trois épouses cinq princesses et dix princesses, desquels quinze rejetons neuf moururent en bas âge. L'impératrice *Marguerite-Thérèse*, infante d'Espagne (mariée le 12 décembre 1666, morte le 12 mars 1673), lui donna quatre enfants, dont *Marie-Antoinette* survécut à sa mère; cette archiduchesse (née le 18 janvier 1669, † le 24 décembre 1692), fut mariée à Maximilien II Emmanuel, électeur de Bavière. La seconde épouse de Léopold fut l'archiduchesse *Claudine-Félicité* de Tyrol, princesse d'une grande beauté et remplie de talents (mariée le 15 octobre 1673, † le 8 avril 1676). Enfin la troisième épouse de l'Empereur, *Éléonore-Madeleine-Thérèse*, de Palatinat-Neubourg (mariée le 14 décembre 1676, † le 19 janvier 1720), princesse spirituelle, pieuse, bienfaitante et douée de toutes les vertus qui honorent l'humanité, fut la mère de *Joseph* et de *Charles*, qui succédèrent à leur père, et de *Marie-Élisabeth*, régente des Pays-Bas (née 1680, † le 26 août 1741); de *Marie-Anne*, épouse de Jean V, roi de Pologne (née 1683, mariée le 9 juillet 1708, † le 14 août 1754), et de *Madeleine-Josephine* (née 1689, † le 1 mai 1743).

L'empereur Léopold I était de petite stature et d'une constitution délicate. Cependant, quoiqu'il fût sans cesse dans un état valétudinaire, comme l'annonçait sa maigreur et la pâleur de son visage, il sut, par une sobriété rigoureuse et toujours réglée, prolonger la durée de sa vie jusqu'à un âge fort avancé. Il avait l'air morne et réfléchi, la démarche lente, le caractère flegmatique et froid. Son éducation, qui avait été conforme à l'état ecclésiastique

auquel il avait été d'abord destiné, lui avait inspiré une prédilection invariable pour le clergé en général, et pour les Jésuites en particulier. Lorsque la mort inattendue de Ferdinand IV, son frère aîné, l'appela subitement à un poste si opposé à ses dispositions naturelles et à ses habitudes, son humeur noire fut alimentée et fortifiée de plus en plus par les circonstances politiques difficiles où il se trouva pendant la plus grande partie de son règne, et par les luttes continuelles et dangereuses qu'il eut à soutenir contre tant d'ennemis puissants. Cependant sous ces dehors sombres et peu prévenants, Léopold cachait un coeur excellent, une âme sensible, bienfaisante, amie de la justice, de la vérité, et ferme dans le malheur. Ses vêtements, le cérémoniel de la Cour, les solennités, les fêtes, tout portait l'empreinte de l'ancienne dignité espagnole. Les premières années de son règne n'annonçaient qu'un prince faible, timide et peu habile. Mais bientôt son génie se développa, et les revers qu'il éprouva lui enseignèrent les moyens d'assurer les succès. Une longue étude des événements et des hommes lui apprirent à se rendre maître des uns et des autres. Il fut fort heureux dans le choix de ses ministres, et ce fut par eux qu'il exerça un pouvoir presque absolu dans les Diètes, où la liberté d'opiner se réduisait à adopter sans résistance la volonté de l'Empereur. Il aimait mieux régner que vaincre. Sa conduite envers Sobieski fut moins l'effet de la jalousie, que celui des discours de ses courtisans qui lui peignaient ce héros comme un ami dangereux. Les connaissances de Léopold étaient étendues et variées. La théologie, l'histoire, l'archéologie, la numismatique et l'architecture lui étaient familières. Il savait le grec, le latin et plusieurs langues vivantes. La musique et surtout les représentations dramatiques mêlées de chant, étaient son délassement favori. On prétend qu'il composa lui-même

des vers latins, et quelques morceaux de musique. Il passait aussi pour un grand connaisseur en peinture. Ce prince donna les plus grands soins à la propagation des arts et des sciences; Inspruck et Breslau lui doivent leurs universités; il améliora et soutint plusieurs autres instituts d'éducation, enrichit la bibliothèque impériale à Vienne, et seconda son oncle, l'archiduc Léopold-Guillaume, dans l'agrandissement de la galerie de tableaux; enfin il fonda et protégea plusieurs autres établissements publics, notamment l'Académie léopoldine des naturalistes, le Collège impérial de l'histoire allemande, et celui pour les artistes et mathématiciens à Nuremberg. C'est aussi à Léopold I, qu'on est redevable de l'entière abolition de l'ancien calendrier en Allemagne. Les États évangéliques de l'Empire décrétèrent, le 23 septembre 1699, qu'à commencer du 1 janvier 1700, le calendrier grégorien serait introduit dans tout l'Empire d'Allemagne.

Les rapports de l'empereur Léopold envers la *Hongrie* étant déjà connus, je ferai seulement encore remarquer ici, que parmi les nombreux motifs qui excitèrent le mécontentement dans ce royaume, le dur traitement qu'on fit éprouver aux religionnaires, ne doit sans doute être attribué qu'à l'influence des conseillers de Léopold, qui lui persuadèrent que l'extirpation du Luthéranisme était seule capable d'assurer le repos en Hongrie. Mais dans les autres provinces aussi, les Protestants ne furent point traités plus équitablement. En *Autriche* la contre-réformation continuait depuis 1653 à s'opérer sans interruption. En *Silésie* les Luthériens et surtout les Réformés étaient en butte à des violentes persécutions. En *Bohême* il n'y avait plus de Protestants depuis que l'empereur Ferdinand II les avait bannis de ce royaume, et par conséquent les querelles de religion y avaient cessé aussi. En revanche les paysans s'étaient soulevés en 1680 contre les

oppressions de la part des seigneurs fonciers, et avaient pris les armes. L'Empereur fit, à la vérité, marcher des troupes contre ces rebelles; mais il les vainquit, encore avant qu'on en vint aux mains, par sa clémence. Il leur accorda une amnistie générale, diminua les corvées, et par une exacte détermination de ces travaux, il mit les gens de la campagne en sûreté contre les actes arbitraires des seigneurs. Les Israélites furent 1669 - 1670 bannis de *Vienne*, et leur quartier dans le faubourg appelé alors *Unter-Werd*, fut transformé en celui de la *Léopoldstadt* d'aujourd'hui.

Malgré les guerres que Léopold eut à soutenir presque sans relâche dans le cours de son règne contre les Turcs, les Français et les mécontents hongrois, il ne s'en appliqua pas moins à relever toutes les branches de l'administration dans l'intérieur de ses États. La douane et le monnayage furent organisés, et Léopold confirma non-seulement 1662 les privilèges des négociants en gros qui s'étaient établis à Vienne sous Maximilien I, mais il y ajouta encore l'affranchissement de toutes les contributions directes et indirectes. On régla le commerce du tabac et introduisit l'entrée de celui des pays étrangers. En 1669 on forma un Collège commercial, et une manufacture de soie à Vienne. Pour augmenter les revenus de l'État, Léopold introduisit, le 29 février 1686, le papier timbré et créa, le 15 juin 1703, une Banque de change. Ce prince porta aussi son attention sur la législature; il établit ou réforma les tribunaux civils et criminels dans les provinces qui n'en avaient point, ou dans lesquelles ils étaient défectueux. Il interdit sérieusement à ses sujets de recourir, en fait de procès, au jugement d'une Cour étrangère; en 1679 parut un traité des droits incorporels (*Tractatus de juribus incorporalibus*), et en 1683 on publia un décret impérial, qui défendait à toutes les con-

grégations d'avoir recours à Rome. Enfin le fameux Code autrichien (*Codex austriacus*), si important pour la procédure de ce temps-là, est la preuve la plus évidente du zèle actif avec lequel on s'appliqua, sous le règne de Léopold, à l'organisation du droit national en Autriche. La Police générale, cette gardienne vigilante des peuples civilisés contre les dangers qui, dans l'intérieur de l'État, menacent la sûreté publique et la propriété ou la vie des citoyens, fut perfectionnée sous le règne de Léopold, tant dans la théorie que dans l'exécution.

Quoique l'empereur Léopold ne fût ni soldat, ni capitaine, qu'on ne le vît jamais à la tête de ses armées, il eut le bon esprit de s'entourer de grands et habiles Généraux, tels que le duc Charles de Lorraine, le prince Eugène de Savoye, le margrave Louis de Bade, les comtes Montecucoli, Starhemberg, Vétéran, de Souches, Heister, Caraffa, Rabutin et autres. Par les conseils du prince Eugène, auquel l'Empereur avait confié la direction du Conseil aulique de guerre, ce monarque améliora et changea le système militaire des États. Les fortifications des places furent réparées, et on en construisit de nouvelles; à sa mort, il laissa à son fils 29 régiments d'infanterie, 8 régiments de cuirassiers, 2 régiments de chevaux-légers, 6 de dragons et 3 de hussards, formant ensemble une armée de 60 - 70,000 hommes.

Sous le règne de l'empereur Léopold I, le territoire autrichien fut considérablement agrandi, en partie par des héritages et des négociations, en partie par d'heureuses campagnes; les pays autrichiens antérieurs seuls avaient été retrécis par la cession de l'Alsace à la France. Après l'extinction de la ligne collatérale habsburgo-autrichienne dans la personne de l'archiduc Sigismond, l'an 1665, le *Tyrol* et les *pays antérieurs* échurent à l'empereur Léopold. Après la mort du dernier des princes silésiens

de la Maison de Piastes en 1675, les principautés de *Liëgnitz*, de *Brieg* et *Wohlau* passèrent aussi à la Maison d'Autriche. Enfin par la paix de Carlowitz, l'empereur Léopold fut confirmé dans la possession de la *Transylvanie* et des comitats et districts qui avaient été enlevés aux Turcs en Hongrie, en Esclavonie et en Croatie.

Le règne de Léopold I fut fécond en écrivains célèbres, dont les principaux sont: en fait d'histoire, Lambecius, Balbin, Thomas Pessina de Czechorod, Valvasor, Wagner de Wagenfels et l'archiduchesse *Marie-Élisabeth*, fille de l'empereur Léopold qui écrivit en langue latine une chronique depuis l'origine du monde jusqu'en 1697; en matière de jurisprudence, Suttinger, Weingärtler, Finsterwalder, Walther et Weingarten; en médecine, Paul de Sorbeck, et en politique, Christophe Forstner. Les artistes qui acquirent de la réputation sous le règne de Léopold, sont: en peinture Ange Vaterberger, né Tyrolien, qui fut nommé directeur de la galerie de tableaux à Vienne, dont l'archiduc Léopold - Guillaume, frère de l'empereur Ferdinand III, doit être regardé comme un des premiers fondateurs, puis Brandel, de Prague, Rothmayer, Spielberger, Chrétien Brand, Laucher, Halwachs, Jean Graf, Martin Altomonte, Schreter, G. Flegel, peintre de fruits et d'animaux, natif de Moravie; enfin en sculpture Donner, Viennois, et Strudel, Tyrolien.



## CHAPITRE X.

Joseph I.

De 1705 à 1711.

*Joseph I* naquit à Vienne le 26 juillet 1678. À peine échappé aux liens de l'enfance, ce prince annonça les plus heureuses dispositions. Son père, jugeant fort sagement que l'éducation de l'héritier d'un vaste Empire ne saurait être confiée à des mains trop habiles, eut soin d'entourer son fils d'instituteurs, que leurs rares talents et leurs vertus rendaient dignes d'un si glorieux emploi. Il éloigna aussi de la conversation de son fils les flatteurs, les complaisants, les hommes frivoles et tout ce qui pouvait obscurcir les dons précieux que le Ciel et la nature avaient versés à pleines mains sur le jeune prince. Joseph eut pour gouverneur le prince Charles-Théodore-Othon de Salm, et pour précepteur un prêtre séculier, nommé Rumel, savant distingué <sup>1)</sup>. Fidèle aux leçons de ses maîtres, doué d'un esprit vif, les grandes qualités du jeune archiduc se développèrent avec rapidité. Mais il ne suffisait point à l'empereur Léopold d'avoir procuré à son fils une si parfaite éducation; bien différent de ces princes jaloux et méfiants, qui craindraient de compromettre leur rang et leur autorité, s'ils accordaient pendant leur vie à l'héritier du trône la moindre part au gouvernement, Léopold voulait que son fils se préparât de bonne heure à remplir un jour dignement le poste éminent auquel il était destiné. À ces fins,

<sup>1)</sup> Il devint dans la suite évêque de Vienne.

il avait ordonné, que Joseph assistât dès sa seizième année aux séances du Conseil d'État. Par cette sage disposition, le jeune prince acquit bientôt une idée complète tant de l'état intérieur des pays autrichiens et de leur administration, que des rapports politiques extérieurs. En sorte que l'Empereur son père, dans ses dernières années, abandonna à son fils et successeur le gouvernail des affaires avec la plus grande sécurité. Immédiatement après la mort de son père, Joseph fut proclamé *Empereur*, après qu'il eut signé une nouvelle capitulation d'élection, qu'il avait promise aux électeurs lors de son élévation à la dignité de roi des Romains (1690), et confirma la continuation de la Diète de l'Empire à Ratisbonne. Joseph fit pousser vigoureusement la guerre pour les droits de son frère *Charles* contre la France.

Le prince Eugène commandait 1705 en Italie l'armée impériale, qui devait être soutenue par le duc de Savoie. Mais pendant que ces forces se rassemblaient près de Roverédo, les Français conquièrent Mirandole, Villafranca, Verrua et autres endroits, et le maréchal Vendôme menaça Turin. Le duc de Savoie s'était posté avec le reste de ses troupes près de Chivasso, dont les Français faisaient le siège. Vers la fin de juillet, le duc se retira sur Turin.

Dans la vue de se réunir à ce prince, Eugène avait quitté son camp fortifié près de Gavardo sur la Chiésa, et se mit en marche vers l'Adda. Le combat que les deux armées se livrèrent, le 16 août près de Cassano, resta indécis. Comme dans la position où étaient les deux armées, le prince Eugène ne pouvait s'avancer en Piémont, et que le duc de Vendôme, de son côté, ne crut pas prudent de s'éloigner de l'Adda pour faire le siège de Turin, les Français terminèrent la campagne, après avoir fait encore la conquête de Montmélian et du château de Nice.

En Allemagne, le plan que les alliés avaient formé de pénétrer de Trèves en Champagne, échoua par la désunion de Marlborough et de Louis de Bade, ainsi que par l'extrême lenteur avec laquelle les États de l'Empire fournissaient leurs contingents. Les Français, sous Villars et Marsin, emportèrent, au commencement de juillet, les lignes de Weissenbourg, mais furent repoussés dans le voisinage de Lauterbourg. Les Allemands, sous le prince de Bade, conquièrent en septembre les lignes de Pfaffenhofen, ainsi que les villes de Drusenheim et de Haguenau. Marlborough dégagea, vers la fin du mois de juin, le château de Liège, assiégé par Villeroy, s'empara, le 11 juillet, de Huy et surprit, le 17 du même mois, les lignes des Français près de Tirlemont. En Espagne, les Français furent obligés, au mois d'avril, de changer le siège de Gibraltar en blocus. Un corps d'armée, composé d'Anglais, de Hollandais et de Portugais, sous les ordres de Galloway et de Minas, prit, au mois de mai, Valence de Alcantara et Albuquerque; mais il se vit contraint de lever le siège de Badajoz qu'il avait commencé. Le roi Charles lui-même conquiert Barcelone, le 9 octobre, et les provinces de Catalogne et de Valence se soumièrent à sa domination. Les électeurs de Bavière et de Cologne furent mis au ban de l'Empire, qui fut publié le 29 avril 1706.

La campagne de 1706 sur le Rhin ne fut point avantageuse aux Impériaux par la faute des États d'Allemagne, qui en partie envoyèrent leurs contingents de troupes beaucoup trop tard à l'armée de l'Empire, et en partie n'en fournirent pas du tout. Le maréchal Villars contraignit, le 1 mai, le prince de Bade à lever le siège de Fort-Louis, et à se retirer au delà du Rhin, dans les lignes de Stollhofen. Dans les Pays-Bas, Marlborough battit, le 23 mai, le maréchal Villeroy et l'électeur de Bavière près de Ramillies, et conquiert ensuite le Brabant,

la Flandre et le Hainaut pour Charles d'Autriche. En Italie Vendôme défit, le 19 avril, le corps impérial du général Reventlau près de Calcinato-sur-la-Chiésa. Mais en revanche Eugène, s'étant mis promptement en marche de Saint-Martin (près de Vérone) vers le Piémont, où il se réunit avec le duc de Savoye dans le voisinage de Carmagnole, vainquit, le 7 septembre, l'armée, sous les ordres du duc d'Orléans et de la Feuillade qui assiégeait Turin, et la força à s'enfuir dans la plus grande confusion par Pignerole en France. Après cette victoire, le prince Eugène soumit la Lombardie, et le duc de Savoye reconquit le Piémont. Par un édit du 12 février 1707, l'Empereur investit son frère Charles du duché de Milan et donna, le 23 du même mois, au duc de Savoye les quatre districts milanais : Alexandrie, Valence, Lomelline et Val di Sessia. Les restes de la force française en Italie capitulèrent, le 13 mars 1707, évacuèrent toutes les places fortes qu'ils occupaient, et obtinrent une libre retraite au delà des Alpes.

En Espagne, la flotte alliée dégagea, le 11 mai 1706, Barcelone que les Français assiégeaient par terre et par mer. Philippe d'Anjou, vivement pressé par les alliés, évacua, le 24 juin, la capitale de l'Espagne, et se rendit à Burgos. Les Portugais et les Anglais entrèrent, le 24 juillet, dans Madrid, où Charles fut proclamé *roi*, le 2 du même mois. Toutefois ce prince se fit inaugurer à Saragosse, et ne parut point dans la capitale. Les alliés quittèrent cette ville au mois de septembre, et repassèrent le Tage. Philippe d'Anjou rentra, le 22 septembre, dans Madrid. Charles prit les quartiers d'hiver en Aragon.

Au mois de mai 1707, le comte *Wiric de Daun* marcha avec 8000 hommes vers la basse Italie, et conquit en trois semaines tout le royaume de Naples. En juillet le duc de Savoye et le prince Eugène traversèrent,

à la tête de 30,000 hommes, la Savoye, et entrèrent dans la Provence; mais après avoir assiégé Toulon inutilement, ils retournèrent, au mois de septembre, en Italie, où Eugène s'empara de Suse, le 3 du mois suivant. Les Français évitèrent, pendant toute cette campagne dans les Pays-Bas, d'accepter la bataille que leur présenta intérativement le général Marlborough. Au Rhin, le margrave Chrétien-Ernest de Baireuth commanda, après la mort du margrave Louis de Bade, l'armée de l'Empire. Villars passa, le 22 mai, le Rhin près de Neubourg, entre Lauterbourg et Hagenbach, enleva, le lendemain, les lignes de Stollhofen, et força le margrave à se retirer jusqu'à Ellwangen. Les Français inondèrent et rançonnèrent les cercles de Franconie et de Souabe, et une partie de l'Autriche antérieure, et Villars s'avança jusqu'à Schwæbisch-Gemund. Mais ayant reçu des renforts, le margrave repoussa, au mois d'août, les Français jusqu'au Rhin et derrière la Murg, près de Rastadt; après quoi il se démit de sa place de général en chef; l'électeur Louis de Brunswick-Hanovre prit le commandement de l'armée de l'Empire dans les lignes d'Ettlingue. Le comte Mercy battit, le 24 septembre, le corps français, sous Vivans, dans le voisinage d'Offenbourg, et bientôt après le manque de vivres contraignit le maréchal Villars à se retirer au delà du Rhin. En Espagne, le maréchal Berwick vainquit, le 25 avril, les alliés près d'Almonza, et réduisit les royaumes de Valence et d'Aragon.

Eugène et Marlborough commandèrent conjointement, dans la campagne de 1708, l'armée alliée dans les Pays-Bas, qui remporta de grands avantages sur les Français, malgré la supériorité de leur force. Le 11 juillet, le duc de Bourgogne et le maréchal Vendôme éprouvèrent une défaite près d'Oudenarde; le 22 octobre la ville, le 8 décembre la citadelle de Lille, le 30 du même mois Gand,

tombèrent au pouvoir des alliés, et immédiatement après, les Français évacuèrent Bruges. L'électeur de Bavière s'étant avancé, le 22 novembre, sur Bruxelles qu'il bombarda les jours suivants, le duc Marlborough et le prince Eugène remirent le commandement de l'armée de siège devant la citadelle de Lille au prince Alexandre de Wurtemberg, et accoururent au secours de Bruxelles. Mais avant qu'ils fussent arrivés dans le voisinage de cette ville, l'électeur s'était déjà retiré et avait abandonné son artillerie et ses munitions. Sur le Haut-Rhin, l'armée de l'Empire, commandée par l'électeur de Hanovre, fut empêchée d'agir offensivement par le refus que les Cercles firent de fournir une grande partie de leurs contingents : ceux de Franconie, de Souabe et du Haut-Rhin alléguaient pour raison qu'ils étaient épuisés par les contributions considérables que le maréchal de Villars avait exigées d'eux dans le cours de la dernière campagne, tandis que les autres Cercles, qui n'avaient rien à craindre des Français, se laissaient de soutenir une guerre qui ne les intéressait qu'indirectement. Ce furent ces calculs de l'égoïsme qui, dans des temps plus récents, conduisirent la patrie allemande au bord de sa ruine. En Espagne, les Français se rendirent maîtres d'Alcoy, de Tortosa, de Denia et d'Alicante. Le feldmaréchal comte Starhemberg prit alors le commandement de l'armée en Catalogne. Les Anglais s'emparèrent des îles de Sardaigne et de Minorque.

Le pape Clément XI, dévoué à la France, avait refusé de reconnaître Charles pour roi d'Espagne ; mais l'empereur Joseph trouva moyen de l'y forcer ; il commença par revendiquer quelques domaines du pape, comme fiefs de l'Empire et fit, au mois de mai 1708, occuper Commacchio, dans la province de Ferrare. Le souverain pontife rassembla une armée de 25,000 hommes, et commença les hostilités. Mais le comte Daun s'étant mis en

marche du Piémont et étant entré dans l'État ecclésiastique, où il s'avança jusqu'à Jesi, les Romains effrayés persuadèrent enfin le pape à céder. Le 15 janvier 1709, la paix fut publiée, et le 10 octobre de la même année, Clément XI reconnut par une bulle Charles d'Autriche pour roi d'Espagne. Le duc de Savoye et le comte Daun conquirent dans cette campagne les forts d'Eriles, de Perouse et de Fénestrelles, sur la frontière du Dauphiné.

Le duc Charles IV de Mantoue fut mis, le 30 juin 1708, au ban de l'Empire, à cause de son union avec la France. Il cessa de vivre dès le 5 du mois suivant. Le Général en chef impérial, le prince héréditaire de Hesse-Cassel, occupa les pays vacants du prince défunt. La ligne des Gonzague de Guastalle obtint Bozzolo, Sabionetta, Ostiano et Pomponesco, et le duc de Savoye fut investi, le 7 juillet, de la part mantouane du Montferrat. Quant au *duché de Mantoue*, l'Empereur le conféra à son frère le roi d'Espagne. Le duc de Lorraine qui descendait, du côté des femmes, de la Maison de Gonzague, eut plus tard pour dédommagement de ses prétentions la principauté de Teschen en Silésie. Dans l'année 1709, le ban de l'Empire fut aussi prononcé contre le duc François-Marie de Mirandole, partisan zélé de la France, et l'Empereur donna, le 12 mars 1711, sa principauté confisquée au duc de Modène.

L'empereur Joseph transporta, le 23 juin 1708, la dignité électorale du duc de Bavière proscrit au comte palatin Jean-Guillaume, et investit en même temps ce prince du Haut-Palatinat, du comté de Cham et des fiefs bohèmes, situés dans le premier de ces pays. Le 30 juin 1708, le duc Georges-Louis de Brunswick-Hanovre fut publiquement déclaré et reconnu pour prince électeur et introduit, le 7 septembre, dans le Collège électoral. Le même jour, la Maison d'Autriche prit de nouveau posses-

sion de la *dignité électorale bohème*, dont elle n'avait pas fait usage dans les derniers siècles, et l'ambassadeur royal de Bohême commença à en faire les fonctions. Le royaume de Bohême qui, durant cette époque, s'était regardé comme indépendant de l'empire d'Allemagne, s'assujettit alors aux charges et devoirs de chaque autre pays de l'Allemagne, mais acquit aussi les mêmes droits et prétentions sur le soutien et la protection de l'Empire germanique contre des attaques ennemies.

Tandis que les affaires de l'Autriche prospéraient partout, celles de la Cour de France allaient empirant chaque jour. Louis XIV, voyant ses frontières entamées, ses troupes affaiblies, toutes ses ressources épuisées, songea enfin sérieusement à terminer la guerre, d'autant plus que la Nation, accablée d'impôts et exposée à mourir de faim à la suite d'une mauvaise récolte, demandait à grands cris la paix. Le roi avait déjà en 1705 fait offrir secrètement la paix à la Hollande. Mais ce ne fut qu'au mois de mars 1709 que ces négociations commencèrent à prendre une forme régulière. Au mois de mai, le ministre des affaires étrangères de France, de Torcy, et le président Rouillé eurent des conférences avec les plénipotentiaires hollandais, auxquelles prirent alors part Eugène, Marlborough et les envoyés impériaux et anglais. Les demandes des alliés, bien qu'au fond elles ne fussent pas outrées, en considérant la triste situation où se trouvait la France, étaient cependant, toutes prises ensemble, si dures que Louis XIV, quelque touché qu'il fût du malheur de ses sujets, ne put se résoudre à les accepter. Au commencement du mois de juin, les négociations furent rompues et les armées se mirent en campagne.

Le comte Daun entra, au mois de juillet, dans la Savoie, emporta les retranchements français dans la Tarantaise près de Moutiers, conquit cette ville et celles

de Conflans et d'Annecy. Il devait ensuite passer le Rhône et se joindre à l'armée de l'Empire dans la Franche-Comté. Mais ce plan échoua, attendu que le comte Mercy, qui avait reçu l'ordre de marcher par le territoire de Bâle dans la haute Alsace, fut battu, le 26 août, près de Rumersheim par le général français du Bourg.

Dans les Pays-Bas, Marlborough et Eugène enlevèrent, le 13 juillet, Tournai, et le 3 septembre la citadelle de cette ville. On résolut ensuite d'attaquer Mons. Le maréchal Villars s'avança pour faire lever le siège; mais les alliés lui épargnèrent une partie du chemin; ils se rencontrèrent au débouché de Malplaquet, le 11 septembre, et on en vint aussitôt au combat. L'action fut des plus sanglantes, des plus opiniâtres, et finit par la défaite des Français. Mons tomba, le 20 du mois suivant, entre les mains des vainqueurs. En Espagne, les alliés, sous lord Galloway, furent vaincus, le 7 mai, près de la rivière de Caya dans la plaine de Gudina. En revanche, le comte de Starhemberg se rendit maître, au mois d'août, de Balaguer en Catalogne.

Cependant la détresse en France croissait de plus en plus. Ce royaume n'était plus en état de faire face plus longtemps à tant de Puissances coalisées contre lui; il n'avait plus de barrière à leur opposer du côté de la Flandre, et les alliés pouvaient bientôt pénétrer jusqu'à Paris. Dans cette extrémité, Louis XIV fit lui-même entamer de nouveau des négociations à Gertruidenbourg, vers la fin de l'année 1709. Il consentit à toutes les conditions préliminaires déjà établies à la Haye. Elles stipulaient: que le roi de France abandonnerait son petit-fils Philippe et l'électeur de Bavière à leur sort; qu'il reconnaîtrait Charles d'Autriche pour roi d'Espagne; qu'il bannirait le prétendant d'Angleterre de ses Etats; que le port de Dunkerque serait comblé; que le roi céderait

Lille, Tournai et plusieurs autres places à la Hollande, et rendrait Strasbourg, Kehl et Landau à l'empire d'Allemagne, et Brisac à l'Autriche. Oui, Louis XIV s'engagea même à soutenir les alliés par de l'argent et des troupes pour expulser son petit-fils Philippe de l'Espagne, en cas qu'il ne renonçât point de bon gré à l'héritage espagnol. Mais les alliés exigèrent encore, que Louis XIV se chargeât tout seul d'éloigner Philippe de l'Espagne, soit par la voie de la persuasion, soit par la force des armes. On faisait même valoir comme une grâce de permettre aux troupes des alliés, qui étaient en Catalogne, de concourir avec celles de Louis XIV à détrôner son petit-fils, pour mettre son rival à sa place. Cette dernière prétention immodérée et indélicate qui, comme nous verrons par la suite, fit perdre l'Espagne à l'Autriche, révolta et indigna tellement Louis XIV, qu'il prit la résolution de s'ensevelir plutôt sous les ruines de son royaume que de s'abaisser à ce point; il ordonna à ses ministres de quitter Gertruidenbourg sur-le-champ.

Cette négociation n'avait point interrompu les opérations de guerre. Dans cette année (1710), le prince Eugène et le duc Marlborough conquièrent Douai, Bethune, Saint-Venant et Aire dans les Pays-Bas. Sur le Haut-Rhin, l'armée de l'Empire se trouvait encore toujours trop faible pour former quelque entreprise. La campagne en Italie n'offrit guère plus d'intérêt que celle au Rhin. Un différend qui s'était élevé, l'année précédente, entre le duc de Savoye et la Cour impériale, au sujet de quelques fiefs de l'Empire, fit rester ce prince dans une inaction complète. Le général impérial comte Daun n'avait point des forces suffisantes pour entrer dans le Dauphiné, bien défendu par le maréchal Berwick. Les événements en Espagne furent beaucoup plus remarquables que ceux au Rhin et en Italie. Le roi Charles et le comte de Starhem-

berg n'eurent pas plutôt reçu les renforts qu'ils attendaient, qu'ils allèrent chercher l'armée franco-espagnole, campée près d'Almenara. Ils l'attaquèrent et la vainquirent, le 27 juillet, et lui firent éprouver une seconde défaite, le 20 du mois suivant, dans le voisinage de Saragosse. Au mois de septembre, Philippe quitta Madrid et s'enfuit à Valladolid; Charles entra dans la capitale. Mais ce brillant état des choses prit soudainement un tour très-fâcheux. Les Portugais refusèrent de se joindre aux Allemands et aux Anglais. L'armée alliée était dans le plus pressant besoin, et Philippe reçut des renforts considérables. Au mois de novembre, Charles se vit obligé d'abandonner Madrid, et ensuite toute la Castille. Le corps anglais du général Stanhope fut entouré dans Brihuega et fait prisonnier (le 9 décembre). Le lendemain, le comte Starhemberg, qui était arrivé trop tard pour sauver Brihuega, défit Philippe et Vendôme près de Villaviciosa; mais il ne put profiter de cet avantage, vu l'insuffisance de ses forces. Les alliés se retirèrent en Catalogne. Le duc de Noailles leur enleva encore dans cette contrée Gironne, le 23 janvier 1711.

Un changement du ministère qui avait eu lieu en Angleterre, eut une influence décisive sur le progrès de cette guerre. Le parti des Whigs ou républicains, auquel appartenait le duc Marlborough, fut culbuté, et toutes les places de ministres furent conférées à des zélés Torys ou royalistes. Marlborough ne se maintint dans son poste de Général en chef que par la réputation militaire qu'il avait acquise, et par la difficulté qu'on avait à le remplacer dans le commandement. Mais le nouveau ministère, ennemi de ce fameux capitaine, restreignit d'abord son pouvoir et chercha ensuite à faire la paix le plus tôt possible, pour ne pas avoir besoin plus longtemps de Marlborough. À ces fins, on entama de nouveau vers la fin de 1710, par des voies secrètes, des négociations avec la France.

Les troubles de la Hongrie, qui continuaient toujours, avaient empêché l'Empereur de faire marcher des forces suffisantes tant en Italie, que vers le Haut-Rhin. Joseph I était prêt à redresser les griefs des Protestants, à leur tendre sincèrement la main pour rétablir la paix, et à leur pardonner leur rébellion; mais il était tout aussi décidé à ne pas laisser restreindre les droits que sa Maison avait possédés antérieurement, ni à encourager par une trop grande condescendance l'obstination des perturbateurs du repos public. Le 10 mai 1705, Joseph notifia par un édit son avènement aux Hongrois, accorda en même temps une amnistie aux mécontents, et promit d'avoir égard à toutes les plaintes fondées.

Rakotzi, qui avait reçu des secours d'argent et de troupes de la part de la France, avait, encore peu auparavant, enlevé plusieurs endroits et nommément Epériès et Saint-Georges. Mais il paraissait vouloir prévenir les bonnes intentions de l'Empereur; car il consentit à négocier. Joseph agréa l'entremise de la Hollande et de l'Angleterre que Rakotzi lui proposait. Pendant ce temps-là, les hostilités n'en furent pas moins continuées. Le général en chef impérial Herbeville vainquit, le 11 août près Pudmeritz, Rakotzi qui s'était lui-même avancé avec son armée principale jusqu'aux bords de la Waag. Rakotzi, qui avait convoqué une assemblée de ses partisans dans le champ de Rakos, la transféra alors à Szec-sény, donna à ses adhérents le nom de *Confédérés*, et se fit proclamer lui-même, le 20 septembre, *chef de la Confédération*. Les mécontents rédigèrent alors le cahier de leurs doléances, jurèrent leur union, et déclarèrent qu'ils voulaient être regardés comme un corps politique et contracter, comme tel, des alliances formelles avec des Puissances étrangères. Un sénat de vingt-cinq conseillers fut adjoint à Rakotzi. Les premiers actes de ces gouver-

nants furent : un édit qui accordait aux Catholiques , aux Luthériens et aux Calvinistes une égale liberté de religion ; le rappel de Tékély et de ses partisans , qui tous devaient rentrer en possession de leurs biens ; le bannissement de tous les Hongrois qui n'accéderaient point à la ligue, la confiscation de leurs biens &c. Emméric Tékély ne revit plus sa terre natale. Cet homme , qui avait joué un si grand rôle en Hongrie , s'était vu réduit à ne tenir sa subsistance que des bienfaits du sultan. Il se retira, après la paix de Carlowitz , à Nicomédie, où Mahomet IV lui avait donné une maison assez agréable. Mais le chagrin et l'ennui d'une vie oisive le consumèrent bientôt. Il mourut, le 15 septembre 1705 , dans le voisinage de Nicomédie, et selon d'autres à Constantinople.

Le 2 août de la même année, la Diète de Transylvanie à Hermanstadt assura au plénipotentiaire impérial Rabutin son fidèle dévouement à l'Empereur. L'élection de Rakotzi comme prince de Transylvanie, faite l'année précédente (1704), fut déclarée illégale et non valide, et on menaça de la perte des biens et de la vie tous ses adhérents. Pour soutenir Rabutin en Transylvanie, Herbeville marcha lui-même, en septembre, par Bude, le Grand-Waradin et Debreczin, vers cette principauté. Il vainquit, le 11 novembre, l'armée de Rakotzi, qui voulait lui fermer près de Zsibo le passage, et mit ensuite, par une soigneuse occupation, ce pays à couvert contre les agressions ennemies.

Le général Palfy, qui commandait les troupes impériales dans la Hongrie occidentale, fut repoussé par d'autres bandes rakotziennes jusqu'au delà de la Leitha ; et les terres frontières de l'Autriche, tant celles situées sur ce fleuve que celles sur la Morave, furent pillées et dévastées. Rakotzi, qui n'avait d'autre soutien que l'amitié chancelante du roi Louis XIV, ne se dissimulant point qu'avec ses troupes mal armées, mal vêtues, il ne pourrait

résister longtemps aux forces impériales, avait pendant le congrès de Tyrnau, ouvert le 27 octobre 1705, recherché l'alliance des rois Charles XII de Suède et de Stanislas Leszinsky de Pologne. Mais ayant été éconduit par ces deux princes, il se détermina enfin à offrir une trêve qui fut acceptée, le 11 mai 1706. Les envoyés de Rakotzi présentèrent un projet de pacification. L'Empereur rejeta toute prétention extravagante contenue dans ce mémoire, mais il agréa tous les articles qui étaient conciliables avec le repos et le bien-être du royaume. Il persévéra principalement à vouloir, que l'état de la Transylvanie demeurât tel qu'il avait été fixé par la paix de Carlowitz; sur quoi Rakotzi rompit, à la fin de juillet, les négociations. Le comte de Starhemberg, qui avait été nommé Général en chef de l'armée impériale en Hongrie, reprit au mois d'octobre Strigonie, que les rebelles avaient occupée environ deux mois avant, et Palfy les chassa de l'île de Schutt. Rabutin reçut ordre de se réunir avec une partie des troupes qui se trouvaient en Transylvanie, à l'armée principale en Hongrie. Mais il assiégea Cassovie inutilement; et après avoir en vain tenté d'opérer sa jonction avec Starhemberg, il se vit obligé de se diriger, à la fin de l'année, par Tokai et Debreczin vers Bude. Le général Tige que Rabutin, pendant cette marche, avait renvoyé en Transylvanie, défit près de Kotsard le corps de rebelles de Laurent Pekri, qui parcourait tout ce pays, et s'ouvrit par là le chemin d'Hermanstadt. Dans cette année et les suivantes, les mécontents firent plusieurs courses en partie au delà de la Morave, surtout près de Skalitz, en Moravie, en partie au delà de la Leitha dans la contrée autrichienne autour de Neustadt, en partie au delà de la Mur dans la basse Styrie et la Croatie. L'assemblée des confédérés, tenue en hiver 1707 à Rosenau, résolut, à l'instigation de l'ambassadeur français De-

salleurs, de continuer vigoureusement la guerre. Le comte Rabutin marcha, par ordre de l'Empereur, de nouveau en Transylvanie; Guy de Starhemberg devait couvrir l'Autriche, et Jean Palfy la Styrie. Starhemberg remporta dans plusieurs petits combats des avantages sur les rebelles; mais il fut obligé de passer, au mois d'août, le Danube pour soutenir Palfy. En Transylvanie Rakotzi tint à Maros-Vasarhély une Diète, dans laquelle il fut élu prince le 28 mars 1707. Les États du pays, qui étaient demeurés fidèles, réunis à Hermanstadt, protestèrent contre cette élection séditieuse. Dans l'entrefaite, Rakotzi avait assemblé, dans les mois de mai et de juin, les États à Onod, où ils renoncèrent formellement à la domination autrichienne. Rakotzi alors demanda du secours à la France, qui toutefois ne se montra point disposée à le lui accorder; il sollicita l'entremise du czar Pierre I, pour que la Transylvanie lui demeurât à la paix; mais le czar le renvoya également sans l'écouter. L'Empereur convoqua, au mois de mars, une Diète à Presbourg pour pacifier le pays. Rakotzi avait, à la vérité, cherché en vain à empêcher par ses troupes légères l'ouverture de cette assemblée dans la dite ville; mais l'Empereur en ajourna lui-même la continuation, attendu que les États avaient commencé par s'occuper uniquement de querelles de religion. Le général Heister remporta, le 4 août près de Trentschin, une victoire décisive sur les rebelles; il conquit ensuite Neutra, et fit bloquer Neuhausel par le général Palfy. En revanche, les mécontents ravagèrent la basse Styrie, l'Esclavonie et la Moravie. Károly, l'un des principaux chefs de la confédération, pénétra en Transylvanie; mais il fut bientôt contraint, par les habiles manoeuvres du général impérial Kriechbaum, à évacuer le pays. Rakotzi chercha aussi à engager le roi de Prusse à des démarches contre l'Autriche, et en faveur des re-

belles, ou du moins en faveur de sa propre personne seule. Mais il ne reçut que la promesse que le roi s'emploierait auprès de l'Empereur, pour faire obtenir aux Hongrois protestants la liberté de religion.

La Diète, convoquée le 15 mai 1709 à Presbourg, déclara Rakotzi et le comte Bertsény, son intime ami et partisan, ennemis du royaume, et l'Empereur fit publier cet arrêt par un édit, le 14 juillet. Le feldmaréchal Heister et ses sous-généraux conquièrent Sumegh, Vesprim, Simontornya, Liptau, Kæsmarkt et autres endroits. Le général Kriechbaum tint la Transylvanie dans la soumission. La peste empêcha les progrès ultérieurs des armes impériales. Un bref papal du 17 août 1709 enjoignit au clergé catholique de s'abstenir de toute union avec Rakotzi. Les généraux de l'Empereur publièrent de nouveau l'amnistie, et un édit de Joseph, émané le 12 décembre, promit aux Protestants une pleine justice et une protection efficace.

Rakotzi ayant été renforcé par un assez grand nombre de déserteurs suédois et polonais qu'il avait pris à sa solde, attaqua, le 22 janvier 1710, le général impérial Sickingen entre Vadkert et Rombay; mais il fut vaincu après un chaud combat. Leutschau se rendit sur la fin de janvier 1710 aux Impériaux, et plusieurs chefs des rebelles se joignirent avec leurs troupes à eux. Le czar Pierre essaya alors effectivement d'amener la paix en Hongrie par un accommodement. Mais les mécontents formèrent des prétentions si hardies, qu'il fut impossible d'y souscrire. Neuhæusel tomba le 23 septembre 1710, et dans les mois suivants se rendirent le château de Zips, Ujvar, Szolnok, Bartfeld, Erlau et Epériès. Jean Palfy, qui avait succédé au général Heister dans le commandement en chef, mit ses troupes en quartiers d'hiver; mais il les cantonna de manière à ce que Cassovie se trouvât entièrement cernée. Rakotzi sollicita vainement l'assistance de l'Angleterre et de la

Porte. Enfin voyant qu'il ne pouvait compter sur aucun secours réel de la part des États étrangers, que la plus grande partie de la Noblesse hongroise l'avait abandonné et que ses troupes, découragées par les revers qu'elles avaient éprouvés, regrettaient leurs foyers et désertaient ses drapeaux, Rakotzi entama des négociations indirectes avec Palfy, et se montra prêt à céder. Un nouvel édit de religion, émané de l'Empereur le 10 novembre 1710, acheva de tranquilliser les Protestants. Le 30 janvier 1711, Palfy eut une entrevue avec Rakotzi à Vaja; mais cet homme arrogant et opiniâtre refusa absolument de renoncer à la possession de la Transylvanie, se fondant à cet égard sur l'opposition de ses conseillers qui avaient, à ce qu'il prétendait, refusé de consentir aux conditions proposées par l'Empereur.

Rakotzi se rendit, au mois de février, en Pologne, où il espérait trouver de grandes ressources, pour continuer la guerre; il se flattait encore d'ailleurs de l'espoir d'obtenir le secours de la Russie et de la France, et perdit pendant ce temps-là les partisans qui lui restaient en Hongrie. Dès le 14 mars, Károly avait juré secrètement fidélité à l'Empereur. Comme tous les efforts que fit ce magnat pour ramener Rakotzi à la raison, furent inutiles et infructueuses, il convoqua, au commencement d'avril, les chefs de la confédération à Szathmar, et l'assemblée accepta les articles préliminaires de la paix, accordés par l'Empereur. Les points principaux de ce traité furent: que l'Empereur et Roi accordait à François Rakotzi la grâce de la vie et lui rendait ses biens, s'il se soumettait jusqu'au 27 avril, et qu'il serait libre ensuite de demeurer dans les États autrichiens, ou de se rendre en Pologne; que la même grâce était accordée, sous la même condition, aux magnats, Nobles, prélats et capitaines hongrois et transylvains, ainsi qu'à tous ceux qui avaient suivi le parti de Ra-

kotzi ; qu'on restituerait même les biens aux veuves et aux enfants des insurgés qui étaient morts pendant ces troubles ; que les droits, privilèges et immunités du royaume de Hongrie et de la Transylvanie seraient conservés et maintenus ; que chaque Noble aurait dans les Diètes la faculté entière de soumettre ses griefs, et de représenter ce qui pourrait être convenable pour le salut et l'honneur de la nation, le Roi voulant bien permettre la liberté des suffrages ; que les charges et dignités de l'État ne seraient conférées qu'aux régnicoles etc. Une députation de cette assemblée invita Rakotzi à accéder à la convention, et comme il s'y refusa positivement, la confédération fit remettre, le 27 avril, Cassovie aux Impériaux ; on leur livra ensuite aussi Szathmar, Etzed et Somlyo. Munkacs ne fut réduit par Palfy que le 23 juin. Le 1 mai 1711, la paix définitive fut jurée à Szathmar par les mécontents qui étaient rentrés dans leur devoir. On accorda encore une fois à Rakotzi et à ses partisans obstinés un terme de trois semaines, pour mériter par leur soumission d'être compris dans l'amnistie et réintégrés dans leurs possessions, avec l'assurance que les privilèges religieux et politiques légalement fondés des Hongrois et des Transylvains seraient maintenus. L'empereur Joseph n'eut pas la satisfaction de voir cette grande affaire entièrement terminée avant sa mort. Il était descendu au tombeau dès le 17 avril. Comme le roi Charles, son frère et successeur, se trouvait absent en Espagne, l'impératrice-mère *Éléonore*, que Joseph avait établie régente, ratifia la paix de Szathmar, le 26 mai, et tint la main à ce qu'on procédât incontinent à l'exécution des articles de l'acte de pacification. Ce traité est un des plus importants que la Maison d'Autriche ait conclus avec les Hongrois. Il fut l'olive de la paix. Lui seul mit fin à une lutte opiniâtre et meurtrière, qui avait duré près de deux siècles, et rétablit une harmonie parfaite entre le Souverain et la nation.

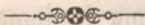
Charles XII, roi de Suède, avait, sur ces entrefaites, continué la guerre dans le Nord avec des succès variés. Les Saxons, sous la conduite de Schulenburg, qui voulaient de nouveau occuper la Pologne pour le roi Auguste II, furent battus, le 13 février 1706 près de Fraustadt, par le feldmaréchal suédois Rheinschild. Charles XII lui-même traversa au mois d'août la Silésie, sans en avoir demandé la permission à l'Empereur, et marcha par la Lusace en Saxe, pour forcer Auguste à résigner. Effectivement les plénipotentiaires de ce prince signèrent, le 24 septembre 1706 à Altranstædt, une convention, par laquelle Auguste renonçait à la Pologne et reconnaissait Stanislas Leszinsky pour roi de ce pays. Ce nonobstant, Charles resta encore pendant toute une année avec ses troupes en Saxe, et extorqua de fortes sommes de ce pays. Comme l'Empereur avait reçu avec bonté et bienveillance les soldats russes, réfugiés sur le territoire autrichien, et favorisé leur retour dans leur patrie, Charles XII demanda à l'Empereur satisfaction de cette prétendue offense. Par suite des négociations qui eurent lieu à cet égard, Joseph assura, sur la demande du roi de Suède, aux Silésiens évangéliques l'exercice libre de leur culte et la restitution des églises dont ils avaient été dépossédés. En 1708 le roi Charles chassa les Russes de la Pologne, et pénétra ensuite dans l'Ukraine. Mais la fortune, après avoir favorisé pendant neuf ans cet Alexandre du Nord, l'abandonna enfin tout à coup. Son général Lœwenhaupt éprouva une défaite près de Leszno, le 11 octobre 1708; Charles lui-même fut battu le 8 juillet 1709 près de Pultawa; les restes de son armée furent enveloppés et faits prisonniers. Le roi s'enfuit dans la forteresse turque de Bender. Auguste II, soutenu par le Danemark, la Prusse et la Russie, s'empara de nouveau de la Pologne, et se replaça sur le trône de ce royaume.

L'empereur *Joseph I* mourut à Vienne le 17 avril 1711, dans la trente-troisième année de son âge. Son épouse, *Guillemine-Amélie*, fille du duc Jean de Brunswick-Lunebourg, fonda, étant veuve (1717), le couvent des Salésiennes à Vienne, au faubourg appelé *Rennweg*, et y termina ses jours, le 10 avril 1742. Joseph I laissa deux filles : *Marie-Josephine-Élisabeth* (née le 8 décembre 1699, morte le 17 novembre 1755) et *Marie-Amélie* (née le 22 octobre 1701, morte le 11 décembre 1756). La première fut mariée, le 20 août 1719, à *Frédéric-Auguste, prince électoral de Saxe*, la seconde à *Charles-Albert, prince électoral de Bavière*, le 5 octobre 1722. Joseph I était d'une taille moyenne ; il avait le maintien à la fois noble et rempli de grâces. Ses yeux bleus, son teint délicat, sa chevelure blonde lui donnaient, il est vrai, dans sa jeunesse un air efféminé ; mais lorsqu'il se livra plus tard aux travaux de la guerre, à la fatigue de la chasse, qu'il aimait avec passion, sa physionomie prit du caractère, et annonça la grandeur et la majesté. Il avait l'âme élevée, l'esprit ferme et résolu. Il était sujet à l'emportement ; mais la raison reprenait bientôt l'empire sur son humeur exaspérée, qui faisait place à sa douceur ordinaire. Envers ses sujets, Joseph était bon, affable, libéral et humain ; juste et généreux dans tous les rapports. Quoiqu'ennemi d'une étiquette trop sévère et de la gêne espagnole, il aimait assez à voir sa Cour étaler un luxe et une splendeur convenables à la dignité des Souverains. À l'exemple de ses aïeux, Joseph était fort attaché à la religion catholique et en remplissait les devoirs avec la plus grande exactitude. Mais il avait en même temps une tolérance, libre de préjugés, pour ceux qui étaient d'une autre communion. Les principaux fruits de l'excellente éducation qu'il avait reçue furent : une rare facilité à parler et à écrire sept langues ; des connaissances

étendues dans les mathématiques, dans l'histoire, dans la législation et la jurisprudence; enfin une vive prédilection pour les beaux-arts; la musique surtout avait des charmes pour lui; il en connaissait non-seulement la théorie, mais il jouait lui-même de plusieurs instruments; il estimait l'architecture civile et militaire, à cause de leur grande utilité publique. Il était extrêmement actif dans les affaires du gouvernement, et sa grande pénétration en accélérât beaucoup la marche. Il appréciait les avis d'hommes éprouvés et sages avec beaucoup de reconnaissance. Ce prince possédait dans un haut degré l'art de bien choisir ses serviteurs; et les ministres et Généraux autrichiens de son temps vivent honorablement dans le souvenir de la postérité. Nonobstant la courte durée du règne de l'empereur Joseph, la monarchie autrichienne lui doit cependant plusieurs arrangements et institutions, également utiles au bien-être public et à l'État, entre autres la fondation de la banque de Vienne (le 24 décembre 1705); le perfectionnement de la judicature en Autriche, en Bohême &c.; l'amélioration des finances par l'introduction d'impôts indirects plus convenables; l'ouverture de l'academie des peintres et des sculpteurs (le 18 décembre 1708), qu'avait fondée l'empereur Léopold.

Les exploits des princes Charles de Lorraine et Eugène de Savoye avaient éveillé le courage de Joseph, et fait naître de bonne heure dans son âme le désir d'imiter ces illustres héros; aussi ne tarda-t-il pas à se montrer au champ de l'honneur. Les sièges de Landau 1702-1704 lui offrirent les moyens de signaler son jeune courage et ses connaissances militaires. Après la mort de Léopold, Joseph s'attacha avec ardeur à réaliser les projets, formés par son père; mais il adopta un autre système que celui qu'avait suivi Léopold, surtout à l'égard des mécontents en Hongrie. Pour retenir les insurgés vaincus sous son

obéissance, il les traita avec bonté et indulgence, et ses bienfaits firent sur les esprits une impression plus profonde que la sévérité des ministres et Généraux de son père n'en avait fait dans les premiers troubles. Joseph avait déjà aussi tout préparé pour continuer vigoureusement la guerre en Italie, en Allemagne et dans les Pays - Bas, tandis que son frère Charles combattait en Espagne pour la succession de cette couronne. De nombreuses troupes autrichiennes allaient se mettre en marche pour se joindre aux alliés; Joseph lui-même se disposait à se mettre à leur tête, lorsque les troubles qui menaçaient d'éclater en Bohême, et les progrès que faisaient les mécontents en Hongrie, l'engagèrent à abandonner la conduite de ses armées au prince Eugène, qui avait toute sa confiance, et à d'autres chefs habiles et intrépides qui les meneraient à la victoire, tandis que lui-même veillerait du sein de sa capitale à l'administration de son Empire, contiendrait les factieux, étoufferait les révoltes et punirait des princes infidèles. Cependant, si Joseph I ne se montra plus à la tête de ses légions, sa sagesse, sa fermeté, lui acquirent une gloire non moins solide et durable, que celle que lui auraient procurée les lauriers qu'il aurait sans doute cueillis, s'il s'était présenté de nouveau dans la lice.



## CHAPITRE XI ET DERNIER.

Charles VI.  
De 1711 à 1740.

---

À la mort de l'empereur Joseph I, tous les États de l'Europe étaient épuisés par une guerre de dix ans; ils se trouvaient dans une espèce d'impuissance de se faire plus de mal, et l'Allemagne avait besoin d'un chef qui pût la protéger et la défendre contre les factions intérieures et les ennemis du dehors. Cependant, lorsque les princes électeurs s'assemblèrent, le 20 août 1711, à Francfort pour l'élection d'un roi des Romains et empereur, les opinions se divisèrent, les cabales grossirent, les Puissances ennemies de la Maison d'Autriche s'efforcèrent de lui enlever cette couronne, il est vrai, toujours élective, mais qui depuis près de trois siècles n'avait plus brillé que sur la tête d'un prince autrichien. Auguste, roi de Pologne et électeur de Saxe, voulait élever à l'Empire son fils, le prince électoral. Louis XIV proposa le roi Frédéric de Prusse pour empereur. Mais ce prince sage et prudent écarta lui-même la demande faite en sa faveur par le roi de France. Ce dernier monarque s'employa alors pour faire absoudre du ban et admettre à l'élection les électeurs de Bavière et de Cologne qui avaient été exclus de l'assemblée. Comme on n'eut aucun égard à l'entreprise du roi de France, ni aux protestations des princes proscrits, Louis XIV ordonna au maréchal Villars de se mettre en marche de la Flandre vers Francfort. Mais le

prince Eugène couvrit cette ville avec une si bonne armée, que le Général français ne jugea pas à propos de se mesurer avec lui. Quelques électeurs étaient indécis sur le choix à faire; mais la nécessité d'opposer aux Turcs un prince redoutable par son courage, par ses domaines, par ses richesses, réunit enfin tous les suffrages en faveur de *Charles d'Autriche* qui fut élu, le 12 octobre 1711, *roi des Romains* et proclamé *Empereur* sous le nom de *Charles VI*. Ce prince avait déjà un caractère décidé, un courage à l'épreuve, et beaucoup d'expérience. En Espagne il avait combattu en soldat, commandé en Général; et il continuait à disputer à Philippe V le trône de ce royaume, lorsque la mort de son frère Joseph l'appela en Allemagne. Charles était parti, le 26 septembre, de Barcelone, après y avoir établi un Conseil de régence, à la tête duquel se trouvait son épouse Élisabeth. Il aborda à Vado sur la côte de Gènes, d'où il se rendit à Milan. Ayant reçu dans cette ville, de la main du comte palatin Philippe de Neubourg, le décret d'élection, il continua par le territoire de Venise et le Tyrol son voyage vers le Mein, et fut couronné à Francfort le 22 décembre 1711.

Le prince Eugène plaça en été de la même année une partie des troupes autrichiennes, sous le général Vehlen, qui s'étaient trouvées auparavant dans les Pays-Bas, dans les lignes d'Etlingue, et l'armée de l'Empire dans le camp près de Muhlbourg sur le haut Rhin. Ces troupes observaient les maréchaux français Harcourt et Bezons, dont le premier était campé dans les lignes de Weissenbourg, le second près d'Offenbach derrière la Kintzing, ainsi que les trois autres corps ennemis, postés près de Stollhofen, Seltz et Brisac. Eugène se mit, au mois d'août, avec l'armée principale en marche de Muhlbourg, passa près de Philipsbourg le Rhin, et assit son camp dans le voisinage de Spire, tandis que des troupes

françaises traversèrent le fleuve, pour passer dans le Brisgau. On se borna de part et d'autre à faire de pareils mouvements jusqu'à l'entrée de la mauvaise saison, où les armées prirent les quartiers d'hiver. — En Italie, le duc Victor-Amédée chassa avec son armée, composée en partie d'Autrichiens sous le feldmaréchal Daun, les Français de la Savoie et menaça d'envahir le Dauphiné. Cependant vers l'hiver il se retira de nouveau en Piémont. En Espagne, le comte Guy Starhemberg conserva au roi Charles les places catalanes qui étaient encore au pouvoir de ce Souverain. Le 22 décembre, il contraignit les Français à lever le siège de la citadelle de Cardone. Enfin dans les Pays-Bas, Marlborough enfonça les lignes ennemies entre Bouchain et Arras, et le général Fagel conquit Bouchain même, le 12 septembre 1711.

La mort de l'empereur Joseph I et celle du Dauphin, qui l'avait précédé peu de jours avant (14 avril 1711) au tombeau, eurent une grande influence sur les négociations déjà pendantes entre la France et les Puissances maritimes. La crainte de voir l'équilibre de l'Europe dérangé si Charles VI, déjà empereur d'Allemagne et maître de tous les royaumes et pays autrichiens, y joignait encore tous les États de la monarchie espagnole, engagea le Cabinet anglais à proposer un partage de ces derniers, ensuite duquel les Pays-Bas et les pays italiens devaient échoir à Charles d'Autriche, et l'Espagne et l'Amérique à Philippe d'Anjou. Pour elle-même, l'Angleterre demandait le rasement des fortifications de Dunkerque, et l'encombrement du port de cette ville, la cession de Gibraltar, de Port Mahon, de Terre neuve et de la baie d'Hudson, un traité de commerce avantageux, et surtout la traite exclusive de nègres en Amérique et en outre la reconnaissance de la reine Anne, et de la succession protestante en Angleterre; — pour la Hollande

une barrière de forteresses dans les Pays-Bas situées sur la frontière de France, et sûreté pour son commerce; — pour l'Empereur et l'Empire germanique, du côté du Rhin, un boulevard qui les couvrît contre la France; — pour le duc de Savoye la restitution des places qui lui avaient été enlevées par la France, et la remise de plusieurs autres, que les alliés lui avaient encore assurées; — enfin l'accomplissement de tous les points que les alliés s'étaient mutuellement garantis par des traités. Il devait être aussi stipulé, que les couronnes de France et d'Espagne ne pourraient jamais être réunies sur une seule tête. Ces négociations furent d'abord continuées entre la France et l'Angleterre seules; mais ensuite, lorsque les déclarations de Louis XIV parurent favoriser les espérances de paix, on les communiqua aussi à l'Empereur et aux États-Généraux. Charles VI refusa de prendre part à la négociation sur les bases modifiées par la France. Mais les États-Généraux firent ouvrir le congrès à Utrecht, le 29 janvier 1712. Tous les alliés, et même l'Empereur, y envoyèrent leurs plénipotentiaires. Les prétentions de tous ces princes étaient si outrées et se croisaient au point, qu'il s'éleva bientôt des collisions et des querelles qui mirent de grands obstacles au rapprochement des partis.

Après la chute de Marlborough, le commandement de l'armée anglaise dans les Pays-Bas avait été conféré au duc d'Ormond, tandis que les troupes impériales et hollandaises étaient sous les ordres du prince Eugène. Au mois de mai, la grande armée des alliés, qui était encore plus nombreuse qu'elle n'avait été les années précédentes, se mit en mouvement. Le prince de Savoye avait proposé au duc d'Ormond de se joindre à lui pour attaquer le maréchal de Villars, qui avait pris une position fort avantageuse entre Cambrai et Arras, afin de l'éloigner

de la première ville et de faire ensuite le siège de cette forteresse. Mais le Général anglais, qui avait des ordres secrets de ne rien entreprendre d'important, éluda cette demande et resta dans l'inaction jusqu'au 17 juillet où il publia une suspension d'armes de deux mois avec la France. Le 19 du même mois, les Français remirent par suite des négociations Dunkerque aux Anglais. Ormond occupa Gand et Bruges. Pendant ce temps-la, Eugène conquit le Quesnoy, le 6 juillet, et assiégea Landrecies. Le maréchal Villars arriva alors avec des forces supérieures, battit le général hollandais Albemarle, le 24 juillet près de Denain et enleva, le 1 août, Marchiennes, où Eugène avait son principal dépôt de vivres et de munitions de guerre. Ce prince se vit obligé par ce revers de lever le siège de Landrecies, le jour suivant. Villars réduisit alors encore Douai, le Quesnoy et Bouchain. Sur le haut Rhin et en Italie, il ne se passa rien d'intéressant dans le cours de cette campagne; en Espagne, le feldmaréchal Starhemberg continuait à tenir Gironne et Rosas bloqués.

Le 5 novembre 1712 à Madrid, Philippe d'Anjou renonça pour lui et ses héritiers à toutes les prétentions sur la couronne de France. Une pareille renonciation fut signée, le 19 et 24 novembre, par les princes français, à l'égard de l'Espagne. Le 19 août il avait été encore conclu à Paris pour l'Angleterre, la Hollande et l'Espagne, un armistice de quatre mois avec la France, lequel fut prolongé plus tard jusqu'à la paix. Le 29 janvier 1713, le *traité de barrière* fut signé à Utrecht. Il accordait à la Hollande le droit de garnison dans les forteresses des Pays-Bas espagnols; savoir: Furnes, fort de la Kenoque, Ypres, Menin, Tournai, Mons, Charleroi, Namur, dans la citadelle de Gand, et dans les forts de Perle, de Philippe et de Damme, ainsi que la propriété de la batterie de Saint-Donan. L'Angleterre garantit cette barrière avec

10,000 hommes et vingt vaisseaux de guerre, la Hollande avec vingt vaisseaux et 6000 hommes la succession protestante en Angleterre.

L'Empereur fit, le 14 mars 1713, conclure à Utrecht un traité pour l'évacuation de l'Espagne et signer ensuite, de concert avec le duc de Savoie, une trêve pour l'Italie et la France méridionale jusqu'à la paix prochaine. La Catalogne fut abandonnée, au mois de juillet, par les troupes impériales. Cependant cette province, et surtout la ville de Barcelone, continua de résister à Philippe V jusqu'en 1714, et ne fut réduite qu'après bien des combats opiniâtres et sanglants.

Le 11 avril 1713, les paix séparées de l'Angleterre, de la Savoie, du Portugal, de la Prusse et de la Hollande avec la France furent signées. La France reconnut la succession protestante en Angleterre, promit de n'accorder aux Stuart ni asile dans ses pays, ni aucun autre secours, — de ne réunir jamais les deux couronnes de France et d'Espagne sous un seul Souverain, — de raser les ouvrages de Dunkerque à ses propres frais et de combler le port de cette ville ; elle céda en outre quelques districts américains, savoir : la nouvelle Écosse ou l'Arcadie, l'île de Terre neuve et la baie d'Hudson &c. à l'Angleterre. Au Portugal la France abandonna également ses prétentions sur plusieurs districts américains. La France satisfit le roi de Prusse, en lui cédant le quartier supérieur de la Gueldre, et en reconnaissant sa dignité royale, ainsi que sa souveraineté sur la principauté de Neuchâtel et Valengin. En retour, la Prusse se désista de ses prétentions sur la principauté d'Orange, et sur les biens en Bourgogne qui appartenaient à l'héritage orangiste. La France et la Savoie se firent des cessions réciproques, ensuite desquelles la ligne frontière entre les deux États s'étendit alors le long de la plus haute crête

des Alpes; le duc gagna par cet arrangement tout le vallon de Pragelas, les forteresses d'Eriles et de Fènes-trelles, et les vallées d'Oulx, de Sezanne et de Bardoneche, avec le château Dauphin. Il eut en outre l'île de Sicile avec le titre royal, et le droit de succession sur l'Espagne, en cas que Philippe V et ses descendants vissent à s'éteindre. Les Pays-Bas espagnols furent, après que les limites eurent également été réglées par la cession réciproque de différentes forteresses et cantons, confiés à la Hollande, pour les remettre à la Maison d'*Autriche*, aussitôt que cette Puissance se serait accordée avec les États-Généraux sur l'affaire de barrière. La France promit de s'employer auprès de l'électeur de Cologne et évêque de Liège, pour que les fortifications de Bonn fussent rasées, et qu'on laissât des garnisons hollandaises dans les villes de Huy et de Liège. Il fut encore signé un traité de commerce particulier entre la France et la Hollande. Les villes anséatiques et la Confédération suisse furent comprises dans ces traités.

Le 13 juillet de la même année, les traités de paix de l'*Espagne* avec l'*Angleterre* et la *Savoie* furent également conclus. L'Espagne céda Gibraltar et l'île de Minorque à l'Angleterre, et lui abandonna pour trente ans la traite exclusive de nègres dans l'Amérique espagnole. On établit, pour un des articles fondamentaux de la paix, que jamais un *seul* monarque ne régnerait sur l'Espagne et sur la France à la fois. Philippe V céda à la Savoie la Sicile, et lui confirma, en cas d'extinction de ses propres descendants mâles et femelles, le droit d'hérédité sur la monarchie espagnole.

À l'égard de l'*Empereur* et de l'*Empire*, la France fit des propositions de paix si excessives, que leurs ambassadeurs quittèrent Utrecht. La guerre fut continuée; mais la fortune favorisa les armes françaises. Le maréchal

Villars rançonna les pays d'Allemagne sur la rive gauche du Rhin, conquit Landau le 20 août, et ayant franchi le fleuve vers le milieu de septembre, il se rendit maître aussi de Fribourg, le 16 novembre 1713. Le prince de Savoie était beaucoup trop faible pour s'opposer à ces conquêtes, d'autant plus que la désunion toujours renaissante des princes de l'Empire et leur extrême tiédeur dans le fournissement des contingents mettaient de grands entraves à ses opérations. Effrayé des malheurs qui allaient de nouveau accabler l'Allemagne, l'empereur Charles VI, quoiqu'indigné de la défection de ses alliés, consentit par amour pour ses peuples à renouer les négociations. On choisit pour terminer la guerre Eugène et Villars, qui l'avaient faite avec tant de gloire, et dont les talents destructeurs leur avaient mérité l'admiration de l'Europe, la haine de leurs égaux et leur estime réciproque. Radstadt fut le lieu de leurs conférences. Ils eurent bien de la peine à s'accorder, à cause des nouvelles prétentions que faisait la France, qui ne s'en tenait plus aux conditions qu'elle avait offertes elle-même au congrès d'Utrecht. Enfin on parvint à franchir toutes les difficultés, et le 6 mars 1714 les points préliminaires furent arrêtés et signés par les deux plénipotentiaires. Les principaux articles étaient, que la France, sur les bases de la paix de Westphalie, de Nimègue et de Ryswick, rendrait ses conquêtes en Allemagne, et notamment Vieux-Brisac et Fribourg à l'Empereur, Kehl à l'Empire, et ferait démolir les fortifications qu'elle avait élevées au Rhin sur le territoire de l'Empire; que Landau avec trois villages demeurerait à la France; que Louis XIV reconnaîtrait la dignité électorale conférée à la Maison de Brunswick-Lunebourg; que les électeurs de Bavière et de Cologne seraient réintégrés dans leurs dignités et leurs droits, tels qu'ils existaient avant la guerre; que la *Maison d'Autriche* entrerait en

possession héréditaire des *Pays-Bas espagnols*, mais accepterait en même temps le *traité de barrière* fait avec la Hollande; que l'Empereur conserverait *Naples*, le *Milanais*, la *Sardaigne* et les ports et places sur la côte de Toscane. Le 17 mars, l'Empereur ratifia ces préliminaires; et le 4 mai suivant l'Empire germanique déclara qu'il consentait à faire la paix sous les conditions précitées. Les négociations ayant été continuées au mois de juin 1714 à Bade dans l'Argovie, le traité définitif fut signé le 7 septembre, et l'échange des ratifications eut lieu dans la même ville, le 15 du mois suivant.

Le 26 juin 1714, l'*Espagne* fit aussi la paix avec la *Hollande*, et le 6 février de l'année suivante, avec le *Portugal*. La Hollande et l'*Espagne* accordèrent à leurs sujets respectifs les privilèges commerciaux des nations le plus favorisées; et l'*Espagne* concéda aux Hollandais le commerce exclusif et la navigation dans l'*Amérique espagnole*, à l'exception toutefois de la traite de nègres, qui appartenait conventionnellement aux Anglais. L'*Espagne* et le *Portugal* se restituèrent réciproquement leurs conquêtes, et la première de ces couronnes céda la colonie de *San Sagramento* au *Portugal*.

Pendant qu'on tenait le congrès à Bade, la reine Anne d'Angleterre descendit au tombeau (le 12 août 1714), et l'électeur de Hanovre, Georges I, monta sur le trône. Par son entremise, l'Empereur et les Hollandais réglèrent tout ce qui concernait la barrière, promise à ces derniers; il fut stipulé, le 15 novembre 1715 à Anvers, que l'Empereur et la République entretiendraient à frais communs dans les *Pays-Bas espagnols* une armée de 35,000 hommes en temps de paix, et une de 40,000 hommes en temps de guerre, dont deux cinquièmes consisteraient en troupes hollandaises, et trois cinquièmes en troupes autrichiennes; que les États-Généraux auraient

le droit de mettre garnison dans les villes de Namur, de Tournai, de Menin, de Furnes, de Varneton, d'Ypres et dans le fort de la Kenoque, dont les commandants toutefois seraient obligés de jurer fidélité à l'Empereur aussi. La ville de Termonde devait avoir une garnison commune, composée d'Autrichiens et de Hollandais. L'Empereur céda entièrement à la Hollande une partie de terre et quelques batteries en Flandre, la ville de Venlo et les forts de Saint-Michel et de Stivensward dans la Gueldre, ainsi que l'ammanie de Montfort. Enfin il fut convenu, que l'Empereur payerait tous les ans 500,000 écus d'Empire pour l'entretien des garnisons hollandaises et des fortifications des places de barrière.

*Louis XIV* mourut le 1 septembre 1715. Son arrière-petit-fils *Louis XV* lui succéda sur le trône de France. Mais comme ce prince n'était âgé que de seize ans, le duc Philippe d'Orléans, neveu de *Louis XIV*, prit la régence du royaume. Si le jeune roi, qui était d'une constitution faible, venait à mourir sans postérité, le duc d'Orléans avait par la renonciation de Philippe V le plus proche droit au trône. Cependant il appréhendait que le roi d'Espagne, prince rempli d'ambition et peu scrupuleux, n'élevât dans ce cas-là, malgré cette renonciation, des prétentions à la couronne de France; c'est pourquoi il s'unit étroitement aux Puissances maritimes, dans l'espoir d'obtenir leur soutien contre Philippe V. Les Puissances, alliées antérieurement contre l'Espagne et la France, renouvelèrent leurs anciennes confédérations. L'Angleterre et la Hollande conclurent, le 17 février 1716, une alliance à Westmunster; l'Empereur et l'Angleterre s'unirent, le 5 juin suivant, pour leur défense réciproque; enfin l'Angleterre, la France et la Hollande signèrent, le 4 janvier 1717, une convention qui confirmait le traité d'Utrecht, en garantissait l'accomplissement, et fixait le secours de troupes que

ces trois États avaient à se fournir mutuellement, pour retenir l'Espagne dans les justes bornes qui lui avaient été fixées par la paix d'Utrecht.

L'Europe était tranquille; les peuples, après tant de combats, de ravages et de misères, commençaient à respirer. Les potentats, satisfaits d'avoir rétabli la balance politique, l'objet de leurs éternelles alarmes, ne désiraient et ne craignaient plus rien. La Maison d'Autriche était en paisible jouissance des États qui lui avaient été assignés par le traité de Radstadt; la Porte Ottomane recherchait son amitié, et tout était calme dans l'intérieur du pays. J'ai déjà rapporté que la paix avec les mécontents en Hongrie avait été définitivement conclue à Szathmar, le 1 mai 1711, et ratifiée par l'impératrice-mère Éléonore, en sa qualité de régente du royaume, le 26 du même mois. L'empereur Charles VI sanctionna, le 10 mars 1713, le traité de pacification. Rakotzi refusa de souscrire à cet acte qui révoltait sa fierté; et comme son espoir d'être secouru par le czar Pierre-le-Grand avait disparu depuis la malheureuse journée du Pruth (20 et 21 juillet 1711), et la paix dommageable, faite par ce monarque avec la Turquie, il s'embarqua avec les partisans qui lui étaient restés fidèles à Danzig pour la France. Son attente que Louis XIV s'emploierait pour lui d'une manière efficace à la conclusion de la paix, fut également déçue; il n'obtint qu'une pension pour lui et ses compagnons. Au mois d'avril 1712, la Diète fut ouverte à Presbourg. Après que Charles VI eut confirmé les privilèges et immunités du royaume, il fut couronné, le 22 du mois suivant, *roi de Hongrie*. Comme Charles VI, marié depuis le 23 avril 1708 avec *Élisabeth-Christine*, princesse de Brunswick-Lunebourg, était encore sans postérité, et qu'il craignait que l'Europe ne fût peut-être aussi troublée un jour à l'occasion de son héritage, il résolut de régler dès

à présent d'une manière solennelle l'ordre de succession dans sa famille. Dans cette vue il fit, le 19 avril 1713 dans un conseil secret d'État à Vienne, des dispositions qu'il voulait revêtir d'un caractère sacré, en les faisant garantir par les Puissances de l'Europe, sous le nom de *Pragmatique Sanction*. Cet acte statuait, „que les royaumes et États de la Maison d'Autriche seraient toujours indivisibles; qu'on ne pourrait porter aucune atteinte au droit de primogéniture, et de succession de mâle-en-mâle; qu'au défaut de mâles, les filles pourraient succéder, selon l'ordre de primogéniture; qu'en conséquence, si l'empereur Charles VI venait à mourir sans postérité masculine, tous les royaumes et pays héréditaires de la Maison d'Autriche appartiendraient à l'aînée de ses filles; qu'en cas que ce monarque ne laissât point de filles non plus, celles de l'empereur Joseph I et leurs descendants hériteraient tous les États autrichiens; que si la postérité des princesses *josephines* <sup>1)</sup> venait aussi à s'éteindre, alors les descendants des filles de l'empereur Léopold I seraient appelés à la succession, observant toujours l'ordre de primogéniture, et sous la condition que le prétendant à l'héritage professerait la religion catholique.“

Charles VI ne goûta pas longtemps les douceurs de la paix. Les Turcs avaient en 1715 subitement attaqué les Vénitiens dans la Morée, et s'étaient emparés de cette

<sup>1)</sup> Pour distinguer les filles de Joseph I et de Charles VI, on nomma celles du premier *Josephines*, et *Carolines* celles du second. On s'habitua peu à peu tellement à cette dénomination, que les écrivains de ce temps appelaient *Josephines* et *Carolines* toutes les princesses étrangères qui n'avaient rien de commun avec la Maison d'Autriche; ils ont donné depuis le nom de *Josephines* à toutes les *Josephes* et celui de *Carolines* à toutes les *Charlottes*; aujourd'hui cet usage est devenu si général qu'on ne fait plus distinction entre ces deux mots. Il est encore à remarquer que, relativement au dernier nom, *Caroline* est aussi le seul convenable, *Charlotte* n'étant pas la terminaison féminine de *Charles*, qui n'en avait point, mais celle de *Charlot*.

presqu'île. Venise <sup>1)</sup>, cette République jadis si fière et si redoutable, et maintenant tremblante lorsqu'elle était

<sup>1)</sup> Venise, qui se disait toujours État libre, mais n'était qu'une Aristocratie héréditaire sous des doges impuissants, avait depuis la guerre de 1570-1573, qui lui fit perdre le royaume de Chypre <sup>\*</sup>), éprouvé maints nouveaux revers de fortune, et subi bien des changements dans ses rapports extérieurs et intérieurs. Dans l'année qui suivit cette guerre malheureuse (1574), une nouvelle peste éclata dans Venise, et fit périr plus de 40,000 habitants de la capitale, au nombre desquels se trouvait le fameux peintre Titien. Les règnes de *Sébastien Veniéro*, successeur du doge *Louis Mocénigo* († 1576), et de *Nicolas da Ponte* (1578-1585), furent stériles en événements politiques. Pendant le dogat de *Pascal Cicogna* (1585-1595), le grand-duc de Florence, François de Médicis, épousa Blanche, fille du patricien de Venise, Barthélémi Cappello, qui, suivant l'usage, fut adoptée et dotée par la République. Sous le gouvernement de *Marin Grimani* (1595-1605), on restreignit le Conseil des Dix, qui depuis son érection dans le XIV<sup>ème</sup> siècle s'était arrogé toujours une plus grande autorité. Il avait usurpé la judicature, ainsi que toute l'administration, avait déposé des doges, conclu la paix et cédé des provinces, sans y être autorisé par le Conseil suprême de l'État, et sous prétexte d'avoir soin du bien-être de la République, il avait fondé une domination arbitraire presque insupportable. Pour atteindre plus facilement le but de son pouvoir despotique, le Conseil des Dix s'était associé des membres d'autres Corps politiques, premièrement de la Seigneurie ou du Conseil du doge; mais, comme on ordonna 1402, en cas que le Conseil des Dix fût complet, de conférer les autres places vacantes aux présidents de la Quarantie criminelle, et que ce complément déplut au Conseil des Dix, il se fit autoriser en 1414 à choisir lui-même encore vingt patriciens, comme remplaçants. Plus tard les Dix voulurent augmenter le nombre de ces remplaçants jusqu'à celui de cinquante; mais le Grand-Conseil rejeta 1582 cette proposition, et en 1605 il fit une loi, ensuite de laquelle les attributions des Dix furent réduites à la repression des crimes, des conspirations et révoltes publiques. L'immixtion dans les affaires politiques et financières fut interdite au Conseil des Dix. Des lors il ne resta plus qu'une Autorité publique ordinaire, qui toutefois continua à juger clandestinement, sans forme et sans règle. Le doge Grimani eut ensuite des démêlés avec le pape Paul V, par rapport à une loi, émanée du sénat, qui défendait toute aliénation ou donation en faveur de fondations ecclésiastiques. Comme on avait en outre arrêté deux prêtres, accusés d'un grand crime, le pontife mit Venise en interdit, lequel ne fut levé qu'en 1607, où le doge *Léonard Donato* (1606-1612)

<sup>\*</sup>) Voir Tome V, page 233.

sans alliés, inquiète même lorsque de grandes Puissances s'armaient pour sa défense, n'avait pris qu'à la dernière

remisit les deux ecclésiastiques captifs au roi de France, qui s'était porté médiateur, et se réconcilia avec la Cour de Rome. Quelle fut la part que Venise prit aux guerres et événements de l'Italie sous les doges *Marc-Antoine Memmo* (1612-1615), *Jean Bembo* (1615-1618), *Antoine Priuli* (1618-1623), *François Contarini* (1623-1625), *Jean Cornaro* (1625-1630), *Nicolas Contarini* (1630-1632) et *François Erizzo* (1632-1646), a déjà été rapporté en temps et lieu. Le doge Cornaro eut la douleur de voir son propre fils condamné à mort, parce qu'il avait assassiné un ennemi de sa famille, Rénier Zeno; toutefois le coupable s'étant enfui, la sentence ne put être exécutée. Cet événement accrut la haine qui régnait depuis longtemps entre les deux maisons de Zeno et de Cornaro; des factions s'élevèrent qui portèrent des plaintes l'une contre l'autre au Conseil des Dix; ce qui donna lieu à une quantité d'actes de violence de la part de ce tribunal, encore toujours redoutable. Vers le même temps, la paix avec la Turquie fut interrompue, le sultan Amurat IV ne voulant pas souffrir que les Vénitiens punissent les pirateries des États barbaresques, et leur déclara la guerre, parce qu'une flotte vénitienne avait conquis dans le port ottoman de Vallona seize navires barbaresques. Cependant on n'en vint point aux hostilités, les Turcs s'étant contentés d'un modique dédommagement que leur paya Venise. Le sultan Ibrahim, successeur d'Amurat, résolut de faire la conquête de l'île de Candie, à cause que quelques galères maltoises lui avaient enlevé une flotte marchande, et étaient ensuite abordées avec leur butin sur les côtes de Candie. Quoiqu'alors l'ambassadeur de Venise eût facilement démontré, que cela ne prouvait aucunement que la République voulût favoriser les Maltois, le sultan ne se calma cependant qu'en apparence, et arma secrètement sa grande flotte, avec laquelle il voulait surprendre la susdite île. Mais le sénat de Venise, ne se fiant pas aux Turcs, fit équiper 23 galères dans la Candie, et organiser les milices de cette contrée. Au mois de mars 1645, la Porte déclara que sa flotte, qui consistait en 348 galères et avait à bord 50,000 hommes, était destinée contre Malthe; mais peu de temps après qu'elle eut mis à la voile, et lorsque le grand vizir la croyait arrivée près de l'île de Candie, il fit arrêter l'envoyé de Venise et dénonça la guerre à la République. Encore avant que cette dernière nouvelle fût parvenue à Venise, on apprit que les Ottomans étaient débarqués dans l'île de Candie, près de Canée, et pendant qu'on s'armait encore dans la capitale, arriva aussi l'annonce que Canée avait été emportée d'assaut (17 août). Vainement les Vénitiens cherchèrent-ils, par une diversion sur Patras dans la Morée, à éloigner les Turcs de la Candie; ceux-ci avaient une fois pris pied ferme

extrémité la résolution de venger les outrages multipliés qu'elle avait reçus de la Turquie. Le sénat vénitien im-

dans la Candie, et faisaient des dispositions pour renforcer leur armée. Afin de faire face aux dépenses des armements, le sénat exigea de tous les bourgeois et du clergé de fortes contributions, vendit plusieurs emplois à un très-haut prix, élut pour de l'argent quatre-vingt nouveaux patriciens, et vint à bout par là de rassembler une flotte considérable, à laquelle se joignirent 21 galères fournies par des princes italiens. Le généralissime Jérôme Morosini, à la tête de 100 galères, partit en septembre de l'île de Suba, pour aller à la recherche de l'ennemi. Mais des circonstances accidentelles l'empêchèrent de livrer un combat aux Ottomans, et il dut se contenter d'approvisionner les places fortes dans l'île de Candie; après quoi la flotte vénitienne se sépara pour prendre les quartiers d'hiver dans les ports, tandis que celle des Turcs retourna également à Constantinople. Cette guerre, à laquelle les Français aussi prirent part en faveur des Vénitiens, se fit avec des succès variés, et dura jusqu'en 1669. Pendant cette longue lutte, les doges de Venise avaient souvent changé. À François Erizzo († 1646) succédèrent *François Molino* (1646-1655), *Charles Contarini* (1655-1656), *François Cornaro* (régna 20 jours); *Bertoud Valiéro* (1656-1657), *Jean Pesaro* (1657-1659), enfin *Dominique Contarini* (1659-1674). Sur les sollicitations de ce dernier doge, quelques princes d'Allemagne accordèrent en 1669 à la République un corps de 4000 hommes pour la durée de six mois, et Louis XIV aussi envoya de nouveau un corps de 6000 hommes en Candie. Mais ce renfort considérable ne fut d'aucun secours pour les Vénitiens. Le généralissime Morosini voulait employer les troupes françaises à une attaque contre Canée. Mais elles refusèrent de se charger de cette expédition, et comme une sortie, que la garnison de la capitale entreprit par l'incitation des Français, eut une mauvaise issue, ils s'embarquèrent, au mois d'avril, pour retourner en France, et ils furent suivis bientôt après par les autres troupes auxiliaires. Ce départ ayant laissé Morosini sans moyens pour défendre la capitale, assiégée depuis longtemps par les Turcs, il conclut, le 6 septembre 1669, avec eux un traité, par lequel l'île de Candie fut cédée à la Porte, toutefois avec la clause que les Vénitiens garderaient trois ports dans ce pays, comme aussi toutes leurs possessions en Dalmatie et en Bosnie. Les suites de cette guerre furent fort tristes pour Venise; car elle avait perdu sa plus belle colonie, accumulé ses dettes, et épuisé ses forces et son crédit. Mais d'un autre côté aussi, les Vénitiens avaient pendant vingt-cinq ans combattu avec gloire contre les forces redoutables de l'Empire ottoman; ils avaient été vainqueurs dans dix batailles, et s'étaient acquis par la longue et héroïque défense de la Candie, dont la conquête coûta 100,000 hommes à la Turquie, la plus brillante réputation. Cette même guerre

plora le secours de l'Empereur. Ce prince, regardant la conquête de la Morée comme une infraction au traité

aurait aussi reveillé l'esprit national dans Venise, s'il en était resté la moindre étincelle. Mais on ne voulait vaincre que pour jouir de ses trésors ; on ne voulait la paix que pour amasser de nouvelles richesses. Le commerce continuait à fleurir dans Venise ; car, bien que de nouvelles voies commerciales fussent ouvertes, les négociants vénitiens restèrent cependant encore sans concurrence, d'autant plus que les autres peuples de l'Europe étaient enveloppés dans des guerres extérieures ou, comme p. e. l'Angleterre, dans des troubles intestins. En 1674 mourut le doge Contarini, qui eut pour successeurs *Nicolas Sagrédo* (1674-1676), *Louis Contarini* (1676-1683) et *Marc Antoine Giustiniani* (1683-1688). Sous le gouvernement de ce dernier prince, les Turcs montrèrent par l'insulte du pavillon vénitien, ainsi que par les offenses qu'ils se permirent envers l'ambassadeur de la République, leur intention de ne pas la ménager. Le doge et le sénat répondirent à ce procédé par une patience infatigable. Mais la défaite de Kara Mustapha devant Vienne changea la face des choses, et Venise entra en alliance avec l'Autriche, la Pologne et la Russie contre le sultan. François Morosini débarqua 1685 avec une flotte imposante et un corps de 8000 hommes en Morée, et s'empara de Coron. Dans les deux années suivantes, ce Général et sous lui le comte suédois Koenigsmark, qui était entré au service de Venise, furent vainqueurs dans le Péloponèse ; ils conquièrent Patras, Corinthe, Lépante, Castelnovo et Athènes ; ils assiégèrent ensuite Napoli di Romania, et Morosini était 1688 sur le point d'attaquer Négropont, lorsqu'il fut élu doge à la place de Giustiniani, mort dans la même année. *François Morosini* (1688-1694) eut à peine été décoré du chapeau ducal, qu'il partit pour faire le siège de Négropont. Mais dès cet instant la fortune abandonna les armes de la République. La peste éclata dans son armée, et en moissonna la troisième partie. Le comte de Koenigsmark fut aussi la victime de cette affreuse maladie. Un assaut sur Négropont ayant manqué, le doge se retira à Napoli di Romania qui était encore investi par les Vénitiens. Une maladie, dont Morosini fut alors attaqué, l'obligea à retourner à Venise. Sous le dogat de son successeur *Silvestre Valiéro* (1694-1700), les Vénitiens, commandés par Alexandre Molino, défirent un corps ottoman près d'Argos en Morée, et une flotte turque dans l'Archipel (1696) ; l'année suivante, ce Général fut encore une fois vainqueur près d'Andros. En 1698 les Vénitiens, sous Jacques Cornaro, défirent de nouveau la flotte ottomane. Mais tous ces combats ne décidèrent rien, et la guerre aurait encore duré longtemps, si la prochaine extinction de la Maison royale d'Espagne n'avait engagé l'empereur d'Allemagne à faire la paix avec la Turquie. Par le traité qui fut signé à Carlowitz (le 26 janvier 1699), la république de Venise conserva de ses conquêtes toute

de Carlowitz, et croyant d'ailleurs l'abaissement des Turcs important pour le repos de la Hongrie, promit son assistance aux Vénitiens. Toutefois avant de prendre une part active à cette guerre, il fit requérir le sultan *Achmet III*, qui avait suivi son frère *Mustapha II*, mort l'an 1703, sur le trône ottoman, d'évacuer la Morée. Mais le sultan, fier des avantages que ses Généraux avaient remportés sur les Russes, avait formé le projet de réunir à son Empire tout ce que son prédécesseur avait été obligé de céder par la paix de Carlowitz, et refusa par conséquent de satisfaire la demande de l'Empereur. Sur ce refus, Charles VI contracta, le 13 avril 1716, une alliance offensive et défensive avec Venise.

Pour faire la guerre avec d'autant plus de vigueur, Charles VI invita le Corps germanique à l'assister contre les Mahométans. Tandis que les princes électeurs disputaient sur la nature et la quantité des secours qu'ils devaient accorder, le prince Eugène marchait à la victoire. Ce grand capitaine avait rassemblé, au mois de juillet 1716, l'armée impériale, forte de 60,000 hommes, près de Futak,

la Morée, les îles d'Égine et de S. Maure, puis Castelnuovo à l'entrée du canal de Cattaro, et quelques places en Dalmatie. Le doge Valiéro ne survécut qu'un an à la conclusion de la paix; *Louis Mocénigo* (1700 1709) le remplaça sur le trône ducal. Venise ne prit point part à la guerre pour la succession d'Espagne; mais cela ne garantit point son pays de la dévastation; car les armées des Puissances belligérantes traversèrent le territoire de la République, sans respecter sa neutralité. Pendant le règne de *Jean Cornaro* (1709-1722), qui suivit le doge Mocénigo, la paix d'Utrecht fut conclue (1713). Mais à peine cette longue guerre de succession était-elle terminée, que la Porte Ottomane fit des armements pour punir, à ce qu'elle disait, les Monténégrins, mais dans le fait pour combattre les Vénitiens. Le sénat ne voulait pas croire que ces préparatifs de guerre fussent dirigés contre la République, et n'osa même prendre aucunes mesures de précaution; d'où il résulta, que le Proviseur (*Proveditore*) de la Morée, Jérôme Delphino, avait à peine un corps de troupes de 8000 hommes et une petite flotte, lorsqu'il fut attaqué par 100,000 Ottomans, commandés par le grand vizir lui-même, qui firent en quarante-cinq jours la conquête de toute la péninsule.

Les Hongrois, sous la conduite du comte de Palfy, se réunirent aux Allemands; ils combattaient pour la même cause, et ces deux nations ne rivalisaient plus entre elles que de fidélité. Cette heureuse révolution était l'ouvrage d'Eugène qui, par ses manières affables, avait gagné tous les coeurs. On rencontra, le 5 août, les ennemis, commandés par le grand vizir Mahomet pacha, dans la plaine de Péter-Waradin dont ils voulaient faire le siège. Les Impériaux, loin de reculer devant cette masse immense et redoutable qui se déploie devant eux, poussent des cris de joie, s'élancent sur une batterie qui les foudroie et s'en emparent. En même temps la cavalerie se précipite au milieu des Ottomans et en dissipe une partie. S'étant aperçu que les Turcs avaient découvert leur front, le prince de Savoye, aussi prompt à profiter des fautes de ses ennemis, qu'attentif à ne pas en faire lui-même, fait marcher de ce côté un corps d'infanterie et de cavalerie. Le choc est terrible; mais les Janissaires plient, reculent et entraînent les Spahis dans leur déroute. La victoire des Impériaux est complète, le butin immense. Eugène assiégea ensuite Tèmeswar, et ayant vaincu le sérasquier qui était accouru au secours de la place, il la força, le 14 octobre, à se rendre par capitulation. Cette conquête avait déjà été précédée de celle de Turkisch-Gradisca, de Dubitza et d'autres endroits. Le général de cavalerie comte de Mercy enleva Pancsova et Ujpalanka. Du côté de la Transylvanie, le général de cavalerie comte de Stainville détacha une division en Valachie, qui surprit en novembre Bukarest et fit le prince Mauro Cordato prisonnier. Cependant le prince Eugène, voulant profiter de la consternation que la bataille de Péter-Waradin et la prise de Tèmeswar avaient répandue parmi les Turcs, marcha sur Belgrade, qu'il investit le 19 juin 1717 avec une armée de quatre-vingt mille hommes, qui fut renforcée, quelque

temps après, par cinq à six mille hommes de troupes choisies que l'électeur de Bavière, oubliant ses anciens démêlés avec la Maison d'Autriche, avait envoyées en Hongrie sous les ordres du marquis Mafféy. Le grand vizir s'avança, à la tête de 150,000 hommes, au secours de la place assiégée. Il se saisit des avenues du camp des Impériaux et fit jouer sur lui le feu de son artillerie formidable. Le ravage causé par les bombes et les boulets, la disette de vivres et une maladie épidémique qui moissonnait une grande partie de l'armée chrétienne, la mirent dans l'état le plus critique, et ne laissèrent au prince de Savoie d'autres ressources que celle de livrer bataille à l'ennemi, nonobstant sa grande supériorité et l'avantage de sa position. Profitant d'un brouillard épais qui cachait ses mouvements aux Turcs, Eugène sortit, dans la nuit du 15 au 16 août, de son camp avec 40,000 hommes, et marcha contre les Ottomans d'un pas intrépide. Ces derniers, surpris de l'audace d'un ennemi qu'ils croyaient abattu par les accidents fâcheux qu'il avait éprouvés, n'opposèrent qu'une médiocre résistance. Ils furent forcés dans leurs postes, et obligés de se retirer dans leur camp, qu'ils abandonnèrent dès qu'ils virent qu'on le canonait avec l'artillerie qu'on venait de leur enlever. Ils prirent la fuite avec la plus grande précipitation vers Orsova et perdirent, au rapport de quelques historiens, le quart de leur armée. Deux jours après, *Belgrade* se rendit aux vainqueurs. *Sémendria*, *Sabacs* et *Orsova* tombèrent également au pouvoir des Chrétiens. Les Tatars, qui faisaient des courses par la Moldavie dans la Transylvanie et la Hongrie, furent repoussés par l'insurrection de la Noblesse. Le général de Stainville occupa la petite Valachie jusqu'à l'Alt; et les hospodars de Valachie et de Moldavie offrirent de payer un tribut à l'Empereur. Les démêlés que l'Angleterre et la France avaient avec

l'Espagne, engagèrent les deux premières de ces Puissances à conseiller à la Porte Ottomane de faire la paix. L'Empereur, de son côté, ayant à soutenir une guerre contre l'Espagne, ce qui divisait nécessairement ses forces, se vit obligé de prêter la main à un accommodement avec la Turquie. On tint, au mois de mai 1718 à Passarowitz, un congrès auquel assistèrent les envoyés d'Angleterre et de Hollande, en qualité de médiateurs. Dès le 21 juillet de la même année, on signa un traité de paix pour vingt-cinq ans. L'Empereur conserva les pays et les villes qu'il avait conquis dans les deux dernières campagnes; savoir: le *banat de Téméswar*, la *petite Valachie*, *Belgrade* avec la *Serbie* jusqu'à l'*Tinok* et à la *Drina*, et en outre la *Bosnie* jusqu'à l'*Unna*. Le même jour, la paix fut aussi conclue avec Venise. La Morée demeura aux Turcs, qui cédèrent en revanche à la République quelques places qu'elle avait conquises dans la Dalmatie ottomane et en Albanie, et nommément *Voinizza*, *Butrinto*, *Provésa*, et en outre l'île de *Cérigo*. Le 27 du même mois, un traité de commerce fut encore conclu entre l'Autriche et la Turquie. Le sultan Achmet n'avait pas oublié *Rakotzi* et ses compagnons d'infortune, qui après la chute de leur parti avaient cherché un asile dans ses États. Charles VI, ne voulant pas poursuivre hors de ses frontières des ennemis dont les disgrâces excitaient plus sa pitié, que leur révolte n'avait excité son courroux, leur accorda la liberté de rester en Turquie avec leurs familles. Ce monarque poussa la clémence encore plus loin; deux fils de *Rakotzi* étaient en Hongrie; il leur donna des fiefs dans le royaume de Naples, qui les mettaient à même de vivre agréablement et d'une manière convenable à leur rang.

On sait que déjà depuis l'année 1713 il existait pour l'Italie un traité de neutralité, qui avait été agréé et ac-

cepté par toutes les Puissances y intéressées. La paix de la Savoye avec la France et l'Espagne avait été également conclue dans le cours de la même année. Nonobstant tout cela, le roi Philippe V d'Espagne recommença, bientôt après, les hostilités contre l'Autriche et la Savoye. Ce prince avait épousé 1713 en secondes noces Élisabeth, fille d'Odoardo, prince héréditaire de Parme. Cette princesse ambitieuse forma, de concert avec le cardinal Albéroni, premier ministre de Philippe V, le projet de réunir de nouveau à la monarchie espagnole tous les États italiens qui en avaient été détachés par les traités de paix. On choisit pour l'exécution de ce plan l'époque où la plus grande partie des forces impériales étaient employées contre la Turquie. Le 22 août 1717, le marquis de Leyde (Lede) aborda inopinément en Sardaigne et s'empara de cette île. Philippe V rejeta toutes les propositions de paix offertes par l'Angleterre et la France, propositions fort avantageuses pour lui, puisqu'en les acceptant il aurait obtenu la renonciation de Charles VI à toutes ses prétentions sur les Espagnes et les Indes, et la certitude de voir l'infant Don Carlos, fils de la reine Élisabeth, en possession indépendante de la Toscane, de Parme et de Plaisance, à l'extinction des Maisons de Médicis et de Farnèse. Le marquis de Leyde fit voile vers la Sicile, où il débarqua le 2 juillet, s'empara de Palerme, et de la plus grande partie de cette île. Il assiégea ensuite la citadelle de Messine. L'amiral anglais, chevalier Georges Bing, vainquit, à la vérité, la flotte espagnole entre Syracuse et le cap Pessaro (le 11 août), et le comte Caraffa débarqua avec un corps de troupes impériales près de Melazzo; mais cela n'empêcha point le marquis de Leyde de se rendre maître de la citadelle de Messine (29 septembre), et d'occuper ensuite toute la Sicile, à l'exception de Syracuse, de Trapani et de Melazzo.

L'Empereur avait sur ces entrefaites accepté le projet de paix de l'Angleterre. Pour le mettre à exécution, on conclut le 2 août 1718 à Londres la soi-disant *quadruple alliance* entre l'Empereur, la France et l'Angleterre. Le quatrième membre de la ligue, sur lequel on comptait, devait être la Hollande. Mais les États-Généraux, offensés de ce que les alliés avaient fait ce traité sans les en avoir prévenus, refusèrent au commencement d'y accéder; ils firent attendre plus tard aussi leur adhésion, jusqu'à ce qu'elle devînt inutile par le changement des circonstances. Les autres trois Puissances se garantirent réciproquement la possession de leurs pays, telle qu'elle avait été fixée par les traités d'Utrecht et de Bade, comme aussi par le nouveau projet de paix; sauf que l'Autriche devait céder la Sardaigne à la Savoye, et avoir la Sicile en échange. Il fut arrêté que, si l'Espagne et la Savoye n'acceptaient, d'ici à trois mois, cet arrangement, la première de ces deux couronnes perdrait l'héritage de Toscane et de Parme qui lui avait été offert, et qu'on reprendrait à la seconde les districts dans le Milanais et le Montferrat, dont elle avait déjà la jouissance. En exécution du traité de paix projeté, l'Empereur signa à Vienne, le 16 septembre 1718, une renonciation à l'Espagne et à l'Amérique en faveur de Philippe V et de ses descendants, ainsi que du duc de Savoye. Le 18 octobre, ce dernier prince, avec son nouveau titre de *roi de Sardaigne*, accéda à la grande alliance. Le roi Philippe V, ou plutôt la reine Élisabeth et le cardinal Albéroni, qui gouvernaient à leur gré les volontés de ce prince, refusèrent obstinément de céder. Ils projetèrent même deux attaques contre les Anglais et les Français, non moins astucieuses que l'étaient celles, que l'Espagne avait effectivement entreprises contre l'Empereur et la Savoye. Une descente en Angleterre devait reconduire le prétendant au trône

britannique dans ce royaume. En France, le prince Cellamare, ambassadeur d'Espagne, trama une conspiration contre la vie du régent. Mais les Français conjurés furent trahis au gouvernement et arrêtés.

Georges I d'Angleterre et le régent de France, justement indignés de cette politique déloyale, déclarèrent la guerre à l'Espagne, le premier vers la fin de 1718, et le second au mois de mai de l'année suivante. La flotte espagnole, destinée à conduire le prétendant en Écosse, fut détruite par des tempêtes au mois de mars 1719. Les Français, sous le maréchal Berwick, pénétrèrent en Biscaye, et prirent Fuentarabbia et San Sébastiane; les Anglais débarquèrent en Galice, où ils conquièrent Vigo et Pontevedra; et un grand nombre de vaisseaux espagnols furent brûlés par les alliés dans les ports de ces deux dernières villes. Ensuite les Français s'avancèrent en Navarre vers Pampelune, et enlevèrent sur la frontière de Catalogne, Rosas et plusieurs autres places. L'amiral Bing avec sa flotte était posté de manière à ce que la Sicile ne pouvait recevoir des renforts de l'Espagne. Le feld-maréchal Mercy, qui avait abordé en Sicile, le 27 mai 1719, avec un corps de troupes impériales, dégagea, il est vrai, la ville de Melazzo; mais il perdit, le 20 juillet, la bataille près de Francavilla contre le marquis de Leyde. Néanmoins les Impériaux et les Anglais assiégèrent Messine par mer et par terre; la ville se rendit le 9 août, et la citadelle le 20 octobre.

Tant de revers abaissèrent la fierté arrogante de la reine Élisabeth, qui comprit enfin qu'il était plus facile de former des projets ambitieux, que de les exécuter. Dans l'impossibilité de résister aux principales Puissances de l'Europe, coalisées contre l'Espagne, Philippe V ne cacha pas plus longtemps son désir de faire la paix. La Hollande se chargea de la médiation. L'Empereur, l'Angle-

terre et la France accordèrent par une convention, faite à la Haye le 18 novembre 1719, au roi d'Espagne encore un terme de trois mois, pour accéder à la quadruple alliance, et déclarèrent en même temps que, si après l'expiration de ce temps l'Espagne n'avait pas satisfait cette demande, l'héritage toscan et parmésan serait irrévocablement perdu pour l'infant. Les alliés exigèrent le renvoi d'Albéroni, comme condition préalable de la paix. Philippe V, ne voyant pas d'autre moyen pour se tirer de la crise dans laquelle il se trouvait, exila son premier ministre de l'Espagne (le 9 décembre 1719). Toutes les prétentions de Philippe, contraires aux traités de paix d'Utrecht et de Rastadt, furent rejetées par les alliés. Par une déclaration du 26 janvier 1720, le roi accéda enfin à la quadruple alliance, et le nouvel acte de pacification fut signé à la Haye, le 17 février, par les plénipotentiaires des cinq Puissances. Il fut convenu qu'on tiendrait un congrès à Cambrai, où une paix formelle devait être conclue. En attendant, les Puissances précitées et le roi de Sardaigne firent signer une trêve, à la Haye, le 2 avril 1720. Les troupes espagnoles évacuèrent la Sardaigne et la Sicile. La première de ces îles fut remise par des commissaires impériaux au duc de Savoye. La Sicile prêta, le 30 septembre, foi et hommage à l'Empereur. Le roi d'Espagne avait dès le 22 signé la renonciation à tous les pays qui avaient été séparés de l'Espagne et adjugés à l'Autriche par la paix d'Utrecht et la quadruple alliance. A la requisition de l'Empereur, l'Empire germanique accorda, le 9 décembre 1722, à l'infant Don Carlos l'expectative et l'investiture préalable de la Toscane, de Parme et de Plaisance. Mais le Saint-Siège demanda, que les pays de Parme et de Plaisance, comme fiefs masculins conférés par les papes à la Maison de Farnèse, fussent, à son extinction, dévolus à l'État de

l'Église. Les ducs de Toscane et de Parme refusèrent également de reconnaître les dispositions faites à leur insu, relativement à leurs États. La paix entre l'Angleterre et l'Espagne avait été signée à Madrid, le 13 juin 1721, et ces deux Puissances conclurent en même temps une alliance défensive avec la France.

La guerre du Nord, cependant, continuait avec la plus grande fureur. Le séjour de Charles XII en Turquie servit à faciliter au czar Pierre ses entreprises contre la Suède. Il s'empara 1710 de la Livonie et de l'Esthonie. Les Danois et les Polonais envahirent en 1711-1712 les pays de Mecklembourg, de Brème et de Poméranie, et attaquèrent Stralsund. Mais la Porte ayant déclaré la guerre au czar Pierre, ce prince fut enveloppé, dans les journées du Pruth (10 et 11 juillet 1711), par les Turcs, et contraint d'acheter du grand vizir la libre retraite et la paix. La campagne de 1712 dans l'Allemagne septentrionale se termina par la victoire que les Suédois remportèrent, le 20 décembre, sur les Danois dans le voisinage de Gadebusch.

L'Empereur avait envoyé des plénipotentiaires à Brunswick pour travailler, de concert avec les envoyés des États voisins, au rétablissement de la paix pour l'Allemagne septentrionale. À la vérité le congrès, tenu en 1713-1714, n'amena point le résultat désiré; cependant les États du nord de l'Allemagne conclurent avec des plénipotentiaires suédois des traités de séquestration, relativement à l'occupation des forteresses de Stettin et de Wismar par des troupes neutres de Holstein et de Prusse, et les étendirent par des conventions postérieures sur les autres pays suédo-allemands. Lorsque Charles XII revint, vers la fin de novembre 1714, de la Turquie à Stralsund, il rejeta cette séquestration, et réclama Stettin, que la Prusse toutefois refusa d'évacuer. La Prusse avait

contracté une alliance avec le Danemark, et ensuite avec Auguste de Pologne, comme électeur de Saxe, ainsi qu'avec Georges d'Angleterre, comme électeur de Hanovre. Ces alliés conquièrent alors toutes les possessions suédoises en Allemagne. Stralsund tomba le 23 décembre 1715, et Wismar, la dernière place suédoise, se rendit le 19 avril de l'année suivante. Le roi de Suède, qui avait quitté Stralsund quelques jours avant la reddition de cette place, porta la guerre en Norwège, où il trouva la fin de sa courte, mais pénible carrière; car ayant entrepris le siège de Friedrichshall, il fut tué le 11 novembre 1718, n'étant âgé que de trente-sept ans. Sa soeur, Ulrique - Éléonore, qui lui succéda sur le trône de Suède, tâcha de se réconcilier, même par de grands sacrifices, le plus tôt possible avec tous ses ennemis. Elle obtint la paix 1719 de l'électeur de Hanovre, moyennant la cession qu'elle lui fit des duchés de Brème et de Verden; — de la Saxe, en reconnaissant Auguste pour roi de Pologne. Le roi de Prusse s'accommoda ensuite aussi avec la reine; il eut pour sa part Stettin et une grande partie de la Poméranie jusqu'à la Peene. Le traité avec le Danemark stipulait, qu'on leverait un péage sur les vaisseaux suédois qui passeraient le Sund et les deux Belts &c. Le czar fut le dernier à faire la paix; elle ne fut conclue qu'en 1721. La Suède lui céda presque toutes les conquêtes qu'il avait faites depuis la bataille de Pultawa; savoir: la Livonie, l'Esthonie, l'Ingrie, une partie de la Carélie, la province de Wiborg en Finlande, et toutes les îles situées sur les côtes de ces provinces.

L'impératrice *Élisabeth - Christine* mit, le 13 avril 1716, au monde un fils, l'*archiduc Léopold*. Cet événement, qui comblait tous les vœux de l'Empereur, causa une joie générale dans le pays. Mais un deuil profond succéda bientôt à l'allégresse; car la mort enleva ce pré-

cieux rejeton le 4 novembre de la même année. Le 13 mai 1717, naquit l'archiduchesse *Marie-Thérèse*, le 14 septembre 1718 l'archiduchesse *Marie-Anne*, et le 5 avril 1724 l'archiduchesse *Marie-Amélie*. Les deux filles de l'empereur Joseph I, — dont l'aînée, *Marie-Josephine*, fut unie, le 20 août 1719, à Frédéric-Auguste, prince électoral de Saxe, et prince royal de Pologne, et la cadette, *Marie-Amélie*, devint, le 5 octobre 1722, l'épouse du prince électoral Charles-Albert de Bavière, — renoncèrent avant leur mariage, de la manière la plus solennelle et par serment, à tous les droits et prétentions sur la succession autrichienne, en faveur des filles de l'empereur Charles VI leur oncle, et dans le sens strict et rigoureux de la pragmatique sanction. Pareils actes de renonciation furent signés par les princes, leurs fiancés. La pragmatique avait alors été communiquée aux États des différents pays et provinces autrichiens, afin qu'ils confirmassent cet ordre de succession. Au mois d'avril 1720, les États de l'*Autriche*, et puis ceux de la *Silésie* adoptèrent cet acte, comme une loi fondamentale du pays. Les États de *Transylvanie* y accédèrent dans la Diète à Hermanstadt, le 30 mars 1722. Les États de la *Hongrie* acceptèrent, dans la Diète de Presbourg, le 20 juin suivant, d'une voix unanime la pragmatique sanction, et déclarèrent que, dès cet instant, la Hongrie serait regardée comme ne formant qu'une seule monarchie avec les autres États appartenants à la Maison d'Autriche. En 1723, l'Empereur tint une Diète à Prague, dans laquelle les Bohèmes reconnurent le nouvel ordre de succession pour une loi fondamentale de leur royaume. Dans cette assemblée se fit aussi, en septembre, le couronnement de Charles VI et celui de l'impératrice Élisabeth, comme roi et reine de Bohême. Les États des *Pays-Bas autrichiens* adoptèrent, le 6 décembre 1724, la pragmatique sanction. Le 11 janvier 1732, émana, non-

obstant l'opposition des électeurs de Bavière, de Saxe et du Palatinat, l'avis de la Diète germanique, ensuite duquel tous les trois collèges de l'Empire se chargeaient de garantir la pragmatique. Cet avis fut agréé par un décret impérial du 3 février de la même année, et érigé par là en loi fondamentale de l'Empire. Les électeurs de Bavière et de Saxe persistent toutefois dans leur protestation et conclurent à Dresde, le 4 juillet 1732, une alliance défensive pour trois ans.

La Diète de Hongrie de 1722, dont les membres ne furent congédiés que le 19 juin 1723, jour où les conclusions de cette assemblée furent sanctionnées par l'Empereur, délibéra principalement sur l'administration intérieure du royaume de Hongrie, sur les droits des différents états, la judicature, les douanes, les impôts, contributions et autres charges publiques, la construction de routes, l'amélioration du commerce et autres objets. Avant la clôture de la Diète, l'Empereur fit expédier un rescrit énergique, pour empêcher la persécution des religionnaires qu'on molestait et maltraitait encore assez fréquemment. Charles VI avait aussi octroyé la colonisation d'ouvriers et artistes étrangers que les États avaient sollicitée. Il promit en 1728 par un édit, publié à Worms, à tous les colons allemands qui viendraient s'établir en Hongrie, l'exercice libre de leur religion, et la franchise d'impôts durant quinze années.

L'Empereur avait, comme il a déjà été mentionné, conclu à Passarowitz 1718 un traité de commerce avec la Porte Ottomane. Il favorisa particulièrement la compagnie du Levant, érigée 1717 à Trieste. À Vienne aussi se forma en 1719 une société de commerce orientale, à laquelle le monarque concéda des privilèges. Depuis l'année 1716, plusieurs marchands des Pays-Bas avaient commencé dans le port d'Ostende, un commerce lucratif

avec les Indes orientales. Ils obtinrent 1722 de l'Empereur des lettres d'affranchissement. Mais la jalousie de la France, de l'Angleterre, de l'Espagne, et surtout de la Hollande, chercha à entraver de toute manière ce commerce. Les États-Généraux s'efforçaient même à démontrer, que ce négoce était contraire aux traités, en vertu desquels l'Autriche était entrée en possession des Pays-Bas. Enfin cet objet fut également soumis à la délibération du congrès de Cambrai.

Cette assemblée, où furent présents les plénipotentiaires de toutes les Puissances alliées, avait déjà commencé ses conférences en été 1721. Mais la défectuosité de leurs instructions, et les difficultés qui s'amoncelaient de plus en plus, eurent pour résultat que le congrès ne fut effectivement ouvert qu'au mois d'avril 1724. Mais les prétentions en partie outrées que fit le duc de Parme, et l'appui qu'elles trouvèrent auprès des ministres des Puissances médiatrices, donnèrent lieu à des déclarations énergiques de la part des plénipotentiaires impériaux; et comme les ministres médiateurs y répondirent sur le même ton, tout espoir de rapprochement s'évanouit. Dans ces circonstances le roi d'Espagne jugea qu'il ne pouvait, dans l'intérêt de son fils Don Carlos, prendre de meilleur parti que d'arranger avec l'Empereur seul les affaires qui les regardaient réciproquement. En conséquence, il chargea son plénipotentiaire, le baron de Ripperda, de faire avec les ministres de l'Empereur à Vienne une convention qui vidât tous les différends entre les deux Cours. Les négociations du ministre espagnol furent si heureuses, que dès le 30 avril 1725 la paix entre l'Espagne et l'Autriche fut signée à Vienne. La quadruple alliance fut confirmée. Les deux monarques se garantirent réciproquement la possession de leurs pays. L'Empereur renonça à la couronne d'Espagne, et reconnut Philippe V et ses descendants pour légitimes

possesseurs de cette monarchie. Philippe V renonça, de son côté, à toutes les prétentions sur le trône de France et sur les ci-devant Pays-Bas espagnols, sur la Lombardie, sur Naples et la Sicile. L'Empereur confirma à Don Carlos l'expectative de la Toscane, de Parme et de Plaisance; ces pays devaient, après la mort de l'infant, passer à ses héritiers mâles, et au défaut de tels, au plus proche frère cadet de Don Carlos. Charles VI garantit l'ordre de succession en Espagne adopté par la paix d'Utrecht, — Philippe en retour la pragmatique de Charles VI. Le même jour (30 avril 1725), les deux Puissances conclurent aussi un traité de commerce et d'alliance; l'Empereur promit de s'employer auprès de l'Angleterre pour que Gibraltar et Minorque fussent restitués à l'Espagne, et Philippe V, en revanche, accorda à tous les vaisseaux, naviguant sous le pavillon autrichien, la liberté de commerce dans ses pays, sous les conditions qu'elle avait été effectivement concédée aux deux nations les plus favorisées, les Anglais et les Français. Le roi d'Espagne octroya aux navires de la compagnie d'Ostende en particulier les droits, dont les habitants des Pays-Bas jouissaient sous le gouvernement espagnol. L'Espagne s'obligea à soutenir, chaque fois qu'elle en serait requise, l'Empereur avec 20,000 hommes et quinze vaisseaux de guerre; Charles VI, de son côté, promit de secourir Philippe V avec une armée de 30,000 hommes. Peu de temps après (7 juin 1725), l'Empereur conclut la paix avec l'Espagne pour l'*empire d'Allemagne*, et le traité fait à cet égard fut approuvé par l'assemblée des États, le 20 du mois suivant.

Les négociations entre l'Espagne et l'Autriche à Vienne avaient été tenues si secrètes, que la conclusion de la paix causa une profonde surprise aux autres Puissances. Le congrès de Cambrai, devenu superflu par

cet événement inattendu, se sépara aussitôt. Différents bruits, qui s'étaient répandus sur les buts et desseins de l'alliance contractée entre les deux couronnes d'Autriche et d'Espagne, ayant alarmé les autres Cours et excité leurs soupçons, l'Angleterre, la France et la Prusse, pour prévenir les dangers inconnus, formèrent, le 3 septembre 1725 à Herrenhausen, entre elles une ligue de quinze ans, qui fut appelée l'*alliance hanovrienne*. Elles se garantirent mutuellement la possession de leurs États, leurs rapports de commerce existants, ainsi que la paix de Westphalie et d'Oliva. On convint qu'en cas d'une guerre entre l'Empire germanique et la France, le Hanovre et la Prusse chercheraient de toute manière à retenir les contingents qu'ils étaient obligés de fournir, comme États de l'Empire. Le landgrave de Hesse - Cassel signa, le 12 mars 1726, avec l'Angleterre un traité de subsides, par lequel il s'engageait à tenir prêt un corps de 12,000 hommes pour le service de cette Puissance. Le 9 août 1726, les États-Généraux entrèrent dans l'alliance hanovrienne, et garantirent les articles de cette union; les alliés, de leur côté, promirent à la République de protéger leur commerce des Indes orientales, et d'en exclure les Pays-Bas autrichiens. Au printemps 1727, les rois de Danemark et de Suède accédèrent à la confédération.

Quoique l'empereur Charles VI ne fût guère effrayé de cette coalition, il opposa, pour plus de sûreté, alliance à alliance; il négocia, à la fin de 1725, un traité avec le Portugal, qui accordait à la compagnie orientale un commerce libre dans le Brésil. Le 6 août 1726 à Vienne, la Russie signa aussi une alliance défensive avec l'Empereur, accéda à la paix conclue à Vienne avec l'Espagne et se chargea de la garantie de la pragmatique. Dans la même année se joignirent encore à l'Empereur et à l'Espagne les électeurs du Palatinat, de Cologne, de Bavière et de

**Trèves.** Le roi de Prusse se détacha dans le même temps de l'alliance hanovrienne. Il fit conclure dans le plus grand secret une alliance défensive avec l'Empereur à Wusterhausen, le 12 octobre 1726, accéda à l'union de l'Autriche et de la Russie, et garantit également la pragmatique sanction. L'Empereur promit en retour de procurer à la Prusse la succession de Juliers, de Berg et de Ravenstein. Le secours à fournir réciproquement fut fixé à 10,000 - 12,000 hommes. Un décret impérial, émané le 17 mars 1727, ayant averti l'Empire germanique de se mettre en garde contre la ligue hanovrienne, les cercles de l'électorat du Rhin, d'Autriche, de Franconie, de Souabe et du Haut-Rhin renouvelèrent effectivement, le 31 mai de la même année, leur association existante, et augmentèrent du triple le nombre de leurs troupes, tenues prêtes conformément au pacte fédératif.

Comme ces différentes alliances annonçaient une guerre prochaine, chaque Puissance songea à se précautionner pour n'être pas prise au dépourvu ; mais aucune n'osait, ou ne voulait pas être la première à attaquer, et l'on se contentait de se fortifier de part et d'autre autant qu'on le pouvait. Enfin le roi d'Espagne, qui entretenait alors une armée de près de cent mille hommes de vieilles troupes aguerries et commandées par d'habiles Généraux, las d'avoir les armes à la main sans s'en servir, fit commencer en février 1727 le siège de la forteresse de Gibraltar, afin de retirer cette clef de sa monarchie des mains de l'Angleterre. Dès que le roi Georges I fut informé de cette attaque subite, il ordonna à la flotte anglaise de traiter hostilement les vaisseaux espagnols. Le pape Benoît XIII, inspiré par l'amour de l'humanité, avait offert sa médiation aux Puissances qui étaient déjà en guerre. L'empereur Charles VI, guidé par les mêmes sentiments, leur avait fait faire des ouvertures, qui con-

duisirent à une trêve et à un accommodement préliminaire lequel, grâces aux soins zélés du cardinal Fleuri, premier-ministre de Louis XV, fut signé à Paris, le 31 mai 1727, par les plénipotentiaires de l'Empereur, de la France, de l'Angleterre et de la Hollande, puis le 13 juin à *Vienne* par l'ambassadeur d'Espagne. L'Empereur consentit à ce que la compagnie d'Ostende fût interrompue pour sept ans. Pour l'examen et l'arrangement de toutes les autres affaires contentieuses, on convint de tenir dans quatre mois un congrès à Aix-la-Chapelle. Les quatre premières de ces Puissances ne tardèrent point à confirmer le traité. Mais le roi d'Espagne fit difficulté de le ratifier, et ce ne fut que le 6 mars 1728, qu'il y donna son adhésion.

Le congrès fut ouvert, non pas à Aix-la-Chapelle comme on était d'abord convenu, mais à Soissons, au mois de juin 1728. Cette assemblée, où l'on devait consommer la grande affaire de la paix générale, eut le même sort que celui du congrès de Cambrai; c'est-à-dire qu'il fut dissous en automne de la même année, sans avoir rien terminé. Le 23 décembre 1728, l'alliance entre l'Autriche et la Prusse fut confirmée à Berlin par un traité secret. Le roi reconnut encore une fois la pragmatique sanction, et assura une assistance armée à l'Autriche.

Philippe V avait nourri l'espoir d'obtenir pour son fils Don Carlos la main de la princesse impériale Marie-Thérèse. Mais ce plan avait échoué, nonobstant toutes les peines que la reine Élisabeth s'était données pendant deux ans pour le faire réussir. Philippe commençait aussi à douter, que l'Empereur eût réellement l'intention de conférer à Don Carlos les fiefs impériaux en Italie, dont il a été souvent parlé, et il désirait par conséquent une autre garantie pour ses desseins. Les Puissances maritimes, qui étaient encore toujours aigries contre l'Empereur à cause de la compagnie d'Ostende, allèrent au-devant des

projets du roi d'Espagne. Philippe n'hésita point à rompre l'alliance avec l'Empereur. À Séville, le 9 novembre 1729, il fut conclu entre l'Espagne, l'Angleterre et la France une convention qui confirmait tous les traités de paix et de commerce, faits antérieurement entre elles. Ces Puissances, quoiqu'au fond elles ne fussent pas trop d'accord elles-mêmes, s'engagèrent à s'assister réciproquement avec un corps de 12,000 hommes. L'Espagne retira toutes les faveurs commerciales, accordées 1725 aux sujets autrichiens. Afin d'assurer à Don Carlos la succession de Toscane, de Parme et de Plaisance, un corps de 6000 Espagnols devait passer sur-le-champ en Italie, et occuper Livourne, Porto-Ferrajo dans l'île d'Elbe, Parme et Plaisance, sans attendre la mort des princes qui régnaient alors sur ces pays. Les États-Généraux entrèrent, le 21 novembre 1729, dans cette ligue, après que les alliés leur eurent promis d'effectuer la suppression de la société impériale de commerce à Ostende.

L'Empereur se sentit profondément blessé d'un traité qui arrangeait sans sa participation, la succession des fiefs en Italie, relevant de l'Empire. Il communiqua, le 22 mars 1730, cette usurpation à l'assemblée des États de l'Allemagne, et la requit de prendre des mesures énergiques, nécessaires au maintien des droits de l'Empire. Les cinq cercles d'Allemagne associés résolurent de mettre sur pied leurs triples contingents, ainsi qu'ils s'y étaient obligés, et invitèrent les cercles de Bavière et de Westphalie à entrer dans la confédération. L'Empereur fit marcher des troupes dans les duchés de Milan et de Mantoue, lesquelles devaient empêcher la descente des Espagnols sur les côtes de Toscane. Antoine Farnèse, le dernier duc de Parme et de Plaisance, étant mort le 20 janvier 1731, l'Empereur, comme seigneur suzerain, fit, au nom de l'Empire, occuper aussitôt par ses troupes ces deux duchés.

Sur ces entrefaites, les alliés de Séville s'étaient déjà désunis. Le roi d'Espagne était mécontent de ce que les Puissances maritimes n'avaient point transporté les 6000 Espagnols en Italie, comme elles l'avaient promis. Mais les alliés voulaient éviter la guerre avec l'Empereur, et ils cherchèrent à obtenir l'agrément de ce monarque à l'amiable. Charles VI, craignant de voir l'Europe désolée par une nouvelle guerre, se montra disposé à céder sur le point des fiefs impériaux en Italie; mais il exigea, comme première condition, que l'Angleterre, la France et la Hollande se chargeassent de garantir sa pragmatique. En 1731 tout s'accorda; le 16 mars de cette année à Vienne, l'Angleterre conclut pour elle et la Hollande un traité d'amitié avec l'Empereur, et se déclara garante de la pragmatique sanction. En revanche, l'Empereur donna son consentement à l'entrée des 6000 Espagnols en Italie, et promit d'effectuer aussi l'approbation de l'Empire. Charles VI s'obligea en outre à supprimer la compagnie d'Ostende et tout négoce des Pays-Bas dans les Indes orientales. Le libre commerce avec la Sicile fut de nouveau concédé aux Anglais et aux Hollandais. Comme l'Espagne voyait tous ses désirs accomplis par ce traité, elle y accéda dans tous les points, le 22 juillet de la même année. La Diète de l'Empire donna, le 13 juillet 1731, son assentiment à l'entrée de troupes espagnoles dans les duchés de Toscane, de Parme et de Plaisance. La France, à son grand dépit, fut entièrement mise à l'écart dans ces conventions. Le grand-duc Jean-Gaston de Florence fit, le 25 juillet 1731, un pacte de famille avec l'Espagne, et institua Don Carlos son héritier. L'Empereur nomma, le 17 octobre suivant, le grand-duc et la duchesse douairière Dorothée de Parme tuteurs de l'infant, et leur fit remettre en décembre Parme et Plaisance pour le jeune prince. La Hollande qui, par les intrigues du cardinal Fleuri, avait

été empêchée pendant toute une année de ratifier l'alliance de Vienne, y accéda enfin le 20 février 1732 à la Haye, et se rendit également garante de la pragmatique sanction. Alors l'Empereur supprima effectivement la compagnie d'Ostende.

Cependant quelque grands que fussent les avantages que l'alliance de Vienne avait procurés à l'Espagne, ils n'assouvirent point son ambition. Tandis que l'Empereur, dans la ferme croyance que le calme était solidement rétabli, congédiait une partie de ses troupes, et ne tenait ses États italiens que faiblement garnis, l'Espagne, au lieu des 6000 hommes qu'on lui avait permis d'envoyer en Italie, y fit passer un nombre de troupes beaucoup plus considérable; elle tint en outre un autre corps prêt à Porto-Longone dans l'île d'Elbe, et continua ses armements avec la plus grande activité. Don Carlos osa, sans avoir reçu l'investiture, et sans en avoir averti auparavant l'Empereur et l'Empire, se faire inaugurer à Florence, au mois de juin 1732. L'Angleterre chercha, mais en vain, par ses représentations à détourner l'Espagne de ces démarches hardies et arbitraires. Mais l'Empereur, en sa qualité de suzerain suprême, fit déclarer en décembre 1732, par un décret du Conseil aulique d'Empire, cette inauguration illégitime et non valable. Le Cabinet de Madrid, de son côté, protesta contre ce décret qui lésait, à ce qu'il prétendait, la souveraineté du grand-duc. Enfin Charles VI, ayant égard à l'intervention amicale de l'Angleterre, consentit en 1733 à donner effectivement à l'infant l'investiture de la Toscane, et à se prêter à l'accommodement de tous les autres points contentieux. Mais la Cour d'Espagne, qui avait déjà pris la résolution de s'emparer de Naples et de la Sicile pour Don Carlos, éluda toute offre de réconciliation. Le 13 septembre, Philippe V conclut avec le roi de Sardaigne, — le 25 octobre avec la France des

traités d'alliance, et ces trois potentats se préparèrent avec la plus grande activité à l'exécution de la grande entreprise qu'ils avaient projetée.

Le trône de Pologne étant venu à vaquer par la mort d'*Auguste II*, arrivée le 1 février 1733, l'électeur Frédéric-Auguste de Saxe aspira à joindre, comme son père, la couronne royale de Pologne au bonnet électoral. Cependant Stanislas Leszinsky, qui avait déjà auparavant (1704-1709) occupé ce trône, se flattait d'y remonter par le secours de Louis XV son beau-père. Mais l'empereur Charles VI, l'impératrice Anne de Russie et le roi de Prusse s'étaient unis, encore du vivant d'Auguste II, le 31 décembre 1731, pour procurer la couronne de Pologne à l'infant Emmanuel de Portugal. Lorsqu'après la mort d'Auguste, Charles VI et l'impératrice Anne, abandonnant leur premier projet, cherchèrent à faire avoir la couronne de Pologne à l'électeur de Saxe, la Prusse, par aversion pour ce prince et par crainte de la France, se borna à la neutralité. Afin de se mettre en bonne posture contre tout événement, l'empereur Charles, l'impératrice Anne et le roi de Danemark conclurent une alliance défensive à Copenhague, le 27 mai 1733. Dans le cours du mois de juillet, l'électeur de Saxe fit avec l'Empereur et la Russie des conventions, par lesquelles le secours de ces Puissances lui fut assuré. En retour il accéda à la pragmatique sanction, garantit en même temps à l'impératrice Anne la possession de ses pays, et promit de reconnaître, comme roi de Pologne, le titre impérial de Russie. Pendant ce temps-là, l'influence française avait prévalu en Pologne, et les États assemblés à Varsovie choisirent, le 12 septembre 1733, Stanislas pour leur roi. Un corps de troupes autrichiennes se posta alors sur la frontière de Pologne; une armée russe entra incontinent dans le pays et força Stanislas à s'enfuir à Danzig; sur quoi le parti saxon

proclama, le 5 octobre à Grokow, Frédéric - Auguste III roi de Pologne. Stanislas fut assiégé 1734 dans la ville de Danzig par les Russes. Il s'enfuit en Prusse, d'où il se retira plus tard en France, et termina ses jours à Nancy en Lorraine (le 23 février 1766). Frédéric - Auguste III régna sur la Pologne jusqu'à sa mort, arrivée le 5 octobre 1763.

La France, irritée de l'obstacle que les Russes mettaient à l'élévation de Stanislas, s'en prit à l'Empereur, leur allié, et lui déclara la guerre par un manifeste, daté de Fontainebleau le 10 octobre 1733. L'Espagne et la Sardaigne, qui espéraient acquérir, celle-là Naples et la Sicile, et celle-ci le Milanais, se joignirent à la France contre l'Empereur. La Hollande promit de rester neutre, si on n'attaquait point les Pays - Bas. Georges II d'Angleterre, qui avait succédé en 1727 à son père Georges I, ne prit également point part à cette guerre.

Les Français commencèrent les hostilités le 12 octobre 1733, où ils passèrent le Rhin près de Strasbourg. Le maréchal Berwick s'empara, le 28 du même mois, du fort de Kehl, tandis qu'un autre corps, sous le comte Belleisle, occupa la Lorraine. Le duc Ferdinand de Brunswick - Bevern, qui commandait l'armée impériale, ne put rien faire qu'observer l'ennemi qui lui était fort supérieur. Le maréchal Villars, réuni aux Sardes, conduits par leur roi, entra dans la Lombardie qui se trouvait dégarnie, l'Empereur ne s'étant pas attendu à être attaqué sitôt dans ce pays. L'armée combinée conquit pendant l'hiver Pizzighetone, la citadelle de Milan, Novare, Tortone, les châteaux de Crémone et de Serravalle, puis les points fortifiés d'Arone, de Trezzo, de Lecco et le fort de Fuentes. Les alliés hivernèrent en Lombardie et observèrent les troupes impériales, qui se rassemblaient dans et autour de Mantoue. Le comte de Montemar fit voile avec

une armée espagnole vers les côtes de la Toscane. Don Carlos s'arrogea en décembre le gouvernement effectif dans Parme et Plaisance et marcha ensuite, à la tête de 40,000 Espagnols, sur Naples.

L'Empereur avait requis, le 4 novembre 1733, l'Empire germanique de le soutenir dans cette guerre. Mais ce ne fut qu'après une délibération de quatre mois (le 26 février 1734), que l'assemblée des États conclut la guerre contre la France et l'Espagne, ainsi que contre tous leurs alliés. À la vérité les électeurs de Cologne, de Bavière et du Palatinat protestèrent contre cet arrêté, sous prétexte que l'élection d'un roi de Pologne, la cause de cette querelle, ne regardait aucunement l'Empire ; mais cela n'empêcha point, que la déclaration de guerre ne fût effectivement publiée, le 13 mars de la même année. Ensuite la Diète accorda la levée d'une armée de 120,000 hommes, et le versement de fonds proportionnés dans la caisse d'opération de l'Empire. La république de Venise, le pape, le duc de Modène et la Confédération helvétique se déclarèrent neutres.

Le prince Eugène commandait l'armée au Rhin, à laquelle le roi de Prusse avait joint le secours de 10,000 hommes, stipulé dans le traité de 1726. Elle s'était rassemblée dans les lignes d'Ettlingue, et comptait 35,000 combattants, y compris les troupes de l'Empire. Le maréchal Berwick enleva, au mois d'avril, Spire, Worms, Trèves et Trarbach. Il passa ensuite avec l'armée principale le Rhin près de Kehl et de Fort-Louis. Une seconde armée, sous le marquis d'Ahsfeld, le suivit, vers le milieu de mai, près de Manheim au delà du fleuve. Eugène évacua, le 6 et 7 mai, les lignes d'Ettlingue et se retira dans la position près de Heilbron, pour attendre ses renforts. Il laissa ainsi au duc de Berwick la liberté d'assiéger Philipsbourg. Mais cette entreprise coûta la vie à

ce maréchal qui fut tué, le 12 juin, dans les tranchées par un boulet de canon parti de la forteresse. Le prince Eugène marcha avec son armée, forte alors de 70,000 hommes, par Bruchsal et Weissenthal au secours de Philipsbourg, enveloppa le camp de l'armée de siège, et le fit foudroyer par son artillerie. Mais la position de l'ennemi était si bien fortifiée, que le prince Eugène renonça au projet qu'il avait formé de l'attaquer; en sorte que rien n'empêcha les Français de continuer le siège de Philipsbourg, qui se rendit par capitulation le 18 juillet 1734. Après la prise de cette forteresse, les deux armées se contentèrent de s'observer pendant le reste de la campagne.

Dans la basse Italie, Don Carlos avait déjà occupé la ville de Naples, le 15 mai 1734; et par la victoire que le duc de Montemar avait remportée près de Bisonto, le 25 du même mois, sur les Impériaux, commandés par le prince Belmonte, la conquête de ce royaume était presque entièrement achevée. Gaète tomba le 7 août; Capoue résista jusqu'au 24 novembre. Montemar passa vers la fin d'août en Sicile, fit proclamer, à son entrée dans Palerme, l'infant Don Carlos, et occupa la plus grande partie de cette île. Syracuse, Trapani et la citadelle Gonzague de Messine furent bloqués.

Dans la haute Italie, le feldmaréchal impérial comte Mercy perdit, le 29 juin près de Parme, la bataille et la vie. Le feldmaréchal comte Kœnigseck, qui le suivit dans le commandement, surprit, il est vrai, le 15 septembre le camp français du maréchal Broglie près de Guistello sur la Secchia, et força l'ennemi à fuir en désordre; mais ayant engagé, quatre jours après, une action générale près de Guastalla, il fut repoussé à son tour par cette même armée et contraint de repasser le Pô. Il prit les quartiers d'hiver dans le Mantouan.

Les grands progrès des armes alliées en Italie me-

naçant d'accroître immensément la puissance de la Maison de Bourbon, l'Angleterre et la Hollande offrirent aux Puissances belligérantes leur médiation, et présentèrent vers la fin de janvier 1735, à Londres et à la Haye, un projet de paix. La base en était: que l'Empereur céderait à Don Carlos Naples et la Sicile, et aurait en échange, outre la Lombardie, Parme, Plaisance et la Toscane. Stanislas Leszinsky devait renoncer à la couronne de Pologne, en faveur du roi Auguste. La France et ses alliés, espérant obtenir encore de plus grands avantages, rejetèrent ces propositions, et refusèrent même de conclure un armistice. L'Empereur invita les Puissances maritimes à intervenir à main armée dans ce différend; mais leur réponse fut évasive et offensante pour l'Empereur par le ton arrogant qui y régnait. Charles VI, obligé de se passer du secours des Anglais et des Hollandais, ne fut pas plus heureux dans la campagne de 1735 que dans les précédentes, surtout en Italie; c'est pourquoi il prêta l'oreille aux offres secrètes que lui fit le cardinal Fleuri, et entra séparément en négociation avec la France.

L'armée du prince Eugène occupait entre Bruchsal et Heidelberg une position si avantageuse, que les Français ne purent ni pénétrer en Allemagne, ni assiéger Mayence ou Brisac, comme ils en avaient eu l'intention. Après que le feldmaréchal Lacy fut arrivé au Rhin avec 20,000 Russes, Eugène détacha, sur la fin de septembre 1735, le feldmaréchal comte Seckendorf avec une division nombreuse vers la Moselle, qui remporta en octobre quelques avantages près de Closterclausen et au Salambach. Les Espagnols achevèrent la conquête des places fortes de la Sicile, et Don Carlos se fit couronner roi des Deux-Siciles à Palerme, le 3 juillet 1735. Les Français, sous le maréchal de Noailles, et les Espagnols, sous le duc de Montemar, forcèrent l'armée impériale, commandée par

le feldmaréchal comte de Kœnigseck, à évacuer le Mantouan et à se retirer en Tyrol. Les alliés s'emparèrent ensuite de Mirandole et investirent Mantoue.

Cependant les préliminaires de la paix entre l'Autriche et la France avaient été signés à Vienne, le 3 octobre 1735, et ratifiés par l'Empereur le 11 du même mois. Ils portaient en substance : que Stanislas Leszinsky renoncerait à la couronne de Pologne ; que l'électeur Auguste de Saxe serait reconnu pour roi de Pologne et grand-duc de Lithuanie ; que le duc *François-Étienne de Lorraine* <sup>1)</sup> céderait le duché de ce nom et celui de *Bar* au roi Stanislas pour en jouir sa vie durant, et qu'après la mort de ce prince, les deux duchés seraient réunis à la couronne de France ; que le duc de Lorraine aurait en échange le *grand-duché de Toscane* ; que Naples et la Sicile, puis les places sur les côtes de la Toscane, et Porto-Longone dans l'île d'Elbe, appartiendraient à l'infant Don Carlos ; que le roi de Sardaigne, à qui la France avait fait espérer le Milanais, se contenterait du Novarais et du Tortonais avec quatre autres seigneuries ; que les duchés de Parme et de Plaisance seraient cédés à l'Empereur, et qu'on lui restituerait la Lombardie. Le roi de France garantit la pragmatique de Charles VI. Une suspension d'armes fut publiée, et on commença ensuite à traiter avec les autres Cours. Les Puissances maritimes paraissaient approuver le traité de Vienne ; du moins il n'éprouva aucune contradiction de leur part ; mais l'Espagne ne fut pas trop contente de cet arrangement, qui lui enlevait les États de Parme, de Plaisance et de Toscane, qu'elle s'était flatté de conserver, comme tout ce qu'elle avait conquis en Italie. Mais, comme il ne lui était pas possible de continuer la guerre

<sup>1)</sup> Ce prince avait succédé, l'an 1729, à son père Léopold-Joseph-Charles, duc de Lorraine et de Bar.

sans la France, le roi Philippe V accepta les préliminaires, le 15 avril 1736; le nouveau *roi des Deux-Siciles* suivit son exemple, le 1 du mois suivant. Stanislas Leszinszky, comme aussi la Russie et la Pologne, accédèrent, le premier le 27 janvier, et les deux dernières le 15 mai, aux articles qui les concernaient. Le 18 mai l'Empire germanique, — et le 16 août le roi de Sardaigne déclarèrent leur adhésion aux préliminaires.

Par un traité particulier, conclu entre l'Empereur et la France à Vienne, le 28 août 1736, il fut réglé, que les duchés de Lorraine et de Bar seraient aussitôt remis au roi Stanislas; que les forteresses toscanes seraient occupées par des troupes impériales, et que la France payerait au duc François jusqu'à la mort du grand-duc Jean-Gaston, et jusqu'à la prise-de-possession effective de la Toscane, une rente annuelle de quatre millions et demi de livres, pour le dédommager de la perte des revenus de la Lorraine. Dans les années 1736 - 1737, les troupes impériales avaient déjà occupé les pays italiens, qui avaient été assignés à l'Empereur ou au duc François. La France avait, en janvier 1737, rendu Philipsbourg, Kehl et Trèves à l'Empire germanique. Le 8 février Stanislas Leszinszky prit possession de la Lorraine et du Barrois. Tous les monarques avaient fait expédier les actes de renonciation sur les pays qu'ils cédaient les uns aux autres. Le 9 juillet 1737, mourut le grand-duc Jean-Gaston, et le duc François de Lorraine prit alors effectivement possession de la *Toscane*. Ce prince était marié depuis le 12 février 1736 à l'*archiduchesse Marie-Thérèse*, fille aînée de l'Empereur. Le 18 novembre 1738, le traité définitif entre l'Empereur et la France fut signé à Vienne, par où les préliminaires et tous les traités séparés et déclarations d'assentiment subséquents furent confirmés. L'Empereur ratifia ce traité pour l'Autriche et

l'empire d'Allemagne, encore le dernier jour de cette même année; la France y donna son adhésion le 7 janvier 1739; et peu de temps après, suivit aussi l'acte d'accession des rois de Sardaigne, d'Espagne, des Deux-Sicules, — de l'impératrice de Russie et du roi de Pologne.

L'empereur Charles VI, satisfait de l'idée consolante d'avoir détourné le fléau de la guerre, qui menaçait de ravager de nouveau l'Allemagne, croyait n'avoir plus à s'occuper que du bien-être et de la prospérité de ses vastes États, lorsqu'il se vit contraint de reprendre les armes, pour remplir un engagement sacré qu'il avait contracté envers une Puissance, qui s'était constamment montrée l'amie de la Maison d'Autriche. La Russie avait déclaré la guerre (12 avril 1736) à la Porte qui, indépendamment des incursions réitérées de Turcs et de Tatars sur le territoire de l'Empire russe, lui avait encore donné différents autres sujets de plainte. L'Autriche avait promis, par le traité de 1726, à la Russie un secours de 30,000 hommes en cas de guerre; par conséquent l'Empereur ne pouvait se dispenser de fournir ce contingent. Toutefois avant de rompre avec la Turquie, Charles VI tenta la voie des négociations pour réconcilier les deux Empires; mais tous ses efforts ayant été infructueux, il déclara, au mois de juin 1737, également la guerre à la Porte. Malheureusement le prince Eugène de Savoie était mort l'année précédente (le 20 avril 1736) et, comme le disait Charles VI, *la fortune de l'Empire était morte avec lui*. Les soldats avaient perdu leur courage, en perdant un héros qui était plutôt leur ami que leur chef. Le duc François de Lorraine fut nommé Généralissime des armées impériales. Sous lui commandaient le feld-maréchal comte de Seckendorf qui était à la tête de l'armée principale en Serbie, le général d'artillerie (*Feldzeugmeister*) prince de Hildbourghausen qui était posté

avec un corps sur les bords de la Save, et le général d'artillerie comte François Wallis qui se trouvait avec une seconde division en Transylvanie. Le prince de Hildbourghausen devait s'avancer en Bosnie, et le comte Wallis en Valachie et en Moldavie. L'armée principale pénétra par la Morawa en Serbie, et occupa *Nissa*, capitale du pays, sans presque coup férir. L'armée impériale dirigeait sa marche vers la Valachie, où elle devait se joindre aux Russes; mais les Turcs prévinrent cette jonction. Le duc François se vit alors obligé, par une grave indisposition et par la nécessité d'aller prendre possession de la Toscane, vacante, comme il a été dit plus haut, par la mort de Jean-Gaston (9 juillet), de retourner de l'armée à Vienne. Au mois d'août le feldmaréchal comte de Khevenhuller assiégea Widdin infructueusement, et le prince de Hildbourghausen fut vaincu au siège de Banyaluka par le pacha de Bosnie. Le comte Khevenhuller, après avoir vaillamment résisté dans sa position près de Radojowatz aux attaques des Ottomans, repassa avec sa division le Danube au commencement de novembre, et se rendit à Orsova et Méhadia. Le corps d'armée, sous le comte Wallis, fut également forcé de quitter la Valachie; en Serbie le général Dorat, qui avait négligé de relever les fortifications de Nissa, se rendit, à l'approche des Turcs, sans faire aucune résistance (22 octobre). Le comte de Seckendorf, qui commandait l'armée principale, fort affaiblie par la disette de vivres et les maladies, s'était retiré vers Schabacz et Belgrade. Il fut remplacé, l'an 1738, par le feldmaréchal de Kœnigseck.

Les Turcs avaient appelé à Constantinople Joseph Rakotzi, fils de Georges, qui était mort à Rodosto, le 8 avril 1735, et le sultan le nomma prince de Transylvanie. Joseph arriva 1738 à Widdin, et invita par des proclamations les Hongrois à la révolte; mais cet appel

ne produisit pas le moindre effet. La Porte lui avait promis par un traité particulier la possession de la Hongrie et de la Transylvanie, tandis que l'Empereur mettait sa tête à prix. Mais Rakotzi étant mort dès le 10 novembre 1738, tous ses plans et ceux des Turcs furent enterrés avec lui. Les Ottomans conquirent au mois de mai Vieux-Orsova (*Alt-Orsova*) et Méhadia, et assiégèrent ensuite Neuf-Orsova (*Neu-Orsova*). L'armée impériale, conduite de nouveau par le *grand-duc François*, délivra cette place par la victoire qu'il remporta, le 4 juillet, près de Kornia; sur quoi les Turcs abandonnèrent Vieux-Orsova et Méhadia. Le 17 du même mois, les Turcs éprouvèrent une nouvelle défaite dans le voisinage de ce dernier endroit. Au mois d'août, le comte Kœnigseck campa avec l'armée principale près de Sémendria. Les Ottomans emportèrent, à la fin du mois, Neuf-Orsova d'assaut, et Kœnigseck se retira, à l'approche de l'armée du grand vizir, fort supérieure à la sienne, dans les lignes de Belgrade. Les Turcs prirent Sémendria; mais ils furent vaincus près de Pancsova sur la Temés, et dans les environs de Ratscha sur la Save. Les Russes avaient remporté de grands avantages dans la Crimée et en Bessarabie.

L'année suivante (1739), le feldmaréchal comte Georges-Olivier Wallis, à qui l'Empereur avait confié le commandement en chef de son armée, se mit en marche de Belgrade, pour aller à la rencontre du grand vizir qui, à la tête de 120,000 hommes, s'avancait de Sémendria le long du Danube. Le 20 juillet, l'avant-garde des Impériaux rencontra les Turcs près de Krotzka, bourg sur le Danube, et ayant été attaquée par l'ennemi, elle fut obligée de se retirer avec une perte considérable. Les Ottomans, enhardis par cet avantage, attaquèrent, le lendemain, l'armée impériale et la battirent complètement. Les Impériaux se retirèrent par Belgrade au delà du

**Danube.** A la fin de juillet, les Turcs commencèrent le siège de cette forteresse. Wallis avait chassé, le 30 juillet, un corps turc de son camp près de Pancsova, qui fut alors occupé par les Impériaux. Telle était la situation des affaires, lorsque le feldmaréchal reçut de l'Empereur l'ordre d'entamer des négociations pour rétablir la paix avec la Turquie. Ce Général fit faire par le colonel Gross les premières ouvertures au grand vizir, et envoya ensuite le général comte de Neipperg au quartier-général de ce dernier, pour continuer la conférence sous la médiation du marquis de Villeneuve, ambassadeur de France. Le comte de Neipperg ne fut pas plus heureux dans les négociations, que le comte de Seckendorf ne l'avait été dans la guerre. Le 1 septembre, les préliminaires furent signés. Sans attendre la ratification impériale, on remit, le 4 du même mois, une des portes de *Belgrade* aux Turcs, et on commença, les jours suivants, la démolition des nouveaux ouvrages de fortification, stipulée dans la convention. Dès le 18 septembre la paix définitive pour vingt-sept ans fut également signée au camp turc devant *Belgrade*. Conformément à ce traité, *Belgrade*, *Schabacz*, les districts en Serbie, encore occupés par les Impériaux, puis *Neuf-Orsova* et la petite *Valachie*, le fruit des conquêtes du vaillant prince Eugène, furent cédés à la Turquie. L'Empereur, irrité de la conclusion précipitée d'une paix si dommageable, désavoua ses plénipotentiaires, et fit arrêter les comtes de Wallis et de Neipperg pour avoir outre-passé leurs pouvoirs. Cependant, malgré son désaveu, Charles VI aima mieux perdre quelques parties de ses vastes États que la réputation de bonne fois qu'il avait acquise. Il ratifia, le 22 octobre, le traité. On ajouta plusieurs articles à ceux dont on était déjà convenu. On régla que la *Save* et le *Danube* seraient les limites des deux Empires; on établit entre eux la liberté de com-

merce, et rendit de part et d'autre les prisonniers de guerre. Le sultan défendit aux corsaires d'Afrique d'insulter dorénavant le pavillon impérial, et promit de punir le kan des Tatars, s'il osait troubler le calme qui, d'après ce traité, devait régner entre les deux Empires pendant la trêve de vingt-sept ans. Les Russes avaient conquis Asof, Oczakow et Choczim, et occupé la Moldavie. Mais l'impératrice Anne avait également fait conclure, le 19 septembre, par le même ambassadeur de France, marquis de Villeneuve, comme son plénipotentiaire, un traité de paix, par lequel la Russie obtint une délimitation des frontières fort avantageuse.

L'empereur *Charles VI* avait trop de courage pour succomber au chagrin que lui causaient les pertes sensibles qu'il avait éprouvées dans les dernières années; mais une maladie dangereuse l'étendit sur un lit de douleur et le conduisit, le 20 octobre 1740, au tombeau. Ce prince fut le dernier rejeton mâle de la Maison de Habsbourg. Il laissa deux filles : *Marie-Thérèse*, mariée au *grand-duc François de Toscane*, — et *Marie-Anne*, qui épousa, le 7 janvier 1744, le *duc Charles de Lorraine*, frère du grand-duc, mais qui cessa de vivre dès le 16 décembre de la même année.

Le prince Antoine de Liechtenstein, seigneur aussi recommandable par ses moeurs que par son érudition, avait dirigé l'éducation de Charles VI. Doué de cette imagination vive, qui embrasse avec ardeur tous les objets, ce jeune prince acquit une profonde connaissance du latin et des principales langues vivantes, de la philosophie, des mathématiques, de l'architecture de l'art de fortification, de l'histoire, de la numismatique &c. Il était aussi versé dans les beaux-arts et fort habile dans les exercices militaires. Charles dessinait parfaitement; il était lui-même poète, et avait fait de grands progrès dans la

musique. Il protégeait et soutenait les hommes savants, les entreprises et instituts scientifiques dans chaque occasion. L'empereur Charles fonda l'académie des ingénieurs (le 7 janvier 1718), releva (1726) celle des beaux-arts qui allait en décadence, augmenta le cabinet impérial de monnaies, la galerie de tableaux, surtout la bibliothèque de la Cour, et entretenait une excellente chapelle. En 1735, l'organisation de tous les instituts publics pour l'enseignement et l'éducation fut examinée et améliorée.

Aucun empereur d'Allemagne ne fit exécuter un si grand nombre d'admirables constructions que Charles VI. Les plus beaux monuments architectoniques de Vienne lui doivent leur origine. Parmi ces édifices la bibliothèque impériale de la Cour, l'aile du bourg ou palais impérial désignée sous le nom de Chancellerie de l'Empire, le manège impérial et l'église de Saint-Charles occupent le premier rang. Il faut y ajouter encore l'arsenal, la Favorite (aujourd'hui l'académie thérésienne), les écuries impériales, plusieurs casernes, et quelques colonnes mémoriales et fontaines sur les principales places de la capitale. Charles VI joignait à un attachement intime à la Foi catholique des sentiments de tolérance envers les Chrétiens qui professaient une autre doctrine religieuse. Il rétablit si bien la bonne intelligence avec le Siège apostolique, que le pape Innocent XIII, se rendant avec plaisir aux vœux que le monarque lui avait exprimés, érigea, le 1 juin 1722, l'évêché de Vienne en *archevêché*.

Charles était d'une activité infatigable dans les affaires du gouvernement. Il voulait lui-même tout examiner, approfondir et décider. Les objets d'administration furent divisés en différentes branches, sous des chefs indépendants, qui ne se réunissaient que dans le Conseil d'État, auquel présidait le monarque en personne. Il s'appliquait constamment à perfectionner par de nouvelles lois

et ordonnances l'administration de la justice et de la sûreté publique dans ses différents pays. L'Empereur chercha à rétablir par une sage économie les finances de l'État, qui se trouvaient fort dérangées à son avènement; mais ces mesures économiques furent pour la plupart rendues infructueuses par les guerres multipliées que l'Autriche eut à soutenir. Cependant, malgré toutes ces guerres et les efforts que les Puissances belligérantes firent pour déranger ses projets, il fit fleurir le commerce, qu'il regardait avec raison comme le plus sûr moyen d'accroître la prospérité publique. Afin d'établir ou de rendre plus faciles les communications entre les diverses parties de ses États, il fit tracer plusieurs grands chemins, entre autres celui par la Forêt de Vienne (*Wiener - Wald*), par la montagne dite *Semmering*, et puis la voie caroline (*Carlsstrasse*) par les Alpes de Croatie; il fit aussi réparer à grands frais la route militaire que Trajan avait fait construire dans la Valachie, pour conduire ses légions en Transylvanie. Charles VI ouvrit ses ports de Trieste et de Fiume aux négociants étrangers, et fit restaurer ceux de Porto Ré et de Buccari. On travailla activement à rendre la Save navigable; on avait formé le projet de faire de Vienne le point central du commerce du Levant, et de rendre à cet effet la navigation du Danube aussi florissante que possible. Pour la protéger, Charles fit construire une flotille militaire près de Vienne. Nombre de fabriques et de manufactures furent établies dans toute l'étendue de la monarchie sous le règne de ce Souverain, qui pour les encourager leur octroya des privilèges exclusifs et autres franchises. La société de commerce d'Ostende était une de ses affaires favorites; cependant il se résigna à en faire l'abandon, pour procurer la paix et le repos à ses pays.

Charles VI était d'une taille moyenne; son teint était brun et son regard plein de vivacité. Flegmatique et

grave, il était cependant affable et compâtissant. Bon parent, ami fidèle, ennemi généreux, il pleura son frère à qui il succédait, et soutint constamment ses alliés, souvent même avec le sacrifice de son propre intérêt. Sa libéralité encourageait les talents, sa reconnaissance prévenait les services. Accessible à tous ses sujets, il écoutait leurs plaintes, les faisait examiner par des hommes intègres et impartiaux; il protégeait l'innocent faible et sans appui qu'on opprimait, et toutes ses actions portaient l'empreinte de la justice et de la magnanimité, héritage précieux du héroïque Rodolphe I, qui s'était transmis jusqu'à Charles VI, dernier prince de son illustre Maison.

FIN DE LA CINQUIÈME ÉPOQUE.

## GÉNÉALOGIE DE LA MAISON DE HABSBOURG.

## DEPUIS MAXIMILIEN I JUSQU'A L'EXTINCTION DE LA RACE MASCULINE DES HABSBOURGEOIS.

**Maximilien I**, né 22 mars 1450, élu roi des Romains 16 février, et couronné 9 avril 1486, empereur romain 10 février 1508, † 12 janvier 1519. Épouses: 1) *Marie*, duchesse de Bourgogne, née 1477, † 28 mars 1482; 2) *Blanche-Marie Sforce*, princesse de Milan, 16 mars 1494, † 21 décembre 1511 sans postérité.

**Philippe I le Bel**, né 1478, roi de Castille 26 novembre 1504, † 25 septembre 1506. Épouse: *Jeanne*, princesse héréditaire de Castille et d'Aragon, née 1496, † 13 avril 1555. *Marguerite*, née 1480. Mariée: 1) à Jean, prince des Asturies 1497, veuve 24 octobre de la même année; 2) à Philibert de Savoie 1501, veuve 1504; † 30 novembre 1520. **François**, né 2 septembre 1481, † le 23 décembre de la même année.

**Éléonore**, née 1498. Elle épousa: 1) Emmanuel, roi de Portugal 1519, veuve 1521; 2) François I, roi de France 1530, veuve 1547. † 17 février 1558. **Charles I** (V<sup>ème</sup> du nom dans la série des empereurs), né 25 février 1500; roi d'Espagne 1516; et fut élu empereur romain 28 juin 1519. Il abdiqua 1556 et mourut le 21 septembre 1558. Épouse: *Isabelle*, fille du roi Emmanuel de Portugal, † 1539. **Isabelle**, née 1501, fut unie à Chrétien II, roi de Danemark 1514; † 19 janvier 1526. **Ferdinand I**, né 10 mars 1503, roi de Bohême 1526, de Hongrie 1527, roi des Romains 1531 et empereur 1558; † 25 juillet 1564. Épouse: *Anne*, princesse héréditaire de Hongrie et de Bohême 2 juillet 1516, † 27 janvier 1547. **Marie**, née 1505, épouse de Louis II, roi de Hongrie, 13 janvier 1522. † 18 octobre 1558. **Catherine**, née 1507, veuve 1557 de Jean, roi de Portugal; † 1 juin 1578.

**Philippe II**, roi d'Espagne, né 21 mai 1527, † 13 septembre 1598. Épouses: 1) *Marie*, princesse de Portugal; 2) *Marie*, reine d'Angleterre; 3) *Élisabeth*, fille du roi Henri II de France; 4) *Anne* d'Autriche, fille de l'empereur Maximilien II.

Fils du premier lit.	Filles du troisième lit.	Fils du quatrième lit.
<b>Don Carlos</b> , † 4 juillet 1568.	<b>Isabelle Claire-Engénie</b> , Souveraine des Pays Bas 1598, veuve depuis 1621 de l'archiduc Albert d'Autriche; † 1 décembre 1633 sans postérité.	<b>Philippe III</b> , né 14 avril 1578, † 30 mars 1621. Épouse: <i>Marguerite</i> , fille de l'archiduc Charles d'Autriche-Styrie.
<b>Anna-Marie</b> , † 1666; épouse de Louis XIII, roi de France.	<b>Philippe IV</b> , né 8 avril 1605, † 17 septembre 1665. Épouses: 1) <i>Isabelle</i> , fille du roi Henri IV de France, † 1644; 2) <i>Marie-Anne</i> , fille de l'empereur Ferdinand III, † 1646	<b>Marie-Anne</b> , † 1646; mariée à l'empereur Ferdinand III (mort 1658).
<b>Marie-Thérèse</b> , † 1715; épouse de Louis XIV, roi de France.	<b>Charles II</b> , roi d'Espagne, né 6 novembre 1661, † 1 novembre 1700. Épouses: 1) <i>Marie-Louise</i> d'Orléans; 2) <i>Marie-Anne</i> , princesse du Palatinat-Neubourg.	<b>Marguerite-Thérèse</b> , † 1673; épouse de l'empereur Léopold I (mort 1705).
<b>Élisabeth</b> , née 1526, † 1545, fut mariée au duc de Lithuanie, ensuite roi de Pologne, Sigismond II Auguste.	<b>Maximilien II</b> , né 1 août 1527, roi de Bohême et roi des Romains 1562, roi de Hongrie 1563, empereur 1564; † 12 octobre 1576. Épouse: <i>Marie</i> , fille de l'empereur Charles-Quint 1548, morte 1603.	<b>Anne</b> , née 1528, † 1587. Elle fut mariée au duc Albert V de Bavière, † 1546.
	<b>Ferdinand</b> , comte de Tyrol, né 14 juin 1529, † 24 janvier 1595. Épouses: 1) <i>Philippine Welser</i> 1550, † 1580; 2) <i>Anne-Catherine</i> , princesse de Mantoue, † 1621.	<b>Marie</b> , née 1530, † 1584; mariée au duc Guillaume de Clèves 1546.
	<b>Marie</b> , née 1533, † 1572, épousa: 1) le duc François II de Mantoue; 2) Sigismond-Auguste, son beau-frère.	<b>Éléonore</b> , née 1534, † 1594, se maria avec le duc Guillaume III de Mantoue.
	<b>Barbe</b> , née 1539, † 1572, s'unit au duc Alphonse II de Ferrare.	<b>Charles</b> , fondateur de la ligne de Styrie, né 3 juillet 1540, duc de Styrie, de Carinthie &c. † 10 juillet 1590. Épouse: <i>Marie</i> , fille du duc Albert V de Bavière, † 1608. Sa descendance se trouve au verso de cette feuille.
	<b>Jeanne</b> , née 1547, † 1578; mariée à François-Marie de Médicis, grand-duc de Toscane.	<b>Madeleine, Marguerite et Hélène</b> prirent le voile dans le chapitre des dames nobles, fondé par elles.
	<b>Enfants du premier lit.</b> <b>André</b> , né 1558, cardinal 1576, évêque de Constance 1589, † 12 novembre 1600.	<b>Enfants du second lit.</b> <b>Anne</b> , née 1585, fut mariée à son cousin l'empereur Mathias 1611, et mourut 1618.
<b>Anne</b> , née 2 novembre 1549, † 1580, épousa Philippe II, roi d'Espagne.	<b>Rodolphe II</b> , né 18 juillet 1552, roi de Hongrie 1572, de Bohême 1575, couronné roi des Romains 1 novembre de la même année, empereur 1576; † 20 janvier 1612.	<b>Erneste</b> , né 1553, gouverneur-général des Pays-Bas 1593; † 20 février 1595.
	<b>Élisabeth</b> , née 5 juin 1554, veuve depuis 1574 de Charles IX, roi de France, et mourut au couvent 1592.	<b>Mathias</b> , né 24 février 1557, roi de Hongrie 1608, de Bohême 1611, empereur 13 juin 1612; † 20 mars 1619. Épouse: <i>Anne</i> , fille de l'archiduc Ferdinand de Tyrol 8 décembre 1611; † 18 décembre 1618.
	<b>Maximilien</b> , né 12 octobre 1558, roi tuteur de Pologne 22 août 1587, grand-maitre de l'ordre Teutonique 1595, régent du Tyrol et de l'Autriche antérieure; † 2 novembre 1618.	<b>Albert</b> , né 13 novembre 1559, épousa, le 8 mai 1598, <i>Isabelle-Claire-Engénie</i> , princesse d'Espagne, qui lui apporta en dot la souveraineté des Pays-Bas. Il renonça en faveur de Ferdinand II à la succession des États autrichiens 1619; † 13 juillet 1621.
	<b>Marguerite</b> , née 25 janvier 1567, et † comme religieuse au couvent en Espagne 15 juillet 1633.	<b>Éléonore</b> et deux autres princesses du nom de <i>Marie</i> moururent fort jeunes.

LIGNE STYRIENNE.

Charles, duc de Styrie, de Carinthie et de Carniole, † 1590.

<i>Anne</i> , née 16 août 1573, mariée à Sigismond III, roi de Pologne; † 10 février 1598.	<i>Marie-Christine</i> , née 10 novembre 1574; elle fut unie à Sigismond Bathori, prince de Transylvanie, depuis l'an 1595 jusqu'en 1599, où son époux se sépara d'elle; † 6 avril 1621 au couvent à Halle.	<i>Catherine</i> , née 4 janvier 1576, † 29 juin 1595.	<i>Élisabeth</i> , née 13 mars 1577, † 29 janvier 1586.	<i>Ferdinand II</i> , né 9 juillet 1578, roi de Bohême 1617, de Hongrie 1618, empereur 28 août 1619; † 15 février 1637. Épouses: 1) <i>Marie-Anne</i> , fille du duc Guillaume V de Bavière, † 1616; 2) <i>Éléonore</i> , fille du duc Vincent de Mantoue, † 1655.	<i>Charles</i> , né 17 juillet 1579, † 17 mai 1580.	<i>Grégoriane-Maximilienne</i> , née 22 mars 1581, † 20 septembre 1597.	<i>Éléonore</i> , née 25 septembre 1582, † 28 janvier 1620 comme chanoinesse à Halle.	<i>Maximilien-Ernest</i> , né 17 novembre 1583, commandeur de l'ordre Teutonique, † 18 février 1616.	<i>Marguerite</i> , née 25 décembre 1584, fut mariée à Philippe III d'Espagne 1599; † 3 octobre 1611.	<i>Léopold</i> , né 9 octobre 1586, évêque de Passau 1597, de Strasbourg 1608, régent du Tyrol et de l'Autriche antérieure 1619; † 13 septembre 1632. Épouse: <i>Claudine</i> de Médicis 1626, † 1648.	<i>Constance</i> , née 24 décembre 1588, unie à son beau-frère le roi Sigismond III de Pologne 1605; † 10 juillet 1631.	<i>Marie-Madeleine</i> , née 7 octobre 1589, épouse de Côme II, grand-duc de Toscane, 1608, † 1 novembre 1631.	<i>Charles</i> , né 7 août 1590, évêque de Breslau 1608, de Brixen 1613, grand-maitre de l'ordre Teutonique 1619; † 26 décembre 1624.
							<i>Marie-Éléonore</i> , née 12 février 1627, † 6 août 1629.	<i>Ferdinand-Charles</i> de Tyrol, né 17 mars 1628, † 31 décembre 1662. Épouse: <i>Anne</i> de Médicis 1646, † 1676.	<i>Isabelle-Claire</i> , née 12 août 1629, fut mariée à Charles, duc de Mantoue, 1649, veuve 1665, † 24 février 1685.	<i>Sigismond-François</i> , né 18 novembre 1630, évêque de Brixen 1644, de Gurk 1644, d'Augsbourg 1646, de Trente 1658, régent du Tyrol 1662; † 15 juin 1665.	<i>Marie-Léopoldine</i> , née 6 avril 1632, épouse de l'empereur Ferdinand III 1648; † 19 août 1649.		
							<i>Claudine-Félicité</i> , née 30 mai 1653, mariée à l'empereur Léopold I 1673, et morte 8 avril 1676.	<i>Marie-Madeleine</i> , née 17 août 1656, † 21 janvier 1669.					
<i>Christine</i> , née 25 mai 1601, † 12 juin 1601.	<i>Charles</i> , né et mort 1603.	<i>Jean-Charles</i> , né 1 novembre 1605, † 26 décembre 1619.	<i>Ferdinand III</i> , né 13 juillet 1608, couronné roi en Hongrie 1625, en Bohême 1627, roi des Romains 1636, empereur 1637; † 2 avril 1657. Épouses: 1) <i>Marie-Anne</i> , fille du roi Philippe III d'Espagne, † 1646; 2) <i>Marie-Léopoldine</i> , fille de l'archiduc Léopold d'Autriche-Tyrol, 1648, † 1649; 3) <i>Marie-Éléonore</i> , fille du duc Charles II de Mantoue, 1651, † 1686.	<i>Marie-Anne</i> , née 13 novembre 1610, mariée à Maximilien, électeur de Bavière, 1635, veuve 1651; † 25 septembre 1665.	<i>Cécile-Renée</i> , née 16 juillet 1611, fut unie à Uladislas, roi de Pologne, 1637, † 24 mars 1644.	<i>Léopold-Guillaume</i> , né 6 janvier 1614, évêque de Passau et de Strasbourg 1625, de Halberstadt 1626, archevêque de Brème 1630, évêque d'Olmütz 1637, de Breslau 1655, grand-maitre de l'ordre Teutonique et gouverneur des Pays-Bas; † 20 novembre 1662.							
<i>Ferdinand IV</i> , né 8 septembre 1633, roi de Bohême 1646, de Hongrie 1647, roi des Romains 1653; † avant son père 9 juillet 1654.	<i>Marie-Anne-Joséph</i> e, née 24 décembre 1635, épouse du roi Philippe IV d'Espagne 1649, veuve 1665; † 16 mai 1696.	<i>Philippe-Auguste</i> , né 12 juillet 1637, † 12 juin 1639.	<i>Maximilien-Thomas</i> , né 20 décembre 1638, † 29 juin de l'année suivante.	<i>Léopold I</i> , né 9 juin 1640, roi de Hongrie 1655, de Bohême 1656, succède à son père 1657, empereur 18 juillet 1658; † 5 mai 1705. Épouses: 1) <i>Marguerite-Thérèse</i> , fille du roi Philippe IV d'Espagne, 1666, † 1673; 2) <i>Claudine-Félicité</i> , archiduchesse d'Autriche-Styrie, 1673, † 1676; 3) <i>Éléonore-Madeleine-Thérèse</i> , princesse de Palatinat-Neubourg, 1676, † 1720.	<i>Charles Joseph</i> , né 7 août 1649, évêque de Passau et d'Olmütz, grand-maitre de l'ordre Teutonique, † 27 janvier 1664.	<i>Éléonore-Marie-Joséph</i> e, née 31 mai 1653, épouse 1) de Michel, roi de Pologne, veuve 1673, 2) de Charles, duc de Lorraine, 1678, † 17 décembre 1697.	<i>Marie-Anne-Joséph</i> e, née 30 novembre 1654, mariée à Jean-Guillaume-Joséph, comte palatin de Neubourg, 1678, † 4 août 1689.	<i>Ferdinand-Joséph-Aloyse</i> , né 11 février 1657, † 16 juin 1658.	<i>Marie</i> et <i>Thérèse-Marie-Joséph</i> e, mortes au berceau.				
<i>Ferdinand-Venceslas</i> , né 28 septembre 1667, † 3 janvier 1668.	<i>Marie-Antoinette</i> , née 18 janvier 1669, mariée à Maximilien-Emmanuel, électeur de Bavière, 1685, † 24 décembre 1692.	<i>Jean-Léopold</i> , né et mort 1670.	<i>Joseph I</i> , né 26 juillet 1678, couronné roi de Hongrie 1687, roi des Romains 1690, empereur 1705; † 17 avril 1711. Épouse: <i>Guillemine-Amélie</i> , fille du duc Jean-Frédéric de Brunswick-Lunebourg, née 21 avril 1673, mariée 1799, † 10 avril 1742.	<i>Marie-Élisabeth</i> , née 13 décembre 1680, régente des Pays-Bas depuis le 11 décembre 1724, † 26 août 1741.	<i>Léopold-Joseph</i> , né 2 juillet 1682, † 3 août 1684.	<i>Marie-Anne</i> , née 7 septembre 1683, épouse de Jean V, roi de Portugal, 1708, veuve 1750; † 1754.	<i>Charles VI</i> , né 1 octobre 1685, roi d'Espagne 1703, empereur romain 1711, couronné roi de Hongrie 1712, de Bohême 1723; † 20 octobre 1740. Épouse: <i>Élisabeth-Christine</i> , fille du duc Louis de Brunswick-Lunebourg, 23 avril 1708, † 21 décembre 1750.	<i>Marie-Joséph</i> e, née 1687, † 14 avril 1743.	<i>Marie-Madeleine-Joséph</i> e, née 1689, † 1 mai 1743.	<i>Cinq autres princesses</i> , mortes dans l'enfance.			
			<i>Marie-Joséph</i> e, née 8 décembre 1699, mariée, le 20 août 1719, à Frédéric Auguste II, électeur de Saxe, (Auguste III, comme roi de Pologne); † 17 novembre 1757.	<i>Marie-Amélie</i> , née 22 octobre 1701, mariée, le 17 octobre 1722, à Charles-Albert, prince électoral, ensuite électeur de Bavière et empereur; morte 11 décembre 1756.	<i>Léopold</i> , né 13 avril 1716, † 4 novembre de la même année.	<i>Marie-Thérèse</i> , née 13 mai 1717, héritière de tous les États autrichiens, en vertu de la pragmatique de son père, 20 octobre 1740; couronné reine de Hongrie 25 juin 1741, de Bohême 12 mai 1743, impératrice 1745. † 29 novembre 1780. Époux: <i>François Étienne</i> de Lorraine, grand-duc de Toscane.	<i>Marie-Anne</i> , née 14 septembre 1718, mariée, 7 janvier 1744, au prince Charles de Lorraine, frère de l'empereur François I, morte 16 décembre de la même année.	<i>Marie-Amélie</i> , née 5 avril 1724, † 19 avril 1730.					

(Voir la généalogie de la Maison d'Autriche-Lorraine, qui se trouve à la fin de cet ouvrage.)







*Jean-Louis de L. Moën a Venise.*

*G. Decker del.*

**CHARLES, BARON DE KUBECK,**

*Conseiller intime actuel de S. M. Imp. et Roy. Apost. etc. etc.*